

LE MONDE diplomatique

BONNE SIESTE
À LA
BIBLIOTHÈQUE

PAR ÉRIC DUSSERT
ET CRISTINA ION

Page 27.

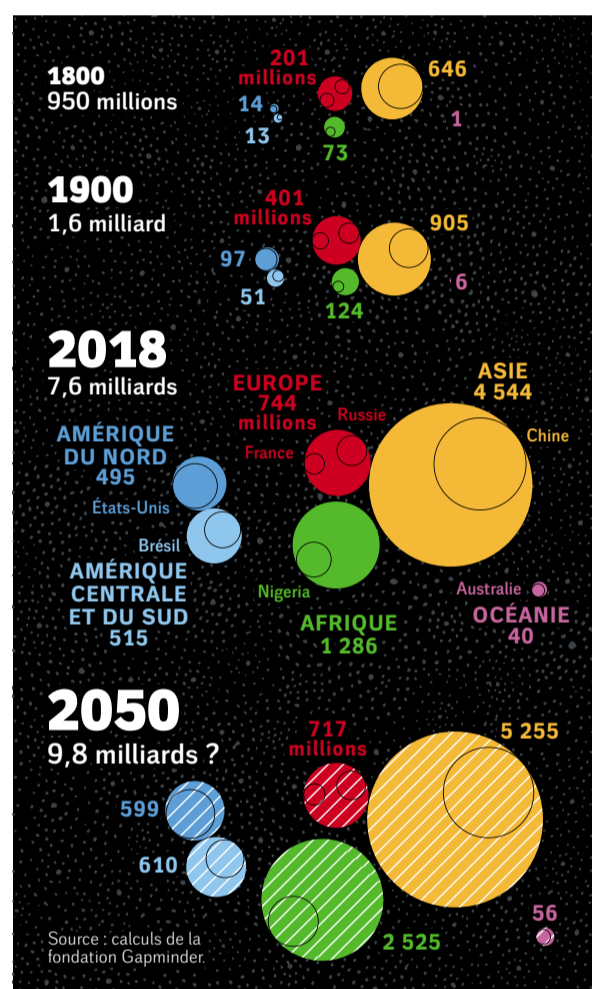
5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 771 - 65^e année. Juin 2018

BOULEVERSEMENT DÉMOGRAPHIQUE EN EUROPE

EN 1900, l'Europe abritait un Terrien sur quatre. En dépit d'un gain de 180 millions d'habitants entre 1950 et 2000, elle n'en abrite aujourd'hui plus qu'un sur dix. Sur tout le continent, la croissance démographique s'essouffle, une majorité de régions connaissant même une décroissance. Mais cette évolution globale cache de fortes disparités. Les habitants de l'Ouest n'ont guère pris conscience du chaos qui a suivi, dans l'Est, la chute du mur de Berlin, avec l'explosion des inégalités, de la pauvreté et de la mortalité. Si les « thérapies de choc » dictées par les experts financiers occidentaux n'ont pas achevé le malade, elles l'ont rendu anémique et très dépendant du carburant économique de l'Ouest. Dénatalité et exode conduisent à un bilan démographique sévère : vingt-quatre millions d'habitants en moins depuis 1989 dans les anciens pays de l'Est, hors Russie. Un garçon qui naît aujourd'hui en Ukraine peut espérer vivre soixante-six ans, soit treize de moins qu'un Suisse ou un Suédois. Treize années, c'est aussi ce qui sépare l'espérance de vie d'un Français riche de celle d'un Français pauvre.

Lire notre dossier
pages 13 à 18.



AU MÉPRIS DU DROIT INTERNATIONAL

Le diktat iranien de Donald Trump

Le 8 mai dernier, le président des États-Unis a choisi, conformément aux vœux d'Israël et de l'Arabie saoudite, de renier la signature de son pays et d'engager une épreuve de force avec l'Iran. L'ancien promoteur new-yorkais est un habitué des paris hasardeux, du dédain de la loi et des clés de bras à ses partenaires en affaires. Mais, cette fois, c'est la paix de toute une région qui s'en trouve menacée.

PAR IBRAHIM WARDE *

MONSIEUR Donald Trump a bâti sa carrière sur le principe que tout est négociable. Une fois un immeuble terminé, le promoteur invoquait la piètre qualité des travaux (ou d'autres prétextes) pour éviter d'honorer ses engagements. Il imposait alors de nouvelles conditions aux divers corps de métier, en leur déclarant par exemple : « Je ne vous paierai que 75 % du montant dont nous avons convenu. » C'était à prendre ou à laisser. Ceux qui refusaient sa proposition n'avaient qu'à le traîner devant les tribunaux, prenant ainsi le risque de procédures judiciaires coûteuses et à l'issue incertaine face à des avocats aussi retors que coriaces. Dans son livre *Trump : Think Like a Billionaire* (« Penser comme un milliardaire »), en 2004, il conseillait à ses lecteurs de « toujours contester les factures ». Ses procédés de mauvais payeur étaient bien connus des fournisseurs et des banquiers, dont beaucoup refusaient de traiter avec lui (1).

traiter avec l'entreprise Trump, a connu une expérience édifiante. En 2008, au plus fort de la crise financière, elle avait poursuivi le promoteur en justice pour un impayé de 40 millions de dollars. Celui-ci contre-attaqua, réclamant en retour la coquette somme de 3 milliards de dollars. Son argument : ses problèmes de liquidités s'expliquaient par la crise financière ; or la Deutsche Bank comptait au nombre des responsables de la crise... La banque lui accorda un répit de cinq ans (2). Le futur président n'a pas tardé à comprendre que la menace d'un recours devant les tribunaux pouvait avoir des effets dissuasifs. On estime qu'il a été impliqué, comme plaignant ou comme accusé, dans plus de 3 500 procès.

Novice en politique, M. Trump avait promis de mettre ses talents de « plus grand négociateur de l'histoire » au service de l'Amérique. Il annonçait que, sitôt élu, il s'emploierait à « déchirer l'horrible accord » de Vienne sur le nucléaire iranien, tout comme l'accord de Paris sur le climat. Que ces décisions soient prises au mépris du droit international ou que les autres signataires s'y opposent lui importait peu.

(Lire la suite pages 6 et 7.)

Dans *Think Big and Kick Ass : In Business and Life* (« Être ambitieux et déchirer en affaires comme dans la vie », 2007), il dit aimer « écraser l'autre camp et encaisser les profits », et bien se moquer des banquiers qui ont perdu les sommes qu'ils lui avaient avancées. « C'est leur problème ; pas le mien. Je leur ai dit qu'ils n'auraient pas dû me les prêter. » La Deutsche Bank, seule grande institution qui continue de

* Professeur associé à la Fletcher School of Law and Diplomacy (Medford, Massachusetts), auteur de *Propagande impériale et guerre financière contre le terrorisme*, Agone - Le Monde diplomatique, coll. « Contre-feux », Marseille-Paris, 2007.

(1) Alexandra Berzon, « Donald Trump's business plan left a trail of unpaid bills », *The Wall Street Journal*, New York, 9 juin 2016. Lire aussi « Triomphe du style paranoïaque », *Le Monde diplomatique*, décembre 2016.

(2) Richard Cohen, « Why Trump's handling of a Deutsche Bank loan is so foreboding », *The Washington Post*, 19 juillet 2017.

Paillassons de Washington

LES SUPPLIQUES et les marques d'affection de trois dirigeants européens – M. Emmanuel Macron, M^{me} Angela Merkel et M. Boris Johnson – venus cajoler M. Donald Trump n'auront servi à rien : le président des États-Unis a riposté en les humiliant. Il les menace de représailles commerciales et financières s'ils ne violent pas l'accord qu'ils ont eux-mêmes conclu il y a trois ans avec l'Iran. Les États-Unis ayant radicalement changé de position sur le sujet, leurs alliés n'ont plus qu'à s'aligner. Aux yeux de M. Trump, Paris, Berlin et Londres ne pèsent pas lourd, beaucoup moins en tout cas que Riyad ou Tel-Aviv.

« Un homme qui se condamne lui-même, on a toujours envie de taper dessus (...) pour briser en mille morceaux le peu de dignité qui lui reste », écrivait Jean-Paul Sartre dans *Les Chemins de la liberté*. Son observation vaut aussi pour les États. Ceux de l'Union européenne, par exemple. M. Macron proclame son refus de parler « avec un fusil sur la tempe », et M^{me} Merkel regrette que Washington rende les choses « encore plus difficiles » au Proche-Orient. Mais ni l'un ni l'autre ne semblent prêts à répliquer autrement que par des lamentations. Et les grandes entreprises européennes ont compris à qui elles devaient obéir, dès lors que même l'envoi d'un courriel transitant par un serveur américain ou le recours au dollar dans une transaction avec l'Iran les expose à des amendes extravagantes (lire l'article d'Ibrahim Warde ci-contre).

Sitôt annoncé l'ultimatum de M. Trump, Total – anciennement Compagnie française des pétroles – a annulé ses projets d'investissement en Iran. Le président Macron cherchait pourtant au même moment à préserver l'accord conclu avec ce pays. Mais il précisait : « Je le dis très clairement : on ne va pas sanctionner ou contre-sanctionner des entreprises améri-

PAR SERGE HALIMI

caines. (...) Et nous n'allons pas contraindre les entreprises [françaises] à rester [en Iran] ; ça, c'est la réalité de la vie des affaires. Le président de la République française n'est pas le président-directeur général de Total (1). » Lequel obéit par conséquent aux ordres de la Maison Blanche...

Nos sempiternels moulins à prières ont conclu de cet épisode qu'il faudrait davantage d'Europe (2). Mais plus celle-ci s'élargit et s'institutionnalise, moins elle résiste aux injonctions américaines. En 1980, les neuf membres de la Communauté économique européenne prenaient position sur le Proche-Orient en faisant droit aux aspirations nationales du peuple palestinien ; le 14 mai dernier, en revanche, quatre États de l'Union (Autriche, Hongrie, République tchèque et Roumanie) étaient représentés à l'inauguration de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem au moment précis où les forces armées israéliennes exécutaient des dizaines de civils gazaouis. Mieux – si l'on ose dire – : parmi les vingt-huit membres actuels de l'Union, quinze ont envahi l'Irak aux côtés des troupes américaines.

L'Union européenne ne cesse de durcir ses critères de convergence. Mais elle en oublie toujours un, que M. Trump vient de lui rappeler : la nécessité pour ses adhérents d'être indépendants et souverains.

(1) Conférence de presse, Sofia, 17 mai 2018.

(2) Un credo que le commentateur de France Inter Bernard Guetta ressasse chaque matin depuis plus de vingt ans, quel que soit le sujet de sa chronique.

L'actualité décryptée
par Pascal Boniface

Déjà 100.000 lecteurs !

192 pages
~ 10€

ÉYROLLES



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA : 2 400 F CFA, Algérie : 250 DA, Allemagne : 5,50 €, Antilles-Guyane : 5,50 €, Autriche : 5,50 €, Belgique : 5,40 €, Canada : 7,50 \$, Espagne : 5,50 €, États-Unis : 7,50 \$ US, Grande-Bretagne : 4,50 £, Grèce : 5,50 €, Hongrie : 1 835 HUF, Irlande : 5,50 €, Italie : 5,50 €, Luxembourg : 5,40 €, Maroc : 35 DH, Pays-Bas : 5,50 €, Portugal (cont.) : 5,50 €, Réunion : 5,50 €, Suisse : 7,80 CHF, TOM : 780 CFP, Tunisie : 5,90 DT.

L'ÉCOSOCIALISME, UNE IDÉE QUI VIENT DE LOIN

Karl Marx et l'exploitation de la nature

Pour certains, la crise écologique invaliderait les analyses de Karl Marx, coupable d'avoir délaissé la question environnementale. Le productivisme débridé des régimes se réclamant de lui a paru conforter cette critique. D'autres, tel l'intellectuel américain John Bellamy Foster, suggèrent au contraire que socialisme et écologie forment, chez lui, les deux volets d'un même projet.

PAR JOHN BELLAMY FOSTER *

CES DERNIÈRES ANNÉES, l'influence croissante des questions écologiques s'est notamment manifestée par la relecture à travers le prisme de l'écologie de nombreux penseurs, de Platon à Mohandas Karamchand Gandhi. Mais, de tous, c'est sans aucun doute Karl Marx qui a suscité la littérature la plus abondante et la plus polémique. Anthony Giddens a ainsi affirmé que Marx, bien qu'il ait témoigné d'une sensibilité écologique particulièrement développée dans ses premiers écrits, avait ensuite adopté une « attitude prométhéenne » envers la nature (1). De la même manière, Michael Redclift remarque que, pour lui, l'environnement avait pour fonction de « rendre les choses possibles, mais toute valeur découlait de la force de travail (2) ». Enfin, selon Alec Nove, Marx croyait que « le problème de la production avait été "résolu" par le capitalisme et que la future société des producteurs associés n'aurait donc pas à prendre au sérieux le problème de l'usage des ressources rares », ce qui signifie qu'il était inutile que le socialisme ait une quelconque « conscience écologique » (3). Ces critiques se justifient-elles ?

Au cours des années 1830 à 1870, la diminution de la fertilité des sols par la perte de leurs nutriments constitua la préoccupation écologique majeure de

la société capitaliste, tant en Europe qu'en Amérique du Nord. L'inquiétude suscitée par ce problème ne pouvait être comparée qu'à celle provoquée par la pollution croissante des villes, la déforestation de continents entiers et les craintes malthusiennes de la surpopulation. Dans les années 1820 et 1830, au Royaume-Uni, et peu après dans les autres économies capitalistes en expansion de l'Europe et de l'Amérique du Nord, l'inquiétude générale concernant l'épuisement des sols conduisit à une augmentation phénoménale de la demande d'engrais. Le premier bateau chargé de guano péruvien débarqua à Liverpool en 1835 ; en 1841, c'étaient 1 700 tonnes qui étaient importées et, en 1847, 220 000. Au cours de cette période, les agriculteurs retournèrent les champs de bataille napoléoniens, comme ceux de Waterloo et d'Austerlitz, dans une quête désespérée d'ossements à répandre sur leurs champs.

[S'intéressant aux États-Unis, le chimiste allemand] Justus von Liebig remarquait qu'il pouvait y avoir des centaines, voire des milliers, de kilomètres entre les centres de production de céréales et leurs marchés. Les éléments constitutifs de l'humus étaient donc envoyés très loin de leur lieu d'origine, rendant d'autant plus difficile la reproduction de la fertilité des sols.

Empester la Tamise

LOIN d'être aveugle à l'écologie, Marx devait, sous l'influence des travaux de Liebig de la fin des années 1850 et du début des années 1860, développer à propos de la terre une critique systématique de l'« exploitation » capitaliste, au sens du vol de ses nutriments ou de l'incapacité à assurer sa régénération. Marx concluait ses deux principales analyses de l'agriculture capitaliste par une explication de la façon dont l'industrie et l'agriculture à grande échelle se combinaient pour appauvrir les sols et les travailleurs. L'essentiel de la critique qui en découle est résumé dans un passage situé à la fin du traitement de « La genèse de la rente foncière capitaliste », dans le troisième livre du *Capital* : « La grande propriété foncière réduit la population agricole à un minimum, à un chiffre qui baisse constamment en face d'une population industrielle concentrée dans les grandes villes et qui s'accroît sans cesse ; elle crée ainsi des conditions qui provoquent un hiatus irrémédiable dans l'équilibre complexe du métabolisme social composé par les lois naturelles de la vie ; il s'ensuit un gaspillage des forces du sol, gaspillage que le commerce transfère bien au-delà des frontières du pays considéré. (...) La grande industrie et la grande agriculture exploitées industriellement agissent dans le même sens. Si, à l'origine, elles se distinguent parce que la première ravage et ruine davantage la force de travail, donc la force naturelle de l'homme, l'autre plus directement la force naturelle de la terre, elles finissent, en se développant, par se donner la main : le système industriel à la campagne finissant aussi par débiliter les ouvriers, et l'industrie et le commerce, de leur côté, fournissant à l'agriculture les moyens d'exploiter la terre. »

La clé de toute l'approche théorique de Marx dans ce domaine est le concept de métabolisme (*Stoffwechsel*) socio-

écologique, lequel est ancré dans sa compréhension du procès de travail. Dans sa définition générique du procès de travail (par opposition à ses manifestations historiques spécifiques), Marx a utilisé le concept de métabolisme pour décrire la relation de l'être humain à la nature à travers le travail : « Le travail est d'abord un procès qui se passe entre l'homme et la nature, un procès dans lequel l'homme règle et contrôle son métabolisme avec la nature par la médiation de sa propre action. Il se présente face à la matière naturelle comme une puissance naturelle lui-même. Il met en mouvement les forces naturelles de sa personne physique, ses bras et ses jambes, sa tête et ses mains, pour s'approprier la matière naturelle sous une forme utile à sa propre vie. Mais, en agissant sur la nature extérieure et en la modifiant par ce mouvement, il modifie aussi sa propre nature. (...) Le procès de travail (...) est la condition naturelle éternelle de la vie des hommes (4). »

Pour lui comme pour Liebig, l'incapacité à restituer au sol ses nutriments trouvait sa contrepartie dans la pollution des villes et l'irrationalité des systèmes



PHOTOGRAPHIE : PETER COX - ZENOX GALLERY, ANVERS

MICHAËL BORREMANS. – « Red Hand, Green Hand » (Main rouge, main verte), 2010

d'égouts modernes. Dans *Le Capital*, il a cette remarque : « À Londres, par exemple, on n'a trouvé rien de mieux à faire de l'engrais provenant de quatre millions et demi d'hommes que de s'en servir pour empester, à frais énormes, la Tamise. » Selon lui, les « résidus résultant des échanges physiologiques naturels de l'homme » devaient, aussi bien que les déchets de la production industrielle et de la consommation, être réintroduits dans le cycle de la production, au sein d'un cycle métabolique complet (5). L'antagonisme entre la ville et la campagne, et la rupture métabolique qu'il entraînait étaient également évidents au niveau mondial : des colonies entières voyaient leurs terres, leurs ressources et leur sol volés pour soutenir l'industrialisation des pays colonisateurs. « Depuis un siècle et demi, écrivait Marx, l'Angleterre a indirectement exporté le sol irlandais, sans même accorder à ceux qui le cultivent les moyens de remplacer les composantes du sol (6). »

Les considérations de Marx sur l'agriculture capitaliste et la nécessité de restituer au sol ses nutriments (et notamment les déchets organiques des villes) le conduisirent ainsi à une idée plus générale de durabilité écologique – idée dont il pensait qu'elle ne pouvait avoir qu'une pertinence pratique très limitée dans une société capitaliste, par définition incapable d'une telle action rationnelle et cohérente, mais idée au contraire essentielle à une société future de producteurs associés. « Le fait, pour la culture des divers produits du sol, de dépendre des fluctuations des prix du marché, qui entraînent un perpétuel changement de ces cultures, l'esprit même de la production capitaliste, axé sur le profit le plus immédiat, sont en contradiction avec l'agriculture, qui doit mener sa production en tenant compte de l'ensemble des conditions d'existence permanentes des générations humaines qui se succèdent. »

En soulignant la nécessité de préserver la terre pour « les générations suivantes », Marx saisissait l'essence de l'idée contemporaine de développement durable, dont la définition la plus célèbre a

été donnée par le rapport Brundtland : « Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins (7). » Pour lui, il est nécessaire que la terre soit « consciemment et rationnellement traitée comme la propriété perpétuelle de la collectivité, la condition inaliénable d'existence et de reproduction de la série des générations successives ». Ainsi, dans un passage fameux du *Capital*, il écrivait que, « du point de vue d'une organisation économique supérieure de la société, le droit de propriété de certains individus sur des parties du globe paraît tout aussi absurde que le droit de propriété d'un individu sur son prochain ».

On reproche aussi souvent à Marx d'avoir été aveugle au rôle de la nature dans la création de la valeur : il aurait développé une théorie selon laquelle toute valeur découlerait du travail, la nature étant considérée comme un « don » fait au capital. Mais cette critique repose sur un contresens. Marx n'a pas inventé l'idée que la terre serait un « cadeau » de la nature au capital. C'est Thomas Malthus et David Ricardo qui ont avancé cette idée, l'une des thèses centrales de leurs ouvrages économiques. Marx avait conscience des contradictions socio-écologiques inhérentes à de telles conceptions et, dans son *Manuscrit économique de 1861-1863*, il reproche à Malthus de tomber de façon récurrente dans l'idée « physiocratique » selon laquelle l'environnement est « un don de la nature à l'homme », sans prise en considération de la manière dont cela était lié à l'ensemble spécifique de relations sociales mis en place par le capital.

Certes, Marx s'accordait avec les économistes libéraux pour dire que, selon la loi de la valeur du capitalisme, aucune valeur n'est reconnue à la nature. Comme dans le cas de toute marchandise dans le capitalisme, la valeur du blé découle du travail nécessaire pour le produire. Mais, pour lui, cela ne faisait que refléter la conception étroite et limitée de la richesse inhérente aux relations marchandes capitalistes, dans un système construit autour de la valeur d'échange. La véritable richesse consistait en valeurs d'usage – qui caractérisent la production en général, au-delà de sa forme capitaliste. Par conséquent, la nature, qui contribuait à la production de valeurs d'usage, était autant une source de richesse que le travail. Dans sa *Critique du programme de Gotha*, Marx tance les socialistes qui attribuent ce qu'il appelle une « puissance de création sur-naturelle » au travail en le considérant comme la seule source de richesse et en ne prenant pas en compte le rôle de la nature.

(1) Anthony Giddens, *A Contemporary Critique of Historical Materialism*, University of California Press, Berkeley, 1981.

(2) Michael Redclift, *Development and the Environmental Crisis - Red or Green Alternatives?*, Methuen, Londres, 1984.

(3) Alec Nove, « Socialism », dans John Eatwell, Murray Milgate et Peter Newman (sous la dir. de), *The New Palgrave - A Dictionary of Economics*, vol. 4, Stockton, New York, 1987.

(4) Karl Marx, *Le Capital*, livre I, Éditions sociales, Paris, 1978.

(5) Karl Marx, *Le Capital*, livre III, Éditions sociales, 1978.

(6) Karl Marx, *Le Capital*, livre I, op. cit.

(7) « Notre avenir à tous », rapport rédigé en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations unies sous la direction de la première ministre norvégienne Gro Harlem Brundtland [note de la rédaction].

Droit et stratégies de l'action humanitaire

De novembre 2018 à juillet 2019 (2 jours/mois)
Diplôme d'université - Niveau bac + 3

Une approche pluridisciplinaire qui englobe l'intégralité des problématiques actuelles de l'humanitaire.

Publics concernés : juristes, avocats, chefs de missions, administrateurs, coordinateurs logistiques et personnels humanitaires, médecins et professionnels de santé, journalistes... Durée : 130 h. Admission : être titulaire d'un bac +3 ou par validation des acquis.

www.fp.univ-paris8.fr

01 49 40 70 70



VIVEZ LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



70 ILLERI
1948-2018 ÉCOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES

DEUX PARCOURS D'EXCELLENCE BAC+3 & BAC+5

- ◆ Bachelor en Relations Internationales (Bac+3)
- ◆ Deuxième Cycle en Relations Internationales (Bac+5)

Quatre spécialisations :

- Sécurité internationale et défense - Grade de Master
- Intelligence économique - Grade de Master
- Coopération Internationale des Outremer - Titre RNCP Niveau 1
- International Business and Marketing - MSc

TÉLÉCHARGEZ L'APPLI ILLERI



CONCOURS D'ENTRÉE MARDI 10 JUILLET

ÉCOLE D'ÉTÉ GEOPOLITIQUE LANGUES

Les paysans mozambicains

Les agro-industriels du Sud ressemblent à ceux du Nord : ils rêvent de profits faciles en développant les cultures commerciales au détriment de la paysannerie vivrière. C'est ainsi qu'est né le projet ProSavana, qui associe le Japon et le Brésil au Mozambique. Mais la résistance inédite des paysans des trois États a permis de stopper l'opération.

NAKARARI, village perdu dans la brousse dans le district de Malema, à deux mille kilomètres au nord de Maputo. Sous le manguié, assis à même le sol ou sur des bancs en bois chancelants, une quarantaine d'hommes et de femmes accueillent les visiteurs. Autour d'eux, un groupe d'enfants sautent comme des ressorts chaque fois qu'un fruit tombe des branches. Le secrétaire du village prend la parole. Le visage marqué par le soleil et les mains calleuses de ceux qui travaillent la terre depuis longtemps, M. Agostinho Mocernea se montre sévère : « *Nous ne devons pas croire ce que dit le gouvernement. Nous devons continuer à dire non.* » Puis il passe la parole aux représentants des organisations paysannes fraîchement arrivés des villes voisines. « *Le gouvernement est dans l'impasse, affirme M. Dionísio Mepoteia, de l'Union nationale des paysans (UNAC). Notre lutte nous a permis de remporter une première victoire historique. Nous avons empêché le pillage et réaffirmé que la terre n'appartenait qu'à nous, qui la cultivons depuis des générations.* » Et le quadragénaire à la voix légère d'ajouter : « *Ce n'est que grâce à notre unité que nous avons pu atteindre ce résultat. Il faut que nous restions unis.* »

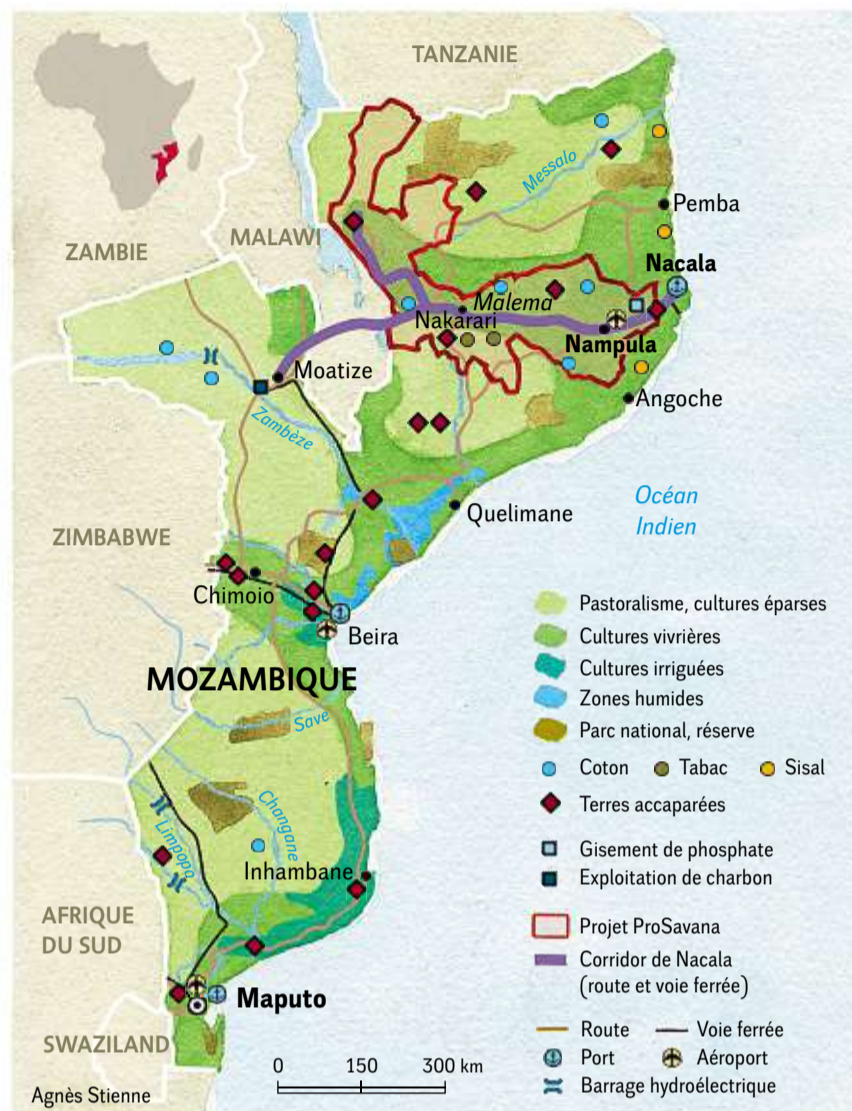
La mobilisation populaire dont Nakarari est l'épicentre a porté un coup, qu'ici on espère fatal, au plus grand projet agro-industriel de toute l'Afrique : ProSavana. La rencontre sous le manguié n'est que la dernière d'une longue série. M. Mepoteia fait fréquemment le déplacement pour informer les communautés rurales de ce qui se passe « en ville ». En effet, Internet n'est encore qu'un mirage dans cette partie du Mozambique, et les téléphones portables ne captent que par à-coups.

Un « partenariat innovant », selon la Fondation Gates

Résultat d'une coopération triangulaire entre le gouvernement du Mozambique, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et l'Agence brésilienne de coopération (ABC), ProSavana vise à implanter des exploitations agricoles commerciales le long du corridor de Nacala, qui traverse dix-neuf districts de trois provinces dans le nord du pays. D'une superficie de 14 millions d'hectares, soit un quart de la France métropolitaine, la zone est considérée comme propice aux « cultures de rente » (soja, coton, maïs) destinées au marché mondial. Le port de Nacala, sur l'océan Indien, relié à la région par le chemin de fer, offre des débouchés vers la Chine.

ProSavana s'inscrit dans la grande course aux terres agricoles qui, depuis 2008, ravage l'hémisphère Sud et l'Afrique subsaharienne (1). Depuis la crise alimentaire mondiale, qui a vu doubler, voire tripler, le prix des produits de base, l'acquisition d'espaces pour la production à grande échelle séduit les investisseurs et les aventuriers à la recherche de rendements faciles. Le secteur attire non seulement les groupes agroalimentaires, mais aussi des acteurs issus de la haute finance : sociétés de courtage, fonds spéculatifs, fonds d'investissement de toutes sortes, mis en place par des individus qui travaillaient jusqu'alors pour des banques commerciales, telles que Goldman Sachs, Merrill Lynch et d'autres (2). De l'Éthiopie à la République démocratique du Congo, du Sénégal au Soudan, des centaines de millions d'hectares ont été vendus, pour des productions destinées non pas au marché intérieur, mais au marché étranger, plus rentable (3). Peu intégré à l'économie locale, un projet tel que ProSavana « réduit la terre à un simple bien marchand et ne tient aucunement compte de son importance pour les petits producteurs ruraux », explique M. Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial pour le

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
STEFANO LIBERTI *



Sources : Alex Shankland, Euclides Gonçalves and Arilson Favareto, « Social movements, agrarian change and the contestation of ProSavana in Mozambique and Brazil », Future Agricultures Consortium, novembre 2016 ; Autrepport, Presses de Sciences Po, n° 73, 2015 ; www.landmatrix.org ; http://maps.elie.ucl.ac.be ; www.cnpn.embrapa.br ; Atlas de l'Afrique, Les Éditions du Jaguar, 2011.

droit à l'alimentation du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (4).

Immense (799 000 kilomètres carrés) et peu peuplé (28 millions d'habitants), le Mozambique s'est imposé comme une destination-phare dans cette ruée néfaste. En 2010, déjà, lors d'une conférence internationale à Riyad, en Arabie saoudite, le ministre de l'agriculture José Pacheco promouvait son pays en bradant ses terres avec des baux de cinquante ans au prix de... 1 dollar par hectare : « *C'est notre prix, car nous croyons au développement partagé. Nous devons lancer ensemble une nouvelle révolution verte* (5). »

Derrière la « modernité » d'une coopération Sud-Sud « au service du développement », ProSavana renverse les relations de production dans les campagnes, change les petits paysans en contractuels des grandes entreprises et fait du Mozambique une plaque tournante de produits agro-industriels à exporter dans le monde entier. Conçu en 2009 au sommet du G8 à L'Aquila, en Italie, au cours d'entretiens privés entre le premier ministre japonais Tarō Aso et le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, le projet prétend reproduire une expérience légendaire : la transformation, entre les années 1970 et 1990, de la savane tropicale humide du Mato Grosso en la principale région productrice de soja de la planète. À l'époque, la conversion du Cerrado brésilien, « la plus importante zone d'expansion agricole du monde », selon le père de la révolution verte Norman Borlaug, avait été menée avec l'aide d'ingénieurs japonais et d'un financement important de Tokyo. La coopération triangulaire de ProSavana s'en inspire, avec pour objectif de développer le nord du pays grâce à des technologies brésiliennes, confiant aux entreprises japonaises la commercialisation des produits, notamment sur les marchés asiatiques.

Dès son lancement, le projet a recueilli les louanges d'influents dirigeants mondiaux. En novembre 2011, lors du 4^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, à Busan, en Corée du Sud, la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton saluait l'effort de « ces économies émergentes qui travaillent ensemble pour trouver des solutions aux défis communs ». Le magnat Bill Gates, qui mène plusieurs programmes de développement en Afrique à travers la Fondation Bill et Melinda Gates, l'érige en « exemple de partenariat innovant » (6).

Dans les coulisses du « partenariat innovant » s'active GV Agro, une société de conseil liée à la Fondation Getúlio Vargas, think tank et école de formation renommée du Brésil. GV Agro est dirigé

par l'ancien ministre de l'agriculture Roberto Rodrigues, qui se veut le champion du développement agro-industriel de toute la bande située entre les deux tropiques en Afrique. Par ailleurs consultant pour la compagnie minière Vale, qui extrait du charbon dans la région de Tete, l'ancien ministre fait figure d'éminence grise de ProSavana : c'est à lui qu'on doit le parallèle entre le Mato Grosso et le nord du Mozambique, ainsi que la légende d'un développement des monocultures sur ces « terres inexploitées (7) ». C'est encore lui qui organise des visites sur le terrain pour de potentiels investisseurs brésiliens. On doit aussi à GV Agro le plan directeur de ProSavana et son mécanisme de financement. Lancé avec un investissement initial de 38 millions de dollars venant principalement du gouvernement japonais, le projet doit encore être soutenu par un fonds ad hoc baptisé Nacala, censé attirer 2 milliards de dollars d'investissements privés. L'objectif déclaré du fonds est de « générer des rendements à long terme pour ses investisseurs, en stimulant le développement économique local et régional ». Parallèlement, Maputo et Tokyo créent un Fonds pour l'initiative de développement ProSavana afin de « soutenir divers modèles d'intégration des petits agriculteurs ».

Les agriculteurs ont appris la nouvelle par les journaux

Ces plans de transformation et de développement rural s'élaborent bien loin des petits agriculteurs qui vivent dans la région. « *La première fois que nous avons entendu parler du programme, c'était en août 2011, lors d'un entretien accordé par le ministre de l'agriculture Pacheco à un journal brésilien* (8) », se souvient M. Jeremias Vunjane, directeur de l'Action académique pour le développement des communautés rurales (Adecru), une association de Maputo qui soutient la paysannerie familiale. « *Ce fut un choc. Notre gouvernement vendait à l'étranger quelque chose dont il n'avait jamais parlé au pays!* », s'indigne cet ancien journaliste à la longue barbe noire et à l'éloquence de prédicateur. « *Cette interview nous a ouvert les yeux. Nous avons mené des enquêtes et compris qu'il s'agissait d'un programme-cadre visant à ouvrir les portes de notre pays aux multinationales de l'agro-industrie.* » Les enquêtes ne s'avèrent pas trop compliquées à conduire : dans le même article, des entrepreneurs brésiliens se déclarent enthousiastes à l'idée d'émigrer dans le pays africain, où on leur promet des terres pour des loyers dérisoires. « *Le Mozambique est un Mato*

Grosso au milieu de l'Afrique, avec des terres gratuites, peu d'obstacles environnementaux et des coûts de transport des marchandises vers la Chine beaucoup plus bas », affirme ainsi M. Carlos Ernesto Augustin, président de l'Association des producteurs de coton du Mato Grosso.

Quoi qu'en dise le discours imaginé par GV Agro et répété comme un mantra par les promoteurs du projet, le corridor de Nacala n'a cependant que peu à voir avec le Cerrado. Si les deux territoires se trouvent à la même latitude, la zone ciblée par ProSavana est beaucoup plus fertile, et donc plus importante pour la paysannerie locale, que son vague équivalent brésilien. Et surtout, contrairement au Mato Grosso, qui, dans les années 1970, n'était pas très peuplé, elle est habitée par cinq millions de personnes, pour la plupart de petits agriculteurs qui produisent une bonne partie de la nourriture consommée dans le pays...

Une terre vierge... habitée par cinq millions de personnes

Au Mozambique, comme dans de nombreux pays d'Afrique, la terre appartient à l'État et ne peut pas être vendue. Cette prérogative, conférée à l'indépendance, en 1975, est garantie par la Constitution de 1990. Selon la loi, le gouvernement accorde aux communautés ou aux individus un « droit d'usage et d'exploitation de la terre » (*direito de uso e aproveitamento da terra*, DUAT) pour cultiver leurs *machambas*, les petites parcelles agricoles. Mais, dans les zones rurales, tout le monde ne possède pas de DUAT, un document dont l'importance est parfois sous-estimée par les paysans. Il peut donc arriver que la terre change de mains insidieusement.

La communauté de Wuacua, à environ quinze minutes de route de Nakarari, en est, pour sa part, bien consciente. Un jour de 2012, des fonctionnaires du district sont venus demander aux habitants de signer des documents. En retour, ils leur ont promis une somme d'argent et la réalisation de « projets sociaux ». Mais il s'agissait de tout autre chose : la renonciation explicite au DUAT. « *Ils ont été trompés. On leur a dit qu'ils allaient prendre part à un programme de développement rural et on leur a fait signer des documents qu'ils ne comprenaient pas. Ils ont reçu une compensation, entre 4 500 et 6 000 meticals [60 à 80 euros], et ont été forcés de déménager* », s'indigne M. Mepoteia. Peu après, Agromoz – une entreprise à capital mixte brésilien et portugais avec l'implication d'une compagnie mozambicaine détenue par l'ancien président Armando Guebuza – a obtenu une concession de neuf mille hectares, sur lesquels elle cultive principalement du soja. « *Ils ont profité du fait qu'une grande partie de la population ici est analphabète et que peu comprennent le portugais.* » Aujourd'hui, Wuacua est un village fantôme, entouré des plantations d'Agromoz. Des vigiles recrutés par l'entreprise ne laissent personne approcher. La terre est nue, dans l'attente d'être semée. Le contraste est frappant avec le paysage de Nakarari, où s'étendent de petites parcelles de haricots et de manioc, où poussent des manguiers et où des bandes d'enfants courent de tous côtés.

Sans lien direct avec ProSavana, l'affaire Agromoz éclaire toutefois les intentions de ses promoteurs. Dans toute la région, l'histoire de Wuacua et de l'exploitation des terres se répand par la bouche-à-oreille. Forts de cette expérience, les représentants des paysans défient le gouvernement. « *Des fonctionnaires nous ont convoqués au siège du district pour parler de développement. Ils ont fait une belle présentation avec des diapositives. Nous avons posé des questions concernant Agromoz, mais ils ne nous ont pas répondu. Alors nous avons quitté la pièce* », relate

(1) Lire Joan Baxter, « Ruée sur les terres africaines », *Le Monde diplomatique*, janvier 2010.

(2) Cf. Ward Anseu, Liz Alden Wily, Lorenzo Cotula et Michael Taylor, « Land rights and the rush for land. Findings of the global commercial pressures on land research project », International Land Coalition, Rome, 2012.

(3) Cf. la base de données Land Matrix, www.landmatrix.org

(4) Olivier De Schutter, « How not to think of land-grabbing : Three critiques of large-scale investments in farmland », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 38, n° 2, Routledge, Abingdon (Royaume-Uni), 2011.

(5) Cf. Main basse sur la terre. « Land grabbing » et nouveau colonialisme, Rue de l'échiquier, Paris, 2013.

(6) Jun Hongo, « ODA transforming Mozambique », *The Japan Times*, Tokyo, 6 janvier 2012.

(7) Cf. Alex Shankland et Euclides Gonçalves, « Imagining agricultural development in South-South Cooperation : The contestation and transformation of ProSavana », *World Development*, vol. 81, Amsterdam, mai 2016.

(8) Patrícia Campos Mello, « Moçambique oferece terra à soja brasileira », *Folha de São Paulo*, 14 août 2011.

* Journaliste et réalisateur. Ce reportage a reçu une bourse du Pulitzer Center on Crisis Reporting. Il s'inscrit dans le cadre d'un documentaire sur l'industrie mondiale de la viande et les monocultures de soja, réalisé par l'auteur et par Enrico Parenti, dont la sortie est prévue pour l'automne 2018 (www.soyalism.com).

DÉGUISE EN PROMESSE DE DÉVELOPPEMENT

font reculer l'agro-industrie

M. Mepoteia. Le district de Malema devient dès lors le symbole d'une contestation qui, au fil des mois, gagne tout le pays et dépasse rapidement les frontières nationales.

Campagne de résistance internationale

«*Tout a commencé par un voyage au Brésil*», raconte M. Vunjane. Ayant pris connaissance du programme et de ses similitudes avec ce qui s'est passé au Mato Grosso trente ans plus tôt, les organisations mozambicaines décident de se rendre compte par elles-mêmes. En novembre 2012, une délégation de cinq personnes part pour l'arrière-pays brésilien. Les participants reviennent en état de choc. «*Nous avons parcouru des centaines de kilomètres et nous n'avons vu que des mégastendues de soja. Pas un seul paysan ni aucune communauté rurale*», se souvient M. Abel Saïda, de l'Association rurale d'aide mutuelle (ORAM). «*L'ensemble du territoire est déboisé. Il n'y a aucune forme de vie, car l'utilisation intensive de pesticides et d'engrais a créé un désert. La perspective de voir notre terre transformée en un paysage aussi vide nous a semblé un cauchemar*». Un documentaire tiré du voyage, traduit dans les langues locales, circule dans tout le Mozambique (9).

«*Nous avons décidé de passer à l'action, car on continuait à ne pas nous donner d'informations*», explique le président de la section régionale UNAC de Nampula, M. Costa Estêvão. Portant fièrement les insignes de son organisation, un tee-shirt jaune et une casquette de baseball, il s'en prend violemment au gouvernement. «*Nous ne sommes pas contre le développement, mais nous croyons que les agriculteurs doivent être impliqués et consultés, déclare-t-il. Au lieu de cela, ils ont d'abord échafaudé tout le plan sans nous en informer. Puis ils ont essayé de nous l'imposer en parlant de développement rural, mais en soustrayant la terre*

à ceux qui la cultivent depuis des décennies. » Sans perdre le fil de son discours, il creuse des trous dans la terre avec une houe et sème du maïs dans sa petite *machamba*, à une demi-heure de route de Nampula. «*Quand nous avons finalement vu le plan directeur, nous avons compris que ce qu'on nous proposait était une véritable arnaque*». Révélé par une fuite, le document élaboré par GV Agro et par deux cabinets de conseil japonais, Oriental Consulting et NTC International, confirme les inquiétudes des organisations paysannes. On y parle de «*pousser les agriculteurs des pratiques traditionnelles de culture et de gestion des terres vers des pratiques agricoles intensives basées sur des semences commerciales, des intrants chimiques et des titres fonciers privés* (10) ».

D'abord simple mouvement local, la mobilisation prend rapidement de l'ampleur. Au Brésil, au Japon et au Mozambique, les mouvements paysans et les associations partagent les informations et coordonnent leurs actions. Vingt-trois organisations mozambicaines écrivent une lettre ouverte aux gouvernements japonais, brésilien et mozambicain, dans laquelle elles dénoncent «*l'absence totale d'un débat public large, transparent et démocratique*» sur une question «*d'une grande importance sociale, économique et environnementale, ayant un impact direct sur [leurs] vies*» (11). Une quarantaine d'organisations internationales cosignent le document et le font circuler. Le même M. Estêvão se voit alors catapulté de la brousse mozambicaine aux corridors fastueux de la Chambre des représentants de Tokyo. «*J'ai été invité à rencontrer des parlementaires japonais. Je leur ai dit que nous critiquions ProSavana parce que cela remettait en question notre mode de vie* ».

Les manifestations, les missions à l'étranger, la lettre ouverte, un mouvement d'opinion qui unit les organisations paysannes mozambicaines à celles du Brésil, aux universitaires et aux organisations de la société civile japonaise et européenne : tout cela achève de fragiliser le projet. «*La protestation a atteint toutes les provinces. Nous avons organisé*

des caravanes pour informer les communautés et les encourager à ne pas accepter les promesses vides des fonctionnaires, raconte M. Vunjane. *Ça a été dur. Nous avons parcouru des distances énormes. Mais nous avons obtenu un résultat extraordinaire : pour la première fois, le gouvernement mozambicain a dû écouter le peuple, qui lui a dit haut et clair qu'il n'accepterait pas un modèle de développement imposé par le haut* ».

En effet, les promoteurs du grandiose projet de transformation du corridor de Nacala en un nouveau Mato Grosso commencent à se dégonfler. Soucieux de ne pas apparaître comme les agents d'un nouveau colonialisme agraire, les Japonais sont les premiers à émettre des doutes sur sa pertinence. Les entrepreneurs brésiliens qui avaient visité le pays à l'invitation de GV Agro annoncent qu'ils ne sont plus intéressés. Les techniciens de l'ABC rentrent au pays. Et le Fonds Nacala, qui était censé lever 2 milliards de dollars, est discrètement fermé. ProSavana est suspendu.

«Le programme n'a pas été compris»

«*Nous avons commis une erreur d'évaluation*», reconnaît M. Yokoyama Hiroshi, responsable de ProSavana à la JICA. Au siège de l'agence, dans un bâtiment moderne du centre de Maputo, le fonctionnaire admet franchement qu'aucune étude de faisabilité n'avait été menée. «*Au début, nous pensions qu'il serait possible de reproduire l'expérience du Mato Grosso. Ensuite, nous nous sommes rendu compte que les deux contextes étaient très différents et qu'il n'était pas approprié de mettre en œuvre le modèle de développement brésilien ici* ». M. Yokoyama invoque aujourd'hui un nécessaire «*soutien aux petits producteurs*» et rejette toute agriculture à grande échelle, ce qui était pourtant le cœur du projet. «*Nous sommes en train de réécrire le plan directeur, avec un mécanisme de consultation des communautés rurales concernées* ». GV Agro ne fait plus partie du processus. Les promoteurs affirment avoir retenu la leçon et proposent un retour à la case départ.

Près de dix ans après son lancement officiel au G8 de L'Aquila, ProSavana évoque un mariage naufragé avant même la cérémonie. Si les Japonais ont investi trop d'argent et de prestige pour se retirer, les Brésiliens ont déjà plié bagage. Et Maputo, qui rêvait de transformer le pays en plaque tournante de l'agro-industrie africaine, se retrouve à gérer un simple plan de coopération, encore sur le papier, auquel il ne semble plus beaucoup croire...

Il suffit de se rendre au ministère de l'agriculture pour constater ce déclassement. Le siège de ce qui avait été conçu comme le plus grand projet de développement agricole d'Afrique est relégué au fond d'une aile secondaire du bâtiment. Dans une pièce nue, sans ordinateur ni téléphone, derrière un bureau sur lequel se détachent deux minidrapeaux du Mozambique et du Japon, se tient le coordinateur national de ProSavana. M. Antonio Limbau s'est vu confier la pénible tâche de nier l'évidence : «*Nous*

n'avons jamais eu l'intention d'exporter le modèle brésilien du Cerrado. Nous avons toujours voulu promouvoir un développement rural adapté à notre pays, en favorisant les petites, moyennes et grandes entreprises. La souveraineté alimentaire de notre peuple est notre priorité», affirme-t-il, péremptoire. Selon lui, le projet va avancer, «*malgré les retards et les malentendus* ».

Mais, le long du corridor de Nacala, ProSavana ressemble à un fantôme. Solitaire comme une cathédrale incongrue au milieu de la savane, à la périphérie de Nampula, s'élève un laboratoire d'analyse des sols, l'une des rares entités construites dans le cadre du plan. Dans le bâtiment vide et désolé, quelques étudiants et une agronome proposent sans entrain la démonstration de leurs appareils. M. Americo Uaciquete, responsable de ProSavana dans la province, récite la thèse officielle : «*Le programme est bon, mais il n'a pas été compris. Tout est gelé, maintenant* ».

À quelques heures de route, sous le manguier de Nakarari, il suffit de prononcer le mot «*ProSavana*» pour voir les visages s'assombrir de rage. «*Ils peuvent venir mille fois, ils ne nous convaincront jamais*», martèle M. Mocernea. À ses côtés, M. Vunjane, qui affiche sa satisfaction d'avoir remporté une «*victoire historique*», se montre néanmoins prudent : «*Le gouvernement a changé de discours. Mais nous restons vigilants, car il reviendra à l'attaque* ».

STEFANO LIBERTI.

(9) *Face oculta do ProSavana*, 7 octobre 2013, www.youtube.com

(10) «*Leaked ProSavana master plan confirms worst fears*», 30 avril 2013, www.grain.org

(11) «*Open letter from Mozambican civil society organisations and movements to the presidents of Mozambique and Brazil and the Prime Minister of Japan*», 3 juin 2013, www.grain.org

Repères

Population : 28 millions d'habitants.

Superficie : 799 000 kilomètres carrés.

Rang sur l'échelle de développement humain : 180 sur 184.

Économie :

- Agriculture : 21 % du produit intérieur brut (PIB), 25 % des exportations, 80 % des emplois.
- Commerce et services : 12 % du PIB.
- Secteur manufacturier : 8 % du PIB.
- Charbon et mines : 4 % du PIB.

Principaux partenaires commerciaux :

- Importations : Afrique du Sud (49 %), Chine, Pays-Bas, Portugal.
- Exportations : Pays-Bas (45 %), Afrique du Sud, Inde, Chine.

Exportations : aluminium (27 %), charbon de bois (11 %), électricité (10 %).

Importations : machines (21 %), matériaux de construction (8 %), navires et structures flottantes (7 %).

Croissance : 4,7 %.

Inflation : 16 %.

Pauvreté : 49 %.

Sources : Commission économique pour l'Afrique (Nations unies), Fonds international de développement agricole.

En quelques dates

1498. Vasco de Gama aborde les côtes du futur Mozambique. Début de l'installation des comptoirs portugais. Ce n'est qu'au XIX^e siècle que commence l'exploration des terres de l'intérieur.

1951. Le Mozambique devient une province d'outre-mer portugaise.

1962. Plusieurs mouvements nationalistes fusionnent pour former le Front de libération du Mozambique (Frelimo).

1964. Début de la lutte armée de libération nationale.

25 juin 1975. Le Mozambique accède à l'indépendance.

1976. Début de la rébellion de la Résistance nationale mozambicaine (Renamo), soutenue par l'Afrique du Sud.

1977. Troisième congrès du Frelimo, qui se transforme en parti marxiste-léniniste.

4 octobre 1992. Accords de paix. Fin de la guerre civile.

1994. Adoption du multipartisme.

2013-2015. Affrontements sporadiques entre la Renamo et les forces gouvernementales.

Avril 2016. Un audit révèle que trois entreprises – Ematum, Proindicus et Mozambique Asset Management – ont secrètement contracté des emprunts sur les marchés internationaux pour plus de 2 milliards de dollars.

Janvier 2017. Le Mozambique est en défaut de paiement.



ENRICO PARENTI.
– District de Malema, Mozambique, 2017



La politique du

M. Donald Trump a annoncé le 24 mai à M. Kim Jong-un l'annulation de la rencontre américano-nord-coréenne prévue pour le 12 juin. Au-delà des ruses rhétoriques visant à arracher des concessions à l'autre partie, tous deux divergent sur la méthode pour dénucléariser la péninsule. Le président sud-coréen Moon Jae-in, lui, ne ménage pas ses efforts pour aboutir à un traité de paix.

PAR SUNG IL-KWON*
ET MARTINE BULARD

DANS le monde entier, on le voyait en dictateur affreux, débile et méchant ; il s'est montré souriant, aimable et ouvert. En quelques jours, le dirigeant de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) est passé du statut de « *Little Rocket Man* » (« petit homme fusée »), selon l'expression peu amène du président américain Donald Trump, à celui de chef d'État responsable, à la hauteur de son homologue sud-coréen. L'offensive de charme de M. Kim Jong-un franchissant la ligne de démarcation main dans la main avec M. Moon Jae-in, plaisantant et riant, le 27 avril dernier, a pleinement réussi. Dans une partie de l'élite sud-coréenne, on frôle la Kim-mania, et le dirigeant du Nord n'est plus considéré comme un paria – ce qui est tout de même préférable pour engager des négociations.

Depuis les Jeux olympiques (JO) d'hiver de Pyeongchang, en février 2018, le ballet diplomatique s'est emballé : après cette rencontre sur le 38^e parallèle à Panmunjeom, un sommet historique, finalement annulé, devait se tenir entre les dirigeants nord-coréen et américain à Singapour le 12 juin.

Pour mesurer l'ampleur du bouleversement, il faut se rappeler qu'il y a moins d'un an M. Kim envoyait ses missiles dans le Pacifique et testait ses armes nucléaires, tandis que le président américain le bombardait de tweets vengeurs et que le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies serrait la vis des

sanctions. Comment expliquer un tel retournement ?

Sans surprise, M. Trump et ses partisans y voient la réussite de leurs méthodes musclées (« tweetsonades » comprises) et la preuve du bien-fondé de leur slogan favori : imposer « la paix par la force ». Seules les menaces d'un déluge de feu sur la Corée du Nord auraient fait plier le maître de Pyongyang. La fable est plaisante, mais, si elle était vraie, il y a longtemps que la dynastie Kim serait rentrée dans le rang. Au contraire : le premier tir de missile nord-coréen, en 1993, a eu lieu après le refus américain de discuter avec le grand-père, Kim Il-sung. La décision du président George W. Bush de ravalier la RPDC au rang d'« État voyou » et de consolider l'embargo, en 2002-2003, a poussé le père, Kim Jong-il, à renforcer son programme nucléaire.

Le fils a accéléré la course, tandis qu'à Séoul le pouvoir conservateur (M. Lee Myung-bak, puis M^{me} Park Geun-hye, actuellement en prison pour corruption) fermait toutes les portes, avec la bénédiction du président américain Barack Obama, qui faisait de l'abandon du nucléaire un préalable – ce que l'on a appelé, à tort, la « *patience stratégique* » de l'administration américaine. Comme l'explique l'ancien ministre de l'unification sud-coréen Jeong Se-hyun, « *ce n'était pas une politique. On ne pouvait pas s'attendre à ce que la Corée du Nord abandonne volontairement l'arme atomique sans aucune compensation* ». Et d'ajouter : « *Ironiquement, cela lui a donné le temps d'affiner sa technologie nucléaire.* » (1)

Plus que les menaces, c'est la rupture avec cette stratégie du « tout ou rien » qui a amené le dirigeant nord-coréen à la table des négociations. Pourtant habitué à jouer les va-t-en-guerre, M. Trump, trop heureux de tourner le dos à la politique de son prédécesseur, ne dédaigne pas la politique des petits pas. « *Chaque étape compte, assure son secrétaire d'État Michael Pompeo. L'objectif reste le même : un désarmement complet, vérifiable, irréversible. C'est le but de cette administration (2)* » – le but, et non une condition préalable. Il précise, avec un brin d'emphase, qu'il s'agit là d'une « *occasion sans précédent de changer le cours de l'histoire* ». De toute évidence, et même si on peut le regretter, ce retournement (espéré) n'aurait pu être amorcé sans l'arsenal nucléaire de Pyongyang.

Quoi qu'il en soit, l'idée d'inscrire son nom dans l'histoire tout en se démarquant de M. Obama a sans doute beaucoup compté dans la volte-face de M. Trump. D'autant qu'il espère bien obtenir rapidement la destruction des missiles balistiques capables d'atteindre le territoire américain : « *Nous avons l'obligation d'engager des discussions pour essayer de trouver une solution pacifique assurant que les Américains ne courent plus de danger* », a d'ailleurs expliqué M. Pompeo (3).

Sans sous-estimer la portée d'une éventuelle rencontre entre les dirigeants nord-coréen et américain – qui serait la première depuis 1953 –, le changement d'attitude des deux côtés du Pacifique tient avant tout à l'opiniâtreté du président sud-coréen. Lequel s'était fait tancer l'été dernier dans un tweet de M. Trump : « *La stratégie d'apaisement ne mène à rien* » (3 septembre 2017) (4). Au printemps précédent, déjà, durant la campagne pour l'élection présidentielle qui avait suivi la « *révolution des bougies* » – ces immenses manifestations ayant mené à la destitution de M^{me} Park (5) –, M. Moon s'était engagé à favoriser la reprise du dialogue intercoréen. C'est peu dire qu'il a dû surmonter bien des obstacles.

Un mois après son entrée en fonctions, il annonce clairement : « *Nous sommes décidés à engager un dialogue inconditionnel si la Corée du Nord cesse ses provocations* (6). » En vain. Il récidive

plus longuement le 6 juillet, lors d'une conférence à Berlin. La capitale allemande, divisée durant la guerre froide, n'a pas été retenue par hasard : dix-sept ans plus tôt, Kim Dae-jung – président de 1998 à 2003 – y avait défini la « doctrine de Berlin », qui avait abouti à une poignée de main historique avec le dirigeant du Nord, Kim Jong-il, en juin 2000, inaugurant près d'une décennie de dialogue et d'échanges. Mais cette « *politique du rayon de soleil* » (*sunshine policy*) s'était heurtée à l'intransigeance américaine, avant de sombrer avec le retour au pouvoir des conservateurs à Séoul en 2008 (7).

Proche collaborateur de deux anciens présidents démocrates – Kim Dae-jung

et Roh Moo-hyun –, M. Moon reprend donc le flambeau, à Berlin, deux jours après un nouveau tir balistique nord-coréen. Il dit vouloir « *s'engager dans un voyage audacieux en vue d'établir un régime de paix dans la péninsule coréenne, avec un rôle prépondérant du gouvernement coréen* ». Des mots minutieusement choisis : le « voyage » suppose plusieurs étapes et une autonomie vis-à-vis de Washington. Et de préciser : « *Nous ne souhaitons pas l'effondrement de la Corée du Nord, et nous n'ouvrirons pas à une quelconque réunification par l'absorption du Nord dans le Sud.* » (8) De quoi rassurer à la fois Pyongyang et sa propre population, peu favorable à une fusion qui serait fort coûteuse.

Derrière la guerre des boutons

B IEN ENTENDU, le président sud-coréen n'ignore pas le poids décisif des États-Unis, auxquels il vient alors de concéder le déploiement du système antimissile Terminal High Altitude Area Defense (Thaad), qu'il avait gelé un mois plus tôt. Néanmoins, il craint des interventions intempestives comme celles qui ont fait capoter l'ouverture des années 2000. Il est bien placé pour s'en souvenir, lui qui a occupé plusieurs fonctions dans le cabinet du président Roh et participé aux négociations avec le Nord. Sans attendre de feu vert, il invite la RPDC à participer aux JO d'hiver.

Cependant, souligne-t-il à Berlin, « *il faut être deux pour danser le tango* ». Rien n'aurait été possible, en effet, sans la métamorphose de M. Kim Jong-un. Certes, dans ses vœux pour l'année 2018, ce dernier s'est lancé dans une diatribe classique contre les États-Unis : « *Le bouton nucléaire est à portée de main sur mon bureau en permanence* » – déclaration qui suscita ce tweet désormais légendaire de M. Trump : « *J'ai moi aussi un bouton nucléaire, et il est bien plus gros et beaucoup plus puissant que le sien* » (3 janvier 2018).

Mais derrière la guerre des boutons se profile le changement. M. Kim Jong-un ne qualifie plus la République de Corée de « *marionnette* » entre les mains de

Washington, et, surtout, il annonce : « *2017 a été une année de grande victoire, une année où nous avons posé un jalon indestructible (9)* », signifiant ainsi que son pays dispose de l'arme nucléaire et peut désormais jouer dans la cour des grands. Puis il accepte l'invitation aux JO et y envoie une délégation conduite par sa sœur aînée, M^{me} Kim Sul-song. Le 27 avril, il franchit la ligne de démarcation, conscient

(1) Lee Jeong-ho et Minnie Chan, « Korea summit could help clarify denuclearisation process ahead of Kim-Trump talks, says South's ex-unification minister », *South China Morning Post*, Hongkong, 25 avril 2018.

(2) Entretien sur la chaîne American Broadcasting Company (ABC) News, 29 avril 2018.

(3) Hamish Macdonald, « A bad deal with North Korea is not an option, Pompeo says », 2 mai 2018, www.nknews.org

(4) Lire Martine Bulard, « Négocier sans préalable avec Pyongyang », *Le Monde diplomatique*, octobre 2017.

(5) Lire Sung Il-kwon, « "Révolution des bougies" à Séoul », *Le Monde diplomatique*, janvier 2017.

(6) JH Ahn, « Following in Kim Dae-jung's footsteps? Moon's June 15 speech, in summary », 16 juin 2017, www.nknews.org

(7) Cf. Philippe Pons, *Corée du Nord. Un État-guérilla en mutation*, Gallimard, coll. « La suite des temps », Paris, 2016.

(8) « Discours du président Moon à la Fondation Körber », Berlin, 6 juillet 2017, <http://overseas.mofa.go.kr>

(9) Cf. Park Jong-hee, « Six things you should know about Kim Jong Un's 2018 new year address », East Asia Institute, 7 février 2018.

AU MÉPRIS DU DROIT

Le diktat iranien

(Suite de la première page.)

Ses méthodes de patron de droit divin, ainsi que son ignorance de l'histoire et de la diplomatie se conjuguaient à son désir de défaire l'héritage laissé par son prédécesseur. Soucieux de rompre avec les conventions, il se fierait à son instinct et se contenterait de transposer au champ des relations internationales les pratiques peaufinées durant sa carrière de promoteur et de vedette de la télé-réalité.

Le Plan d'action global commun a été signé à Vienne le 14 juillet 2015 par l'Iran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni),

ainsi que par l'Allemagne, après plusieurs années d'après négociations. Il a par ailleurs été avalisé le 20 juillet 2015 par la résolution 2231 du Conseil de sécurité, adoptée à l'unanimité. En échange d'un arrêt du programme de recherche nucléaire militaire et de contrôles internationaux qui s'étendraient jusqu'en 2025, les sanctions imposées par le Conseil de sécurité à la République islamique depuis 1995 devaient être progressivement levées.

Les retombées économiques attendues représentaient une composante essentielle de l'accord. Mais, si les échanges de l'Iran avec l'étranger ont bien augmenté, on est resté loin du boom escompté il y a trois ans, notamment à cause du maintien de sanctions antérieures, adoptées par le Congrès au lendemain de la révolution islamique de 1979. Pour bon nombre d'Iraniens, la mauvaise foi des États-Unis sautait aux yeux : les autorités américaines maintenaient l'ambiguïté sur la question des transactions en dollars afin de décourager les investisseurs et les exportateurs potentiels. Pour les pays exportateurs, les progrès n'étaient cependant pas négligeables. Le montant des exportations françaises vers l'Iran, par exemple, a triplé, passant de 500 millions d'euros au moment de l'accord à 1,5 milliard en 2017.

Bien que souvent qualifié d'« État voyou », l'Iran a respecté ses engagements, comme en ont attesté l'Agence internatio-

nale de l'énergie atomique ainsi que les certifications périodiques du gouvernement américain. Cela explique d'ailleurs pourquoi le président Trump, qui a pris ses fonctions le 20 janvier 2017, n'a dénoncé l'accord que le 8 mai 2018. Tant le secrétaire d'État Rex Tillerson que le général Herbert Raymond McMaster, conseiller à la sécurité nationale, admettaient les mérites du texte et s'opposaient à un retrait. Ce n'est qu'après les avoir congédiés et remplacés

En 1982, la riposte de Margaret Thatcher

LA QUESTION de l'application extraterritoriale des lois des États-Unis remonte à la guerre froide. Après l'imposition de la loi martiale en Pologne, le 13 décembre 1981, le président Ronald Reagan interdit dans un premier temps aux sociétés américaines de participer à la construction d'un gazoduc qui devait alimenter les pays européens à partir de la Sibérie. En juin 1982, l'embargo est étendu à leurs filiales, ainsi qu'aux sociétés étrangères travaillant sous licence américaine, au motif que l'Union soviétique pourrait tirer parti des technologies nationales.

Cette décision suscite un tollé ; les mesures de rétorsion des États européens concernés contraignent les États-Unis à se rétracter. Car, si Washington détient bien l'arme de l'extraterritorialité, les pays d'Europe peuvent riposter par des

par des « faucons », respectivement M. Michael Pompeo et M. John Bolton, que M. Trump a enfin eu les coudées franches. Même si aucun des autres pays signataires n'a suivi les États-Unis dans leur retrait, la décision de Washington sera lourde de conséquences pour ses rapports avec l'Europe, en raison du rétablissement des sanctions contre les entreprises américaines ou étrangères qui continueraient à commercer avec l'Iran.

lois de blocage interdisant à leurs entreprises de se soumettre aux lois étrangères. Bien que grande alliée du président Reagan, Margaret Thatcher, la première ministre britannique, se montre intraitable. Elle déclare que, pour des raisons de principe, les entreprises du Royaume-Uni doivent honorer leurs engagements commerciaux. Elle invoque une loi de blocage (le Protection of Trading Interests Act), votée en 1980, qui leur interdit de se soumettre aux injonctions des États-Unis lorsque l'intérêt national est en jeu. En France, M. Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la recherche et de l'industrie, s'appuie sur une ordonnance de 1959 édictée par le général Charles de Gaulle et donne ordre à la société Dresser-France, filiale d'un groupe américain de mécanique, de passer outre aux injonctions de sa maison mère. Washing-

ton finit par céder ; les sanctions sont levées en novembre 1982.

Après la guerre froide, on assiste cependant à une intensification des revendications extraterritoriales, au prétexte que la mondialisation doit s'accompagner de règles communes. Rien qu'en 1996, les États-Unis votent deux législations fondées sur ce principe. La loi Helms-Burton vise les sociétés étrangères qui investissent sur le territoire cubain tandis que la loi d'Amato-Kennedy s'applique à l'Iran et à la Libye. L'Union européenne réplique par un dispositif de blocage qui interdit une nouvelle fois à toute personne européenne physique ou morale de se soumettre à des actes administratifs, législatifs ou judiciaires décidés par une puissance étrangère. Elle ouvre par ailleurs un contentieux devant l'Organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) afin de contester l'application extraterritoriale de ces lois. La Commission européenne établit même une liste d'entreprises américaines susceptibles d'être frappées à leur tour par des sanctions miroirs. Cette détermination paie : les États-Unis acceptent une suspension de leurs dispositifs de sanction dans le cas des Européens, qui retirent alors leur plainte à l'OMC.

Que s'est-il passé depuis ? Certes, il y a eu l'effet 11-Septembre. Le caractère mondial du terrorisme a paru justifier, par

L'imprimerie
79, rue de Roissy
93290
Tremblay-en-France

IMPRIM'VERT

Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement, porteur de l'Écolabel européen sous le n° FI/37/001.
Eutrophisation : Ptot = 0,007 kg/t de papier

Commission paritaire des publications et agences de presse : n° 0519 D 86051
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

À la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassurance ou autre, nos numéros de téléphone verts : Paris : 0 805 050 147
Banlieue/province : 0 805 050 146.

DÉNUCLÉARISATION EN CORÉE

rayon de soleil

lui aussi de sa place dans le monde : « Une nouvelle histoire commence aujourd'hui, une période de paix », écrit-il sur le livre d'or de la Maison de la paix. Dans la foulée, il annonce en grande pompe la destruction du site de Punggye-ri, où furent effectués six essais nucléaires depuis 2006, et qui disparaît le 24 mai sous l'œil de journalistes étrangers. Les experts internationaux ne sont pas conviés – ce qui empêche de vérifier la réalité de l'activité abritée dans ces tunnels.

Il est désormais avéré que la RPDC n'a plus besoin d'expérimentations souterraines et maîtrise la technologie (10). Le maître de Pyongyang peut donc espérer traiter d'égal à égal avec les États-Unis – le grand rêve de la dynastie Kim – et passer au second pilier de sa politique, l'essor économique, afin que « le peuple n'ait plus jamais à se serrer la ceinture », ainsi qu'il avait promis en arrivant au pouvoir. Pour l'instant, tout le monde suit, y compris l'armée, que M. Kim a fait « rentrer dans ses baraquements », selon l'expression d'un des grands spécialistes français de la péninsule coréenne, Patrick Maurus – sous le régime de Kim Jong-il, elle était omnipotente. Quant à la nouvelle couche aisée, qui a déjà profité de l'assouplissement de la politique économique (11), elle a, sans aucun doute, poussé à ce tournant stratégique, voyant d'un fort mauvais œil la perspective d'un repli dû au renforcement des mesures d'embargo.

Le chemin vers la paix n'en apparaît pas moins semé d'embûches. Tout le monde est d'accord pour une dénucléarisation de la péninsule, mais aucun des protagonistes ne s'accorde sur son contenu. À commencer par les Américains entre eux. M. Pompeo croit en la signature possible d'un traité de paix en lieu et place de l'armistice en vigueur depuis 1953, et à une « réelle chance de dénucléarisation » grâce à des « actes concrets de la Corée du Nord » pouvant laisser envisager une levée partielle de l'embargo (12). Mais le conseiller à la sécurité nationale John Bolton, qui a aussi l'oreille du président, imagine plutôt un « scénario à la libyenne », en référence à l'ancien président Mouammar Kadhafi, qui, en 2003, avait renoncé à tout arsenal nucléaire et chimique. Le sort de ce dernier, chassé du pouvoir puis tué huit ans plus tard, n'incite



Affiches dans le quartier Shoreditch, à Londres, 2017

guère M. Kim à emprunter cette voie, même si, à la différence du dirigeant libyen, il détient la technologie qui lui permettrait, si besoin était, de revenir dans la course atomique. Bien sûr, les deux négociateurs américains s'entendent cependant sur l'objectif final : une Corée du Nord purgée de toute bombe nucléaire, de tout missile et de toute arme chimique.

Il s'agit de désarmer la seule RPDC, quand Pyongyang parle, à l'instar de Séoul, de dénucléariser toute la péninsule. La déclaration commune adoptée le 27 avril à Panmunjeom précise sans ambiguïté : « Le Sud et le Nord confirment leur but commun de parvenir à une péninsule sans arme nucléaire... » et donc sans parapluie américain. L'affaire n'est pas gagnée, car on ne voit pas comment Pyongyang pourrait renoncer au nucléaire. Il le considère comme son assurance-vie face à une Corée du Sud qui possède la sixième armée du monde et qui peut compter sur 28 500 GI installés à demeure avec leurs armements dernier cri (13).

La vision de Pyongyang repose plutôt sur une série de « mesures progressives et synchronisées ». Les concessions du Nord – démantèlement des installations, acceptation du contrôle international, etc. – seraient suivies de concessions américaines et sud-coréennes : signature d'un traité de paix en bonne et due forme, normalisation des rapports avec les États-Unis, levée des sanctions, réduction puis fin des exercices militaires communs entre le Sud et les États-Unis. C'est quasi la position de Séoul.

N'entendant pas rompre son alliance historique avec Washington, le président sud-coréen espère contenir les ardeurs autoritaires des négociateurs américains en s'appuyant sur... Pékin. « Le rôle de la Chine est vital pour établir la paix dans la péninsule », a cru bon de réaffirmer un membre du cabinet présidentiel (14). Une précision d'autant plus utile que le communiqué de Panmunjeom mentionnait que les négociations pour aboutir à un traité de paix se feraient « à trois – les

deux Corées et les États-Unis – ou à quatre – avec la Chine ». Un flou entretenu, dit-on à Séoul, par les « proaméricains de Pyongyang », qui espèrent s'émanciper (un peu) de la tutelle économique chinoise en misant sur Washington, comme leurs ancêtres avaient joué tantôt la Russie et tantôt la Chine, alors frères ennemis, pour garder leur indépendance. Voilà au moins un point d'accord avec les dirigeants américains, qui cherchent à contenir la puissance chinoise dans la région. Pékin, alarmé, a rappelé dans un éditorial cinglant du très officiel *Global Times* : « La Chine est indispensable à la dénucléarisation de la péninsule (15). » M. Kim est allé en personne rassurer M. Xi Jinping quelques jours plus tard.

Quant au président Moon, il n'attend pas seulement l'appui politique de la Chine, mais aussi son aide sonnante et trébuchante. Les deux pays ont déjà convenu de développer la ligne ferroviaire reliant Séoul au port chinois de Dandong, en passant par Pyongyang et Sinuiju, ville por-

taire nord-coréenne située de l'autre côté du fleuve Yalu. En quête de nouveaux moteurs de croissance créateurs d'emplois (le chômage des jeunes dépasse 11,5 %), le président sud-coréen table sur ce qu'il appelle la « nouvelle ceinture économique de la péninsule ». Celle-ci comprend aussi bien des recherches énergétiques en mer de l'Est (où du pétrole serait présent) que des projets de grandes infrastructures et l'essor de vastes zones touristiques des deux côtés de la frontière.

En interne, M. Moon a conforté sa position. À la veille des JO, 70 % des Sud-Coréens interrogés exprimaient leur mécontentement après la mise en place d'une équipe féminine unifiée de hockey sur glace, qu'il avait imposée. Au lendemain du sommet de Panmunjeom, 78,3 % approuvaient son action, et 64,7 % déclaraient faire confiance à la Corée du Nord pour maintenir la paix, contre seulement 14,7 % avant son ouverture (16).

Sont-ils trop optimistes, comme le pensent certains experts sud-coréens ? Il n'est pas sûr qu'une hypothétique rencontre entre M. Trump et M. Kim ouvre la voie à de véritables négociations pour établir une feuille de route, dont l'élaboration sera de toute façon très difficile... ce qui laisse toute latitude pour d'éventuelles provocations des deux côtés du Pacifique.

SUNG IL-KWON
ET MARTINE BULARD.

(10) Cf. *Sipri Yearbook 2017 : Armaments, Disarmament and International Security*, Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), 2018.

(11) Lire Patrick Maurus, « La Corée du Nord se rêve en futur dragon », et Martine Bulard, « Voyage sous bonne garde en Corée du Nord », *Le Monde diplomatique*, respectivement février 2014 et août 2015.

(12) Yi Yong-in, « Pompeo and Bolton offer different stances regarding North Korea's denuclearization », *The Hankyoreh*, Séoul, 1^{er} mai 2018.

(13) Cf. Rémy Hémez, « Corée du Sud : une puissance militaire entravée », *Monde chinois*, n° 53, Paris, avril 2018.

(14) Ock Hyun-ju, « Complex calculations over signing peace treaty », *The Korea Herald*, Séoul, 2 mai 2018.

(15) « China's role indispensable in resolving North Korea nuclear crisis », *Global Times*, Pékin, 14 mai 2018.

(16) Sondages effectués par Realmeter et publiés notamment par l'agence de presse Yonhap, Séoul, 30 avril et 3 mai 2018.

INTERNATIONAL

de Donald Trump

exemple, la surveillance planétaire des flux financiers. Votée à la suite des attentats, la loi USA Patriot (Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism, « Unir et renforcer l'Amérique en lui fournissant les outils appropriés pour intercepter et empêcher le terrorisme ») accorde à l'exécutif des prérogatives supplémentaires. Nouvel aspect du « privilège exorbitant » de la monnaie américaine dont parlait autrefois le général de Gaulle, toutes les transactions en dollars deviennent passibles de la loi des États-Unis, même lorsqu'elles n'interviennent pas sur leur territoire. On parle alors d'une ère de « mondialisation de la compliance à l'américaine ».

Entre diktat et mimétisme, les lois et pratiques des États-Unis s'internationalisent. Qu'il s'agisse de lutte contre le blanchiment d'argent, contre le financement du terrorisme ou de campagnes contre la corruption, les législations adoptées à travers le monde sont calquées sur les leurs (3). Et c'est souvent la justice de ce pays qui déclenche les poursuites et qui sanctionne des entités étrangères pour des infractions commises hors du territoire national. En juin 2014, la banque BNP Paribas est ainsi condamnée à verser 8,9 milliards de dollars au Trésor américain pour avoir enfreint, à travers sa filiale suisse, les embargos imposés par les

États-Unis à Cuba, à l'Iran et au Soudan (4). Ces dernières années, un certain nombre de multinationales européennes sont également tombées dans les filets du Foreign Corrupt Practices Act (FCPA), une loi de 1977 qui interdit de soudoyer des dirigeants de pays tiers pour engranger des contrats. Plusieurs entreprises doivent s'acquitter d'amendes importantes, dont le français Alstom (772 millions de

dollars en 2014) ou l'allemand Siemens (800 millions de dollars en 2008). Il suffit d'un lien, même ténu, pour que la justice américaine s'estime compétente : dans l'affaire BNP Paribas, les transactions illicites étaient libellées en dollars. Détenir un compte aux États-Unis, voire échanger des courriels qui transitent par un serveur installé dans ce pays, ouvre également la voie à des poursuites.

Une stratégie contre-productive

POUR AUTANT, l'affaire des sanctions contre l'Iran marque une rupture. Le jour même de la dénonciation de l'accord sur le nucléaire, le nouvel ambassadeur américain à Berlin, M. Richard Grenell, publiait un tweet en forme d'oukase : « Les entreprises allemandes qui font des affaires en Iran doivent se retirer immédiatement ! » (Il plaidera par la suite qu'il s'agissait dans son esprit d'une obligation morale.) Le nouveau secrétaire d'État, M. Pompeo, a quant à lui promis de mettre à genoux les États qui aideraient l'Iran, à moins que Téhéran ne consente à douze conditions qui s'apparentent à une capitulation en rase campagne. Dans une circulaire de dix pages, le service de contrôle des actifs étrangers (Office of Foreign Assets Control, OFAC) du Trésor a publié la liste des réglementations qui doivent régir le rétablissement des sanctions. Celles qui sont qualifiées de

« secondaires », levées par l'accord de Vienne, seront rétablies dans un délai de quatre-vingt-dix jours (c'est-à-dire à partir du 6 août prochain) pour le secteur automobile et de cent quatre-vingts jours (4 novembre) pour le secteur pétrolier. Les sociétés qui refuseraient de se soumettre aux nouveaux règlements pourrissent, sur décision de M. Trump, se retrouver sur une liste d'entreprises (Specially Designated Nationals List) dont les actifs sont susceptibles d'être bloqués et avec lesquelles les entités et les citoyens américains n'ont pas le droit de traiter.

Lors du sommet de Sofia, les 16 et 17 mai, les dirigeants européens ont déclaré leur volonté unanime de rester dans l'accord – un vœu pieux –, sans même évoquer un recours devant l'OMC. Seule annonce concrète : la mise en œuvre d'une loi de blocage (votée en 1996) qui

visait à neutraliser les effets extraterritoriaux des sanctions américaines. Le ministre de l'économie français Bruno Le Maire a proposé le 11 mai des dispositifs de financement indépendants pour les investissements en Iran et l'indemnisation par l'Union des entreprises qui pourraient être victimes du mécanisme de sanctions secondaires réactivé par les États-Unis. Mais rien ne dit qu'il convaincra ses homologues européens, tandis que, pour une entreprise, l'ensemble de ces mesures ne pèse guère face à la menace d'être coupée du marché américain.

Depuis son élection, M. Trump n'a cessé de prendre ses distances avec l'Europe. Son affinité avec les régimes autoritaires et son alignement sur les positions d'Israël et de la plupart des États du Golfe pour tout ce qui touche à l'Iran laissent présager une confrontation majeure avec ses alliés transatlantiques. Mais les leçons de l'histoire montrent bien les risques de l'unilatéralisme pour l'hégémonie américaine. Il y a un peu plus de vingt ans, en 1997, trois proches conseillers diplomatiques des présidents James Carter, George H. W. Bush et William Clinton, respectivement Zbigniew Brzezinski, Brent Scowcroft et Richard Murphy, avertissaient : « La politique des sanctions américaines unilatérales envers l'Iran s'est avérée inefficace, et la tentative de forcer les autres à suivre l'exemple des États-Unis a été une

erreur. L'intimidation extraterritoriale a généré des tensions inutiles entre l'Amérique et ses principaux alliés et a menacé l'ordre international de libre-échange que les États-Unis ont promu pendant tant de décennies (5). »

IBRAHIM WARDE.

(3) Cf. « L'internationalisation de la compliance à l'américaine », *Audit, risques et contrôle*, n° 004, Paris, quatrième trimestre 2015.

(4) Lire « Les États-Unis mettent les banques à l'amende » et Jean-Michel Quatrepoint, « Au nom de la loi... américaine », *Le Monde diplomatique*, respectivement juillet 2014 et janvier 2017.

(5) Zbigniew Brzezinski, Brent Scowcroft et Richard Murphy, « Differentiated containment », *Foreign Affairs*, New York, mai-juin 1997.

MONDE
diplomatique

ACCÈS ILLIMITÉ
9€
pour 5 jours

Toutes les archives
du journal
depuis sa création

www.monde-diplomatique.fr/5j



CUADRO GALLERY, DUBAI

Une libération très calculée pour les Saoudiennes

«**N**OUS DEVENONS enfin un pays normal», s'exclame M^{me} Najat T., étudiante en architecture à Riyad. Une réflexion entendue de toutes parts. Dans le royaume saoudien, connu, entre autres, pour la dureté de la condition féminine, les annonces de changements se multiplient. Telle femme a été nommée à un poste à responsabilité; une salle de cinéma a été rouverte, après trente-cinq ans d'interdiction, et le public est mixte. L'armée et la police recrutent des femmes, à présent, et les autorités envisagent de permettre la mixité dans les lieux publics.

Chaque semaine, on proclame la fin d'un nouveau tabou, le plus marquant étant l'interdiction de conduire pour les femmes : en principe, à partir de ce mois de juin, un permis pourra leur être délivré sans l'accord de leur *mahrâm* (tuteur masculin). L'annonce a été faite en septembre dernier, dans le cadre du vaste programme de réformes économiques et sociales imposées par le prince héritier Mohammed Ben Salman (dit «MBS»), 32 ans, fils du roi Salman (82 ans). Même le port de l'*abaya*, ce long vêtement noir dans lequel les Saoudiennes se drapent de la tête aux pieds dans l'espace public, est remis en question. En février, un clerc a déclaré à la radio que s'habiller «modestement» pouvait suffire. Quelques semaines plus tard, pendant son voyage officiel aux États-Unis, Mohammed Ben Salman lâchait, au détour d'une interview, qu'une musulmane sans *abaya* restait une musulmane «comme les autres». À l'heure où le royaume cherche coûte que coûte à se démarquer de son rival iranien en cultivant de bonnes relations avec l'Occident, le statut des femmes est un élément essentiel de la communication du prince héritier. Des agences occidentales (Publicis, Image Sept, Edile Consulting) ont été appelées à la rescousse. Leur mission : tenter d'améliorer l'image très dégradée du royaume dans le monde et, au passage, celle de Mohammed Ben Salman (1).

Les Saoudiennes se réjouissent-elles de ces changements? Difficile de le savoir. La liberté d'expression n'existe pas, et la société (30 millions

* Journaliste.

Empêtrée dans sa guerre au Yémen et désireuse de faire porter le chapeau de l'obscurantisme à l'Iran, l'Arabie saoudite met en avant ses efforts pour améliorer la condition des femmes dans le royaume. Des réformes à pas comptés, qui restent fragiles et qui ne répondent que partiellement à une grande attente en matière de changement.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE FLORENCE BEAUGÉ *

de personnes, dont un tiers d'étrangers) est très atomisée. Les jeunes paraissent satisfaits – 70 % de la population a moins de 35 ans. Pourtant, beaucoup de femmes se disent fatiguées qu'on juge l'Arabie saoudite à travers leur seul statut. «*Qu'on porte sur nous ce regard supérieur me rend malade. On veut nous dicter notre conduite, or nous sommes un pays de tribus et de traditions. Nous avons le droit d'évoluer à notre rythme!*», s'exclame l'universitaire Hoda Al-Helaissi, l'une des trente femmes membres du Majlis Al-Choura, l'assemblée consultative dont le rôle est de faire des propositions de lois au gouvernement (ses cent cinquante membres sont désignés par le roi, et les femmes y ont été admises pour la première fois en 2013).

«*En deux ans, on a obtenu ce qu'on réclamait depuis une trentaine d'années. Les changements sont énormes. Il faut venir ici pour y croire*», estime Fawziah Albakr. Cette enseignante en sociologie de l'éducation à l'université du Roi-Saoud, à Riyad, fait partie des quarante-sept pionnières qui, le 6 novembre 1990, ont pris le volant dans la capitale pour attirer l'attention sur l'interdiction de conduire, un anachronisme unique au monde. Mais, pour les femmes, le réel tournant a été sans conteste la mise au pas, il y a deux ans, de la police religieuse, appelée Mouttawâ, qui les traquait dans tous les lieux publics. «*Cela nous a changé la vie. Avant, chacune regardait l'autre pour savoir si elle était "dans la ligne". Nous nous sentions harcelées dans la rue. Notre vie est devenue plus heureuse*», ajoute Fawziah Albakr.

Pour les plus instruites, le prochain objectif est l'abolition du tutorat masculin. Cette disposition de la charia, en vigueur dans le pays, et qui fait des Saoudiennes des mineures à vie, a été allégée en février 2018. Les femmes peuvent enfin se passer de l'aval de leur tuteur (mari, père, frère, fils ou tout autre homme de la famille) pour accomplir leurs démarches administratives, travailler ou créer leur entreprise. Mais il faut toujours sa permission pour se voir délivrer un passeport, voyager, et surtout se marier.

Si, pour Hatoon Al-Fassi, féministe de longue date et professeure associée en histoire des femmes à l'université du Roi-Saoud, l'atmosphère actuelle est «positive», chaque jour qui passe est une bataille à mener. «*Les hommes eux-mêmes sont sous pression. Ils ignorent quelle est leur marge de manœuvre*», dit-elle. Elle le mesure chaque semaine, quand elle remet sa chronique au quotidien progouvernemental *Al-Riyad*. Parfois, il lui faut attendre trois semaines avant de voir son article publié, car le sujet est délicat, et la direction – exclusivement masculine – craint de déplaire au pouvoir. La réaction des religieux est également redoutée. Même s'ils sont passés sous la coupe du pouvoir politique depuis l'ascension de Mohammed Ben Salman, ils demeurent un partenaire-clé de la monarchie et pourraient ressurgir, si besoin était (2). «*On tâtonne, mais chaque avancée est une victoire*», dit encore Hatoon Al-Fassi, avant de lâcher quelques phrases cinglantes envers «ces

hommes couards qui ne veulent pas prendre d'initiative ni dire ce qu'ils pensent».

Les Saoudiens sont-ils, dans leur majorité, prêts à accepter ces changements, ou restent-ils arc-boutés sur leur passé, au nom de coutumes ancestrales? Personne n'a de réponse univoque. Très utilisés – 93 % de la population a accès à Internet –, les réseaux sociaux, Instagram, Snapchat, Facebook et surtout Twitter, font office d'instituts de sondage, faute de mieux. Ces espaces de liberté sont toutefois surveillés, et la population se méfie. «*Beaucoup de gens ici trouvent les changements actuels anti-islamiques. Mais d'autres voix peuvent à présent s'exprimer. Jusque-là, on ne les entendait pas, ou alors elles étaient diabolisées*», explique Hatoon Al-Fassi. Si elle se dit «confiante dans l'avenir», un fait l'inquiète : ces changements sont dus «à une seule personne», ce qui ne lui paraît «pas très sain». Allusion au prince héritier, qui décide souverainement – et souvent brutalement – des réformes à mener, sans laisser espérer la moindre ouverture sur le plan politique.

« Les Bédouines conduisent depuis trente ans »

Contrairement à leurs voisins iraniens, qui élisent, sous contrôle, un président et un Parlement, les Saoudiens et les Saoudiennes ne votent pas pour choisir leurs députés; la monarchie concentre tous les pouvoirs, ou presque. Le régime s'est même durci, et la peur est palpable. Pour asseoir son pouvoir, Mohammed Ben Salman n'hésite pas à mettre sous les verrous ses opposants, qu'ils soient conservateurs ou progressistes. Plusieurs vagues d'arrestations ont eu lieu entre juin et mai 2018, parfois pour un simple message à caractère politique sur Twitter, et beaucoup sont encore sous le choc de l'affaire du Ritz-Carlton, du nom de cet hôtel de Riyad où de nombreuses personnalités ont été séquestrées (lire l'encadré ci-contre). L'arrestation, en mai 2018, de plusieurs militants a aussi créé la stupéfaction (lire l'encadré page 9).

Dans le souk populaire de Swakah, au sud de Riyad, les femmes s'inquiètent de l'évolution de la situation. Toutes sont hermétiquement couvertes d'*abaya*, de hidjabs et de niqabs noirs. Aucune ne parle sous son véritable nom. Ici, le changement est perçu comme une menace. «*Je suis contre la conduite des femmes et tout ce qui se passe ces derniers temps*», dit une femme d'une soixantaine d'années dont les yeux, seul élément visible à travers le niqab, s'emplissent de larmes. Voici vingt-deux ans qu'elle vend des vêtements. «*Le travail pour les femmes, ce n'est pas contre l'islam. Mais tout le reste va à l'encontre de la chasteté que nous devons observer*». En parlant, elle jette des regards furtifs autour d'elle et ajoute à voix haute : «*Mais longue vie au prince héritier!*»

À deux pas de là, M^{me} Nurah L., 25 ans, dont on ne distingue que les yeux maquillés et les ongles peints en blanc, se dit, elle aussi, «*contre le droit de conduire*» accordé aux femmes. Son mari assure ses déplacements, matin et soir. «*Notre vie nous convient comme ça. Nous ne sommes pas des Occidentales*», argue la jeune femme. Elle se réjouit

(1) Lire Gilbert Achcar, «Au Proche-Orient, la stratégie saoudienne dans l'impassé», *Le Monde diplomatique*, mars 2018.

(2) Lire Nabil Mouline, «Petits arrangements avec le wahhabisme», *Le Monde diplomatique*, janvier 2018.

F. B.

Sortir du « tout pétrole »

PASSER d'une économie rentière à une économie productive, c'est l'objectif de «Vision 2030», le plan de développement promulgué par le prince héritier Mohammed Ben Salman (dit «MBS»). Totalement dépendante des hydrocarbures, l'économie saoudienne vacille. Entre fin 2014 et début 2015, le prix du pétrole est passé de 100 dollars à moins de 45 dollars le baril. Résultat : le royaume a vu son taux de croissance chuter à 1,4 % en 2016, contre 7 % deux ans plus tôt. En 2017, il est même entré en récession.

Dès 2015, les autorités ont réagi : suppression des subventions, augmentation à plusieurs reprises des tarifs publics et introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 5 % à partir de janvier 2018. La famille royale a créé en parallèle un compte citoyen. Onze millions de Saoudiens touchent ainsi une allocation mensuelle (entre 80 et 240 dollars). Le produit intérieur brut (PIB) par habitant s'élève à 21 000 dollars par an, alors qu'il est de 37 000 dollars aux Émirats arabes unis et de 61 000 dollars au Qatar. Dans le même temps, l'État, jusque-là pourvoyeur de 70 % des emplois, a accéléré son désengagement pour passer la main au secteur privé. Pour diversifier son économie, l'Arabie saoudite mise sur les mines (potasse, cuivre, uranium, or), la pétrochimie, les énergies renouvelables et le tourisme. De 8 millions de pèlerins à La Mecque chaque année, le royaume espère passer à 30 millions d'ici à 2030. Par ailleurs, le projet Neom (500 milliards de dollars), dans le Nord, vise à construire la ville du futur, dotée de toutes les technologies les plus avancées.

Officiellement, le chômage est aujourd'hui de 12,8 %. Un jeune de moins de 30 ans sur trois est inactif. Presque deux tiers des femmes chercheraient un emploi. En février, le département des passeports aux aéroports et aux frontières a ainsi reçu 107 000 candidatures féminines pour 140 postes proposés en priorité aux femmes.

Porter la part des femmes dans la population active à 30 % d'ici à 2030, contre 15 % aujourd'hui (et 40 % dans le reste du Golfe), permettrait d'augmenter le revenu des ménages, d'améliorer la croissance et de remplacer les 11 millions d'étrangers qui suppléent les Saoudiens dans le secteur privé. «*"MBS" a le mérite de la cohérence. Il ne parle pas de religion, mais d'économie. Le changement économique ne pourra venir qu'avec un changement sociétal, et en y associant la main-d'œuvre féminine*», souligne Stéphane Lacroix, chercheur et enseignant à Sciences Po.

Annoncée depuis des années, la «saoudisation» se fait désormais à marche forcée. Les étrangers et leurs familles sont soumis à des taxes de plus en plus lourdes. Du côté des immigrés pakistanais et indiens – taillables et corvéables à merci –, c'est l'exode.

Investisseurs et chefs d'entreprise restent quant à eux traumatisés par l'affaire du Ritz-Carlton : pendant trois mois, l'hiver dernier, cet hôtel de luxe de Riyad a été converti en prison dorée pour l'élite économique et politique du royaume, prise dans ce qui a été présenté comme une vaste campagne anticorruption. Les détenus (parmi lesquels le milliardaire Al-Walid Ibn Talal) ont été relâchés après avoir conclu un arrangement financier avec les autorités, ou ont été blanchis. Si la jeunesse et les classes populaires ont applaudi à cette opération «mains propres», la haute bourgeoisie de Riyad et de Djeddah l'a interprétée comme un racket du prince héritier pour forcer certaines grosses fortunes à s'associer à ses projets ruineux. Bilan de cette affaire : 106 milliards de dollars «récupérés», mais une méfiance accrue des investisseurs, alors même que l'entrée en Bourse du géant pétrolier Saudi Aramco – si elle se fait – ne suffira pas à financer tous les besoins du royaume.

Les œuvres qui accompagnent cet article sont de Manal AlDowayan. Elles sont extraites des séries « The Choice » (Le choix) et « I Am » (Je suis), datant de 2005 (page de gauche); et « The City and I » (La ville et moi), datant de 2010, et « The Choice » (page de droite). L'inscription sur l'œuvre « I Am an Educator » (Je suis une éducatrice) signifie « l'ignorance est ténébreuse » (page 8, à droite).
www.manaldowayan.com



de travailler : « *Mon mari m'a donné la permission sans problème. Je rapporte de l'argent à la maison et j'ai cessé de m'ennuyer.* »

Non loin de là, au souk Hijab, les réactions des femmes diffèrent peu. On a cependant quelques surprises. Conduire ? M^{mes} Ibtissam S. et Norr K., la cinquantaine, éclatent de rire sous leur niqab : « *Ça fait trente ans que nous conduisons ! Chez les Bédouins, les femmes estiment qu'elles en ont le droit. Et, d'ailleurs, comment pourrions-nous faire autrement, loin de toi ?* » Toutes deux vivent dans des villages ou des campements à une cinquantaine de kilomètres au nord de la capitale.

« *Je travaille parce que j'ai besoin d'argent. Le travail est un don de Dieu. Le Prophète nous y a d'ailleurs encouragées* », déclare une veuve, mère de huit enfants. Son amie ajoute : « *Tant que ce n'est pas contre l'islam et que nous ne fréquentons pas les hommes, nous faisons ce que nous voulons !* » Elles sont quatre, à présent, à se confier – avec prudence – autour d'un étal de sous-vêtements. « *Si, jusque-là, on interdisait aux femmes de conduire, c'était pour les protéger. L'homme doit assumer ses responsabilités* », assène l'une. Les autres approuvent vigoureusement.

À Taëf, une ségrégation rigoureuse

M^{mes} Jasmeen D. et Mariam N., étudiantes en économie, sont vendeuses à temps partiel au souk Hijab. Elles pianotent à longueur de journée sur leurs téléphones portables. La seconde est fiancée à un étudiant en médecine qu'elle a rencontré à une fête de mariage. Il l'a aperçue de loin, alors qu'elle avait retiré son niqab, et a ensuite demandé sa main à ses parents. « *Les changements actuels vont dans le bon sens. Et, grâce au permis de conduire, nous serons bientôt autonomes !* », dit son amie en souriant et en faisant le « V » de la victoire. Les deux jeunes femmes tiennent, en revanche, au principe du tuteur : « *On se sent protégées*. » L'avenir ? « *Je veux surtout me sentir importante dans la société !* », déclare M^{me} N.

Ambitieuses, les Saoudiennes le sont, et elles ne s'en cachent pas. « *Elles sautent sur toutes les occasions. Elles sont plus dynamiques que les hommes, comme si elles avaient une revanche à prendre !* », observe un jeune chef d'entreprise. Les filles sont scolarisées à 97 %. À l'université, elles représentent 60 % des effectifs. En réalité, la libération – très relative – des femmes a commencé sous le règne du roi Abdallah (2005-2015). C'est lui qui les a autorisées à travailler dans les commerces, notamment. Des emplois souvent modestes de caissière ou de vendeuse, mais qui ont ouvert la voie dans tous les domaines, à l'exception de la magistrature, le wahhabisme considérant, comme d'autres courants de l'islam, que la fonction de juge est interdite aux femmes par la charia. Dans le même temps, Abdallah a distribué des bourses pour des études à l'étranger à des centaines de milliers de jeunes, dont 30 % de femmes. « *Tout cela a contribué à l'ouverture des esprits. Les jeunes sont connectés au monde extérieur avec les réseaux sociaux*, souligne l'universitaire Hoda Al-Helaissi. Avec la crise économique, on ne peut plus vivre avec un seul salaire, et les femmes ont l'intention de faire carrière. Très souvent, elles sont soutenues moralement par leur mari, leur frère ou leur père. »

En fait, tout dépend des familles, du milieu, du lieu... Chaque fin de semaine, les femmes de la famille Mansour se retrouvent pour un dîner autour de l'aïeule, sous une gigantesque tente bédouine plantée dans le jardin de la villa familiale. Le bruit des voitures qui encombrant Riyad ne parvient que de très loin. La capitale (six millions d'habitants) est une ville immense et plate, construite en plein désert. Pas d'immeubles d'habitation, mais des villas couleur sable à l'infini, des avenues bordées de palmiers trapus et poussières, des gratte-ciel futuristes et d'innombrables centres commerciaux à l'américaine où les femmes déambulent.

Chez les Mansour, vieille famille bourgeoise et fortunée, on est plutôt conservateur. « *Je me méfie des changements actuels. Ils veulent qu'on devienne Dubaï. Moi, je tiens à nos valeurs, et je ne me passerai pas de mon niqab*, dit une femme d'une cinquantaine d'années. Je suis musulmane, c'est mon identité. » La conduite ? Elles sont pour, « *à condition qu'on ne nous y force pas !* ». Pour elles, l'important, c'est « *d'avoir le choix* », et dans tous les domaines. L'une, qui a vécu six ans aux États-Unis, préfère garder son chauffeur : « *C'est cher, mais moins fatigant*. » Comme elle, des milliers de Saoudiennes ont un chauffeur pakistanais, indien ou bangladais. Le tuteur ? « *À partir d'un certain âge,*

21 ans, par exemple, on devrait pouvoir s'en passer », estiment-elles. Les jeunes femmes écoutent leurs mères et leurs tantes, et n'hésitent pas à donner leur avis. Étudiantes, la plupart disent vouloir « *partir deux ou trois ans à l'étranger, et revenir ici ensuite* ». Toutes ont l'intention de travailler et de se marier, « *mais pas avant 30 ans, et sans avoir plus de deux ou trois enfants* ». L'abaya ? « *C'est pratique et élégant, un peu comme un manteau* », disent-elles.

M^{me} Nurah F. regrette de n'avoir pas pu suivre des études vétérinaires, encore inaccessibles aux femmes. À défaut, elle fait des études scientifiques, et, surtout, elle monte à cheval. Un jour, elle en est persuadée, elle représentera son pays aux Jeux olympiques. « *Mon frère me dit : "D'accord pour les compétitions, mais pas question que tu passes à la télévision ou que tu t'exprimes dans les journaux !" Moi, je lui réponds : "C'est ma vie. Occupe-toi de ce qui te regarde !"* » Les inégalités entre hommes et femmes en Arabie saoudite ? « *Elles tiennent aux traditions, pas à la religion* », estime-t-elle, établissant une distinction nette entre les deux termes.

M^{me} Reema B., la cousine de M^{me} F., s'est lancée dans la confection et la vente d'abaya sur Internet. Modernes et colorées, ses créations ressemblent à des robes de princesse ou de mariée. Bien vite, grâce aux réseaux sociaux, les demandes ont afflué. Plusieurs de ses amies ont elles aussi opté pour le commerce en ligne, secteur en pleine expansion, surtout chez les femmes. L'une propose des plats cuisinés, l'autre des bijoux. Une autre encore est maquilleuse professionnelle. La plupart s'en sortent. Le week-end, elles se retrouvent dans certains lieux devenus mixtes récemment, comme le Café Bateel, et dévoilent leur visage. C'est l'occasion – rarissime – de rencontrer des garçons.

À 750 kilomètres à l'ouest, Taëf ferait presque passer Riyad pour une ville libérale. La Mecque n'est qu'à soixante-cinq kilomètres. Mais, à l'inverse de Djeddah, qui s'est ouverte au contact des pèlerins venus du monde entier, Taëf, un million d'habitants, est restée très conservatrice. La ségrégation des sexes y est rigoureuse. Aucun restaurant, aucun café ne déroge à la règle. Et le noir est omniprésent...

« *Ici, tu ne peux rien faire. Il y a toujours un homme pour te contrôler. On ne te laisse jamais tranquille !*, soupire M^{me} Salwa T., 26 ans, étudiante en sciences islamiques, vive et drôle. *Moi, j'ai de la chance, mon père me fait confiance, mais ce n'est pas le cas de mes amies. Chaque fois qu'elles supplient leur tuteur : "Laisse-moi sortir", il dit "non", et souvent il les bat.* » Beaucoup ont des petits copains, raconte-t-elle. Leurs parents les croient en cours, alors qu'elles se font déposer à un domicile privé par leur chauffeur. Bien que condamnées, les relations sexuelles avant le mariage sont courantes. Si l'avortement est strictement interdit, sauf en cas de danger avéré pour la vie de la mère, toute femme peut obtenir la pilule en pharmacie, même sans ordonnance.

D'après M^{me} T., si les filles se marient à Taëf – des mariages toujours arrangés –, c'est par dépit, « *pour obtenir leur liberté* ». Une fois mariée et mère, la femme a autorité dans son foyer. Éducation des enfants et dépenses sont de son ressort. Quant à la polygamie (entre 8 et 10 %), elle devient rare dans la jeune génération, même si des voix s'élèvent régulièrement pour plaider en sa faveur, afin de « *remédier* » au célibat des femmes.

Lorsqu'elle n'est pas en cours, M^{me} T. passe son temps devant la télévision. Elle adore les feuilletons turcs et indiens. Sur les hommes saoudiens, elle est sans illusion. « *Ils ne savent pas ce que c'est que l'amour. Ils ne veulent que le sexe...* »

Arrangé ou pas, près d'un mariage sur deux se termine aujourd'hui en divorce, avance Mohammed

Nouveau tour de vis

« **T**RAÎTRESSES ! », « Votre trahison n'a aucune chance de réussir ! » : c'est par ces manchettes qu'une partie de la presse saoudienne a salué l'arrestation, le 18 mai dernier, de plusieurs militants des droits humains, dont six femmes qui, par le passé, s'étaient élevées contre l'interdiction faite aux Saoudiennes de conduire (1). Les motifs avancés pour justifier ces arrestations rappellent ceux habituellement employés dans d'autres pays autoritaires : « atteinte à la sécurité nationale, à l'unité et à la stabilité du royaume » et « contacts suspects avec des parties étrangères ». Le tour de vis du pouvoir, décidé aux premiers jours du ramadan, a coïncidé avec la multiplication de rumeurs concernant des tentatives de coup d'État ou d'assassinat contre le prince héritier Mohammed Ben Salman. Il conforte les contempteurs du royaume, qui ne cessent de dénoncer une modernisation en trompe-l'œil.

Les rapports publiés par les organisations de défense des droits humains témoignent de l'absence de progrès en la matière. Selon Human Rights Watch, le recours à la peine de mort demeure fréquent : quarante-huit exécutions capitales au cours des quatre premiers mois de 2018 (cent cinquante en 2017). L'organisation note aussi que plusieurs milliers de Saoudiens subissent une « *détention arbitraire* », sans avoir été jugés. Parmi eux, une quinzaine de journalistes qui ont eu l'heur de ne pas s'enthousiasmer pour les réformes annoncées par le prince héritier. Selon les rares informations que l'organisation Reporters sans frontières a pu recueillir, la plupart ont été visés pour « *manque de loyauté* », l'un d'entre eux ayant par exemple critiqué le projet de privatisation du géant pétrolier Aramco (*lire l'encadré page 8*). La chasse aux voix discordantes semble désormais être une priorité : début mai, M. Saoud Al-Qahtani, un conseiller royal qui dirige le « *centre de guerre idéologique* », enjoignait à ses compatriotes de signaler sur les réseaux sociaux les journalistes saoudiens et étrangers qui médissent de l'Arabie saoudite.

AKRAM BELKAÏD.

(1) *Al-Jazirah*, 19 mai 2018.



Al-Amri, chercheur en sciences sociales. Il a lancé récemment un cri d'alarme dans la presse, évoquant un problème « *lourd de conséquences pour la société* ». M^{me} Khadija S., 28 ans, une amie de M^{me} T., est divorcée. Son mari la battait. Elle habite désormais avec son frère, devenu son tuteur. Elle travaille dans un salon de coiffure. « *Ce qui inquiète mon frère, c'est le regard des voisins. Ici, le qu'en-dira-t-on est la seule chose qui compte !* » Les deux amies regrettent l'époque de la police religieuse : « *Au moins, on ne nous harcelait pas dans la rue. Maintenant, si ! Les hommes nous pourchassent pour avoir notre numéro de téléphone !* » Elles rêvent de partir dans un pays « *où les femmes ont des droits* ». À Taëf, estiment-elles, il faudra encore « *une génération au moins* ».

« Jamais la répression n'a été aussi féroce »

Avec sa corniche, sa vieille cité – Al-Balad, classée au patrimoine mondial de l'Unesco –, ses sculptures en plein air et ses restaurants de toutes les nationalités, Djeddah, 4 millions d'habitants (dont 840 000 étrangers), cité marchande située au bord de la mer Rouge et passage obligé vers La Mecque, donc soumise à d'innombrables influences, est sans doute la ville la plus séduisante – et la moins conservatrice – d'Arabie saoudite. En outre, selon la légende, n'est-ce pas là qu'Ève, la « *mère de l'humanité* », a été enterrée ?

Ici aussi, les avenues sont démesurées et le nombre de centres commerciaux invraisemblable. Mais les femmes respirent mieux que nulle part ailleurs dans le royaume. Les abaya sont souvent beiges, bleues, gris pâle, agrémentées de perles, de fermetures Éclair... La coquetterie est de mise, et le recours à la chirurgie esthétique très fréquent. La société, on le sent, est en ébullition. Voilà longtemps qu'ici, plus encore qu'ailleurs, les Saoudiens ont trouvé dans l'art – cinéma, peinture, littérature – le moyen de s'exprimer ou de s'évader.

Trois mois avant la réouverture officielle d'un cinéma à Riyad, *Mariam*, un film de Faiza Ambah consacré à une adolescente française désireuse de porter le voile à l'école en dépit de la loi qui l'interdit, avait été projeté en public à Djeddah, à l'Arbab Alheraf. Dans cet espace culturel unique, ouvert en 2017 par un Saoudien rentré d'Australie, quelque soixante jeunes des deux sexes ont vu ce

film. La réalisatrice avoue avoir été « *sidérée* » par les réflexions des jeunes lors du débat qui a suivi. « *Ils osaient parler de leur propre expérience devant des inconnus. "Mon petit ami m'a quittée parce que je ne portais pas le hijab", a raconté une adolescente. Une autre a raconté l'expérience inverse : son copain refusait qu'elle le porte. Une autre encore a dit : "Je suis chrétienne" [la pratique d'autres cultes que l'islam est interdite en Arabie saoudite]. À ce moment-là, un garçon d'une vingtaine d'années s'est levé et a dit : "Votre film parle finalement de l'acceptation de l'autre, et c'est ce qui nous manque ici"* », se souvient-elle.

Première guide touristique du royaume, M^{me} Abir Abusulayman fait découvrir Al-Balad comme personne, même si les touristes ne se bousculent pas. Elle déplore les « *stéréotypes* » plaqués selon elle par la presse occidentale sur les Saoudiennes. « *Quand on me dit : "Vous allez enfin être libre, puisque vous allez pouvoir conduire", cela me choque ! Oui, mon pays est différent, mais il évolue par étapes. Il y a dix ans, personne n'aurait pu imaginer qu'on en arriverait là.* »

En 2005, il est vrai, la parution du roman de Rajaa Alsanea *Les Filles de Riyad* (3) avait fait scandale. À travers des échanges de courriels, quatre amies y racontent leur vie et leurs amours. Rien de très choquant, mais le quotidien de femmes laminées par les traditions. Publié initialement au Liban, ce livre avait vite circulé sous le manteau dans le royaume. En 2015, *Deux Femmes de Djeddah*, de la romancière et médecin Hanaa Hijazi (4), a lui aussi secoué la société, mais il n'a pas été censuré. Dans ce roman, deux amies, écrasées par les interdits, finissent par se suicider. Le livre a été lu et bien reçu dans l'ensemble, « *y compris par des hommes* », souligne l'auteure. Mais beaucoup de lectrices en ont critiqué l'issue tragique. « *Elles auraient voulu une autre fin pour les deux héroïnes, et cela m'a réconfortée. Elles imaginaient donc des perspectives pour les femmes.* »

Dans le fait de conduire, M^{me} Lina Al-Maeena voit surtout un symbole : « *Conduire nos vies, et pourquoi pas, un jour, le pays !* », espère-t-elle. Rien ne résiste à cette femme d'une quarantaine d'années, qui croit à l'émancipation par le sport. Il y a douze ans, elle a créé la première équipe féminine de basket du pays, alors que le sport était interdit aux femmes. Aujourd'hui, elle siège à l'assemblée consultative. Depuis un an, le sport est obligatoire pour les filles dans les écoles publiques. Une urgence : selon l'Organisation mondiale de la santé, presque 70 % des Saoudiennes sont en surpoids, et 40 % souffrent d'obésité.

Le processus de modernisation du pays est-il irréversible ? M^{me} Al-Maeena en est persuadée : « *C'en est fini des conservateurs. Ils donnent de la voix, mais ils sont minoritaires* », assure-t-elle. Et, surtout, l'entrée massive des femmes sur le marché du travail représente un impératif économique. Reste qu'il n'est jamais question, dans les déclarations du prince héritier, de démocratisation. De fait, les élections municipales sont le seul scrutin du royaume (5). « *À l'étranger, on présente "MBS" comme un jeune prince réformateur qui lutte contre la corruption. Or jamais la répression n'a été aussi féroce, confie une journaliste d'une quarantaine d'années. Oui, j'ai plus de liberté en tant que femme, mais notre espace d'expression à tous s'est rétréci. Je n'ai plus peur de marcher dans la rue, mais j'ai peur de vous parler à visage découvert. Je crains que l'arbitraire ne règne ici comme jamais.* »

FLORENCE BEAUGÉ.

(3) Rajaa Alsanea, *Les Filles de Riyad*, Plon, Paris, 2007.

(4) Hanaa Hijazi, *Deux Femmes de Djeddah*, L'Harmattan, Paris, 2017.

(5) Aux élections de 2015, ouvertes pour la première fois aux femmes, 14 ont été élues, pour 2 106 sièges à pourvoir.

Comment papa m'a fait entrer à Harvard

Pour sélectionner leurs étudiants, les universités américaines prennent en compte divers critères : les résultats scolaires, l'origine ethnique, le lieu de résidence ou encore le sexe. Les établissements les plus prestigieux considèrent également la filiation du candidat. Ils favorisent les enfants d'anciens élèves, pratiquant ainsi une forme de discrimination positive... pour les riches.

PAR RICHARD D. KAHLENBERG*

LES AMÉRICAINS l'apprennent dès leur plus tendre enfance : depuis la guerre d'indépendance (1775-1783), les États-Unis rejettent l'ordre héréditaire au profit de la loi établie « par et pour le peuple ». Thomas Jefferson, l'un des pères fondateurs du pays, n'a-t-il pas écrit que ses concitoyens aspiraient à une « aristocratie naturelle » reposant sur « la vertu et le talent » plutôt qu'à une « aristocratie artificielle » fondée, comme au Royaume-Uni, sur la fortune et la naissance ?

Parmi toutes les violations de ce principe cardinal, la plus lourde de conséquences fut assurément le système de discrimination raciale infligé à la population noire. Plus discrète, une autre transgression décisive fut mise en place au début du XX^e siècle : la prise en compte de la filiation dans les critères d'admission des principales universités du pays. Au moment de s'inscrire, les jeunes postulants bénéficient en effet d'un traitement de faveur lorsqu'un de leurs parents – généralement leur père – a fréquenté l'établissement. « En réservant des places d'office aux membres de la pseudo-aristocratie "de fortune et de naissance", écrit l'essayiste Michael Lind, le droit de succession universitaire a introduit le serpent aristocratique dans le jardin d'Éden de la république démocratique (1). »

Aujourd'hui, ces critères de sélection héréditaire (*legacy preferences*) sont en

* Chercheur à la Century Foundation, spécialiste des questions d'éducation. Coordinateur de l'ouvrage *Affirmative Action for the Rich : Legacy Preferences in College Admissions*, The Century Foundation, New York, 2010.

vigueur dans les trois quarts des cent universités américaines les mieux cotées, publiques et privées. Ils règnent également dans les cent meilleures écoles d'arts libéraux du pays. Outre les résultats scolaires, la couleur de peau, le sexe et l'origine géographique, ces établissements prennent en compte la famille des candidats, sans dévoiler le poids qu'ils accordent à chacun de ces critères. La concentration des rejets d'anciens élèves croît à proportion du prestige de l'établissement. Selon une récente enquête du *Harvard Crimson*, 29 % des nouveaux étudiants de première année ont un parent qui a lui-même fait ses études à Harvard (2).

Cette reproduction des élites par voie familiale se superpose à un manque de diversité socio-économique de plus en plus criant dans les établissements huppés. Si l'université Harvard claironne qu'à la rentrée prochaine ses nouveaux inscrits seront majoritairement non blancs, une étude parue en 2017 signale que plus de la moitié des étudiants appartiennent aux 10 % des familles les plus fortunées du pays. Ceux issus des 1 % de foyers les plus riches sont presque aussi nombreux que leurs camarades des 60 % les plus modestes.

Dans un milieu déjà marqué par la prégnance des inégalités sociales, le privilège dynastique représente un niveau encore plus élevé de favoritisme. Comme le souligne l'auteur britannique Richard Reeves, chercheur à la Brookings Institution, les classes moyennes supérieures ne se contentent plus d'avantager leur progéniture en achetant des maisons dans

les quartiers chics où sont concentrées les meilleures écoles : elles se servent de leur nom comme d'un passe-droit. « Papa ne nous aide plus seulement en jouant au catch avec nous dans le jardin, écrit-il. Maintenant, papa graisse la patte à l'arbitre (3). »

Solidement établi aux États-Unis, ce droit de succession universitaire est « pratiquement inconnu partout ailleurs », observe le journaliste Daniel Golden, qui le considère comme « presque exclusivement américain » (4). Comment un pays né d'une révolution contre l'aristocratie a-t-il pu se révéler un terreau aussi fertile pour la sélection par la filiation ? Quelles justifications permettent à celle-ci de s'imposer au vu et au su de tous et avec une apparente rationalité ?

La sélection par l'hérédité fut introduite au lendemain de la première guerre mondiale, dans le but de contenir l'afflux d'étudiants immigrés – en particulier juifs – dans les établissements cossus de la côte Est. Mécontents de voir les nouveaux venus humilier la fine fleur des élites anglo-saxonnes sur le terrain de la méritocratie, les recteurs ont d'abord adopté des quotas de Juifs. Quand ces dispositifs sont devenus indéfendables, les universités ont commencé à user de moyens indirects pour exclure les Juifs, notamment la mise en place de critères aussi farfelus que le « caractère », la « diversité géographique » ou l'« ascendance familiale ».

Un siècle plus tard, les critères d'hérédité continuent d'agir comme une arme de discrimination massive. Selon les avocats John Brittain et Eric Bloom, les étudiants appartenant aux minorités (Noirs, Hispaniques, Amérindiens) comptent pour 12,5 % des candidatures aux universités sélectives, mais pour seulement 6,7 % des candidatures retenues, au bénéfice de ceux qui peuvent faire valoir leur filiation (5).

Ses partisans affirment parfois que le filtre héréditaire n'est qu'un moyen parmi d'autres de départager des candidats également qualifiés. En réalité, il ne se réduit pas à un simple coup de pouce du destin. Une étude conduite par des chercheurs

de l'université de Princeton démontre, à partir d'un échantillon de dix établissements parmi les plus huppés du pays, qu'être un « fils de » équivalait à un bonus de 160 points (sur un total de 1 600 points possibles) au test d'aptitude scolaire (*scholastic assessment test*, SAT), l'épreuve standard à laquelle doivent se soumettre la plupart des postulants à une université américaine (6). En 2011, une recherche menée sur trente établissements d'élite a conclu que, à qualifications égales, les enfants d'anciens élèves avaient des chances d'admission supérieures de 45 points à celles des candidats non héritiers (7). Autrement dit, un étudiant qui aurait 40 % de chances d'être admis sur la base de ses mérites et de son profil (résultats au SAT, qualités sportives, genre, etc.) voit celles-ci grimper à 85 % en cas d'hérédité favorable.

« Dans les universités sélectives, les enfants d'anciens élèves représentent généralement de 10 à 25 % de la population étudiante, estime Daniel Golden. Le fait que ces proportions varient peu d'une année à l'autre suggère qu'il existe un système informel de quotas internes. » À l'opposé, une grande école comme le California Institute of Technology, qui refuse de

favoriser les héritiers, ne compte que 1,5 % d'enfants d'anciens élèves.

On entend parfois dire que le privilège dynastique renforce l'attachement des anciens élèves à leur établissement, ce qui les encourage à lui verser des donations plus généreuses. Mais aucune donnée empirique ne valide cette affirmation. Une équipe de chercheurs dirigée par Chad Coffman, de l'institut Winnemac Consulting, a examiné les donations effectuées par d'anciens élèves aux cent universités les mieux classées entre 1998 et 2007. Il en ressort que les établissements qui reconnaissent un droit de succession reçoivent certes, en moyenne, une somme plus élevée par ancien élève (317 dollars contre 201), mais cet écart est dû au fait que leurs donateurs sont plus riches que les autres. Les auteurs de l'étude n'ont trouvé « aucune preuve démontrant que les politiques de favoritisme familial influent sur le comportement des donateurs ». Ils ont également passé au peigne fin les contributions versées aux sept institutions qui ont renoncé à ce mode de sélection au cours de leur enquête. Là encore, ils n'ont trouvé « aucune trace significative d'une baisse consécutive à l'abolition du privilège familial ».

Une atteinte à la Constitution

ANCRÉ aux États-Unis depuis un siècle, le bonus accordé aux héritiers se heurte néanmoins à des remises en question qui font douter aujourd'hui de sa viabilité à long terme. En février 2018, des groupes d'étudiants d'une douzaine d'universités de prestige ont commencé à se mobiliser contre les passe-droits héréditaires. À Princeton, Yale, Cornell, Brown, Columbia et Chicago, des organisations réclamaient – en vain – la tenue au printemps d'un référendum afin de demander aux étudiants s'ils trouvent juste le système de bonification réservé aux « fils à papa ».

Hors des campus, la mobilisation reçoit des soutiens parfois inattendus. En octobre 2017, le président de la Réserve fédérale de New York, M. William Dudley, déclarait dans un discours que les prérogatives familiales étaient « parfaitement injustes » et que « mettre à la poubelle ce genre de politique ne pourrait que favoriser la mobilité sociale ». Et de s'interroger : « Est-ce que nous tenons réellement à encourager dans nos grandes universités ce qui n'est rien d'autre, au fond, qu'une politique de l'« admission contre donation » ? »

Il se pourrait que la justice finisse tôt ou tard par trancher la question. Curieusement, à ce jour, le droit de succession universitaire n'a fait l'objet que d'un seul litige devant une cour fédérale. C'était en 1975, à l'initiative d'une postulante malheureuse à l'université de Caroline du Nord à Chapel Hill. Jane Cheryl Rosenstock estimait que ses droits constitutionnels avaient été bafoués par les faveurs consenties à d'autres candidats – parmi lesquels des enfants d'anciens élèves, mais aussi des personnes de condition modeste ou issues des minorités. Sa plainte fut rejetée. Les résultats médiocres obtenus par la plaignante au SAT (850 points sur 1 600) n'ont certes pas joué en sa faveur, mais le juge n'a pas apprécié non plus la mise en cause de ces privilèges, reprenant l'idée reçue selon laquelle ils étaient indispensables au financement des universités.

À l'instar de Steve Shadowen, Sozi Tulante et Shara Alpern (8), nombre d'avocats soutiennent pourtant que cette discrimination universitaire porte atteinte à la Constitution, en particulier au quatorzième amendement. Conçu initialement comme un frein aux discriminations visant les Noirs américains, cet amendement s'étend plus généralement aux « préférences fondées sur la lignée », selon la formule de l'ancien juge à la Cour suprême Potter Stewart. Il affirme que les individus doivent être jugés selon leurs propres mérites, et non en fonction de leur ascendance.

Le Congrès pourrait lui aussi avoir son mot à dire. Avec des sondages montrant que trois Américains sur quatre lui sont hostiles, le droit de succession universitaire est devenu politiquement

embarrassant. D'autant que la justification brandie par ses défenseurs – l'effet supposé incitatif sur les donateurs – se révèle à double tranchant : l'administration fiscale pourrait y trouver un motif pour lever les réductions d'impôts concédées à ces mêmes donateurs. En effet, si l'on reconnaît qu'ils reçoivent un avantage en échange de leur don, leur arrangement avec les universités se heurte aux règles sur les déductions fiscales régissant les œuvres de charité : une donation ne doit pas enrichir le donateur.

En attendant, l'absurdité de ce mode de sélection illustre l'enjeu crucial que représente l'accès aux grandes universités. Les bénéficiaires d'un cursus dans l'une de ces institutions dorées sont faramineux. D'abord au niveau de l'enseignement : une université moyenne consacre 12 000 dollars par an à la formation d'un de ses étudiants, contre 92 000 dollars pour les plus sélectives. En termes de revenus, ensuite : à qualifications égales, ces diplômés touchent un salaire supérieur de 45 % en moyenne à celui de leurs pairs sortis d'établissements moins renommés – un écart qui explose si l'on considère uniquement les étudiants d'origine modeste. D'après le livre de Thomas Dye *Who's Running America?*, devenu un classique, plus de la moitié des grands patrons et environ 40 % des responsables gouvernementaux ont fait leurs études dans l'une des douze universités les plus cotées (9). L'histoire ne dit pas combien ont été admis grâce à leur nom de famille...

(1) Michael Lind, « Legacy preferences in a democratic republic », dans Richard D. Kahlenberg (sous la dir. de), *Affirmative Action for the Rich*, op. cit.

(2) Jessica M. Wang et Brian P. Yu, « Meet the class of 2021 », *The Harvard Crimson*, 2017, www.thecrimson.com

(3) Richard V. Reeves, *Dream Hoarders : How the American Upper Middle Class Is Leaving Everyone Else in the Dust, Why That Is a Problem, and What to Do About It*, Brookings Institution Press, Washington, DC, 2017. Lire également « Classe sans risque », *Le Monde diplomatique*, octobre 2017.

(4) Cf. Daniel Golden, *The Price of Admission : How America's Ruling Class Buys Its Way Into Elite Colleges – and Who Gets Left Outside the Gates*, Three Rivers Press, New York, 2007.

(5) John Brittain et Eric L. Bloom, « Admitting the truth : the effect of affirmative action, legacy preferences and the meritocratic ideal on students of color in college admissions », dans *Affirmative Action for the Rich*, op. cit.

(6) Thomas J. Espenshade, Chang Y. Chung et Joan L. Walling, « Admission preferences for minority students, athletes, and legacies at elite universities », *Social Science Quarterly*, vol. 85, n° 5, Hoboken (New Jersey), décembre 2004.

(7) Michael Hurwitz, « The impact of legacy status on undergraduate admissions at elite colleges and universities », *Economics of Education Review*, vol. 30, n° 3, Amsterdam, juin 2011.

(8) Steve D. Shadowen, Sozi Pedro Tulante et Shara L. Alpern, « No distinctions except those which merit originates : the unlawfulness of legacy preferences in public and private universities », *Santa Clara Law Review*, vol. 49, n° 1, 2009.

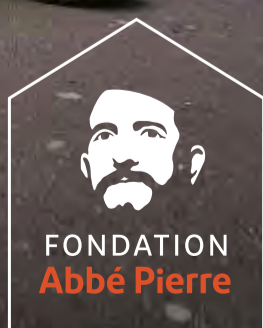
(9) Thomas R. Dye, *Who's Running America? The Obama Reign*, Paradigm Publishers, Boulder (Colorado), 2014.



DONNER À LA FONDATION ABBÉ PIERRE PERMET D'AIDER LES PLUS DÉMUNIS TOUT EN RÉDUISANT VOTRE IFI.

Aider les plus démunis, c'est créer des « Pensions de famille » pour loger les personnes en détresse, développer le réseau d'accueils de jour des « Boutiques solidarité » destiné aux sans-abri, améliorer et rendre l'habitat décent grâce à « SOS Taudis », construire des logements d'insertion avec le programme « Toits d'abord ». Réduire son IFI, c'est déduire 75% du montant de votre don fait à la Fondation Abbé Pierre, reconnue d'utilité publique.

AIDEZ-NOUS À AGIR ! DONNEZ. don.fondationabbepierre.org



Au Mexique, la tentation de l'espoir

Le 1^{er} juillet, les Mexicains éliront 500 députés, 128 sénateurs, 9 gouverneurs et un nouveau président. Favori des sondages, le candidat de gauche Andrés Manuel López Obrador propose une réponse modérée au cocktail explosif qui ravage le pays : violence, corruption et misère. Mais l'élite – dont les franges économique, politique et mafieuse ont désormais fusionné – acceptera-t-elle le jeu démocratique ?

UNE ENQUÊTE
DE RENAUD LAMBERT

C'EST UN PLATEAU de télévision comme les autres. À l'image de ce qui se passe ailleurs dans le monde, des journalistes mexicains ont réuni les candidats à la présidence du pays pour un débat. Les costumes, les coupes de cheveux, les sourires travaillés, rien ne distingue la scène de ses déclinaisons française, allemande ou américaine. Jusqu'à ce que l'un des prétendants se mette à fouiller derrière son pupitre. Lorsqu'il se redresse, M. José Antonio Meade, candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, droite), exhibe une pancarte à peine lisible qu'il présente à la caméra : barré de flèches et de noms, le document démontrerait l'enrichissement illicite de celui qui vient de l'interpeller, M. Ricardo Anaya Cortés, candidat d'une coalition emmenée par le Parti d'action nationale (PAN, droite) et le Parti de la révolution démocratique (PRD, centre gauche). Sans se défaire de son éternel sourire, ce dernier plonge à son tour dans ses dossiers, puis brandit une liasse de papiers dactylographiés : ils apporteraient la preuve des manipulations frauduleuses orchestrées par l'homme qui vient de l'accuser. Rassemblés à l'image, les cinq candidats s'agitent bientôt derrière leurs pupitres, compulsent diverses fiches, réclament la parole... Tout au long de l'émission, les accusations de malversations fusent d'un bout à l'autre du plateau sans jamais sembler désarçonner leurs cibles. Le principal thème sur lequel les candidats s'étaient mis d'accord pour débattre ce 22 avril 2018 ? Les mesures qu'ils prendraient, une fois au pouvoir, pour lutter contre la corruption...

Des pots-de-vin pour accéder à l'eau courante

Aux yeux de ses dirigeants politiques, le Mexique ressemble à une immense *piñata*, cette figurine en carton garnie de bonbons et de jouets que les enfants éventrent à coups de bâton lors des fêtes d'anniversaire. Une *piñata* que chaque élection viendrait farcir à nouveau. Au cours du mandat de l'actuel président Enrique Peña Nieto (PRI), une ribambelle de scandales ont conduit seize gouverneurs (ou anciens gouverneurs) devant la justice, et parfois derrière les barreaux. L'un d'entre eux, M. Javier Duarte, s'est distingué en détournant plus de 3 milliards de dollars lors de son passage à la tête de l'État de Veracruz. Lorsqu'elle aligne autant de zéros, la corruption a depuis longtemps cessé d'être un hobby pour dirigeants politiques sans scrupules : elle s'est élevée au rang d'activité économique à part entière. En 2015, la Banque mondiale estimait sa contribution au produit intérieur brut (PIB) à 9 % (1), soit davantage que le tourisme.

Pour certains, la situation présente des avantages. Après avoir dorloté la société espagnole Iberdrola (notamment spécialisée dans l'exploitation du gaz) lors de son passage à la présidence, M. Felipe Calderón (2006-2012) savoure désormais l'épaisseur des moquettes de son conseil d'administration. Préoccupés par une enquête sur des faits de corruption liés à l'entreprise brésilienne de construction Odebrecht (2), une majorité de députés mexicains ont, en mars dernier, voté contre la



GUILLAUME MONCEL. – « Cuatro fantásticos » (Les quatre fantastiques), 2007

poursuite des hauts fonctionnaires coupables d'enrichissement personnel. Plus récemment, le tribunal électoral a entériné la candidature à la présidence du gouverneur de l'État de Nuevo León, M. Jaime Heliodoro Rodríguez Calderón, alors que 58 % des signatures requises pour valider sa nomination avaient été jugées frauduleuses. «*Le règlement précise qu'il faut un nombre suffisant de signatures, a justifié l'un des magistrats. Il ne dit pas que les signatures doivent être valides*» (El País, 12 avril 2018).

Selon certaines estimations, les foyers mexicains consacrent en moyenne 14 % de leurs revenus à satisfaire les exigences de fonctionnaires corrompus – un chiffre qui atteint 33 % pour les familles dont les membres ne perçoivent que le salaire minimum (3). Du côté des entreprises, plus d'un tiers déclarent avoir dû verser des pots-de-vin pour obtenir un contrat public, et 36,7 % pour un simple raccordement à l'eau courante (contre respectivement 15,8 % et 8,5 % en moyenne en Amérique latine et dans les Caraïbes) (4). Certains vident la *piñata*, les autres la remplissent...

Un tel contexte explique sans doute l'avance du candidat Andrés Manuel López Obrador, dit « AMLO », dans les sondages (5). Depuis toujours, l'homme s'illustre par son combat contre «*la mafia qui s'est approprié le Mexique*» – titre d'un de ses nombreux livres, publié en 2010. Cette constance a fini par convaincre qu'elle traduisait une conviction.

Mais les Mexicains décident-ils vraiment du destin du Mexique ? «*Chaque fois qu'il s'est présenté, "AMLO" était en tête dans les sondages, rappelle l'historien Massimo Modonesi. Et, pourtant, le candidat du système est toujours sorti vainqueur.*» Et ce bien avant la première candidature de M. López Obrador.

1988 : le trouble-fête se nomme Cuauhtémoc Cárdenas. Dissident interne du parti au pouvoir, il en rejette l'orientation droitiste. Le soir du scrutin, alors qu'il tient la corde, le système de comptage «*tombe en panne*». Lorsque les résultats sont enfin annoncés, son adversaire Carlos Salinas de Gortari caracole en tête. 1994 : le candidat du PRI Luis Donaldo Colosio Murrieta menace de rompre avec la ligne de son prédécesseur. Il est assassiné. 2000 : cette fois, la normalité institutionnelle ne subit aucun accroc. La «*transition démocratique*», dont le pouvoir célèbre l'irruption après soixante et onze années de règne sans partage du PRI, troque un représentant du système pour son sosie politique, encarté au PAN : l'ancien dirigeant de Coca-Cola Vicente Fox. 2006 : dès sa première campagne, M. López Obrador propose de quitter l'ornière néolibérale dans laquelle s'est engagé le Mexique. Une fraude massive le prive de la victoire. 2012 : «*AMLO*» tente de nouveau sa chance. Les manœuvres du PRI (et le soutien des grands médias) portent M. Peña Nieto à la présidence.

M. López Obrador n'ignore pas ce contexte. «*Pour changer les choses, il n'y a que deux options : la lutte armée ou la voie électorale, a-t-il déclaré lors d'une émission de télévision du groupe de presse Milenio, le 21 mars 2018. Je pense qu'il est possible de transformer le Mexique de façon pacifique. (...) Et donc, bien que les dés soient pipés, je me lance dans la bataille électorale. Ce n'est pas une contradiction, c'est simplement que je n'ai pas le choix. (...) Parfois, c'est un chemin plus difficile que la voie armée. Parce qu'on se heurte à l'État;*

un État antidémocratique et autoritaire. Je ne me fais aucune illusion, j'ai déjà pâti de la fraude électorale. Mais je n'ai pas renoncé à l'espoir.»

Pessimisme de la raison et optimisme de la volonté ? Pas uniquement. «*Le Mexique traverse une crise d'une extrême violence, analyse le sociologue Mateo Crossa. Cette situation touche évidemment les populations les plus pauvres. Mais elle a fini par affecter également la bourgeoisie. Celle-ci se déchire. Pour la première fois, elle multiplie les candidats, ce qui profite à "AMLO".*» Ni le PAN ni le PRI ne sont en effet parvenus à s'unir. Au sein du premier, la candidature de M. Anaya n'a pas convaincu les proches de l'ancien président Calderón, dont l'épouse, M^{me} Margarita Ester Zavala Gómez del Campo, s'est présentée en tant qu'indépendante, avant de renoncer le 16 mai. Au sein du PRI, la nomination de M. Meade par l'actuel président Peña Nieto – discrédité et soupçonné d'enrichissement illicite – a provoqué une fuite de cadres vers le Mouvement de régénération nationale (Morena, gauche), la formation de M. López Obrador.

«S'ils te font chanter, exproprie-les !»

En dépit de ces désaccords (et des échanges d'amabilités de leurs candidats lors du débat d'avril), un pacte entre le PRI et le PAN n'est pas entièrement exclu. Mais Crossa avance un deuxième facteur qui joue en faveur de M. López Obrador. «*Jamais le pays n'avait autant souffert du discrédit de la classe politique, de la corruption. La situation actuelle ne peut pas durer. Or "AMLO" dispose de quelque chose que l'élite convoite : la légitimité.*» Dans une tribune publiée le 27 mars dernier, M. Valeriano Suárez, vice-président de Coparmex, l'un des principaux organismes patronaux, ne disait pas autre chose : «*Il est vrai que l'exemple d'un président déterminé à se montrer incorruptible serait idéal pour impulser la transformation du système qui régit notre monde politique et ses appendices du secteur privé*» (El Sol de México).

De là à soutenir un dirigeant politique situé à gauche, il y a un pas qu'une partie de l'électorat répugne à franchir. M. López Obrador semble s'être donné pour mission de l'y encourager en multipliant les gages de modération. Son slogan préféré ? «*Amour et paix*», celui qu'avait également choisi M. Luiz Inácio Lula da Silva pour rassurer les élites brésiliennes en 2002. «*Étant donné la gravité de la situation, la profondeur de la crise, nous prévoyons une espèce de trêve, (...) pour faire en sorte que les choses restent en l'état*», a-t-il ainsi expliqué lors de l'émission organisée par Milenio. Ce qui a suscité une réaction enthousiaste de l'éditorialiste Jesús Silva-Herzog Márquez : «*J'ai le sentiment que vous assumez pleinement, et avec un certain orgueil, un penchant ouvertement conservateur.*»

S'il demeure le seul candidat à évoquer la souveraineté alimentaire du pays, à vouloir traiter les racines sociales de la violence, à dénoncer la faiblesse des salaires, à promettre d'améliorer l'accès à l'université, «*AMLO*» a rassuré les franges conservatrices de la société en s'alliant au Partido Encuentro Social (PES, droite), évangélique et opposé à l'avortement (6) – comme une grande partie de la population et la plupart des formations politiques. Il a amadoué l'armée en promettant de

ne pas revenir sur la loi de sécurité intérieure, votée en décembre 2017, qui entérine la présence des militaires dans les rues et élargit leurs prérogatives au point de provoquer l'inquiétude des Nations unies et des organisations de défense des droits humains (7). Son programme a par ailleurs séduit certaines franges du secteur privé, qui estiment désormais, avec le *Financial Times*, que M. López Obrador «*ne serait pas aussi dangereux que beaucoup l'imaginent*» (24 janvier 2018).

L'hostilité demeure néanmoins vive au sein d'un patronat peu habitué à ce qu'on le taquine. «*Aussi paradoxal que cela puisse paraître, Morena représente la meilleure option pour les entrepreneurs*», s'évertue à rassurer M. Martí Batres, l'un des dirigeants du parti, avant d'en égrèner le programme : «*En finir avec les extorsions et les pots-de-vin, qui entravent les affaires*», «*ne pas augmenter les impôts*», «*conserver les équilibres macroéconomiques*» et «*créer des zones franches pour faciliter l'investissement privé avec des avantages fiscaux*» (El Universal, 6 mars 2017). «*Pas de confiscations, pas d'expropriations, pas de nationalisations. Pas de corruption. Pas de problème*», a résumé le candidat devant les banquiers du pays réunis pour leur conférence annuelle (8). M. López Obrador demeure toutefois trop à gauche pour bien des chefs d'entreprise, qui tentent de le discréditer en le comparant à un autre «*populiste*» : le président américain Donald Trump, que les Mexicains exècrent (9).

Reproche inverse de l'autre côté de l'échiquier politique : «*Morena, la droite déguisée en gauche*», résume une caricature qui circule sur les réseaux sociaux. Certains auraient sans doute préféré voir arriver au pouvoir un nouveau Hugo Chávez. À l'évidence, M. López Obrador n'est pas l'ancien dirigeant socialiste. Mais le Mexique de 2018 ne ressemble pas non plus au Venezuela du milieu des années 2000, lorsque les prix des matières premières s'étaient envolés. Au pouvoir, «*AMLO*» devra piloter un État affaibli. Milices et cartels lui contestent le monopole de la violence légitime dans certaines régions. L'armée et les services de renseignement de son puissant voisin du Nord encadrent, financent et parfois chaperonnent ses propres services de sécurité. Les institutions administratives, électorales et fiscales souffrent d'un discrédit rare. Et, depuis les années 1980, l'économie a été restructurée dans l'unique objectif de fournir une main-d'œuvre bon marché aux transnationales américaines, transformant le pays en usine à pauvreté. Avec ou sans Chávez, la marge de manœuvre s'avère limitée...

«*Imaginez que nous gagnions*, a lancé le romancier Paco Ignacio Taibo II à des militants de Morena, dont il est membre. *Le Congrès sera contre nous, parce que nous y disposerons d'un groupe minoritaire, 35 % au grand maximum. La majorité des gouverneurs ? Des gens du PRI et du PAN, ou, pis encore, du PRD. (...) Alors, voilà : Andrés Manuel est à Los Pinos [résidence du chef de l'État], le jour qui suit sa prise de fonctions. Il reçoit une commission de grands patrons qui lui disent : "Attention Andrés, parce que si vous continuez comme ça, nous délocalisons nos entreprises au Costa Rica." (...) Ce jour-là, à cette heure-là, il faut que nous soyons deux ou trois millions dans la rue à dire : "S'ils te font chanter, Andrés, exproprie-les. Qu'ils aillent se faire foutre !" (...) La pression que ces gens-là peuvent exercer sur un dirigeant, aussi radical, aussi éloquent et honnête soit-il, est immense. Il faut un mouvement social qui pousse au changement* (10).»

La capacité de mobilisation de Morena existe : elle a été minutieusement construite pour répondre aux sollicitations de son dirigeant. Enfin parvenu au pouvoir, celui-ci exhorte-t-il ses militants à pousser le système dans ses retranchements ?

(1) Sergio Meana, «*Corrupción representa 9 % del PIB* : Banco mundial», *El Financiero*, Mexico, 5 novembre 2015.

(2) Lire Anne Vigna, «*Au Brésil, les ramifications du scandale Odebrecht*», *Le Monde diplomatique*, septembre 2017.

(3) «*La corrupción costó 1,600 mdp a las empresas en 2016* : Inegi; 65 % de las mordidas son para trámites», 3 juillet 2017, www.sinembargo.mx

(4) Enquête «*Business environment in Mexico*», Enterprise Surveys, Banque mondiale, Washington, DC, 2010.

(5) 41,2 % d'intentions de vote, contre 28,2 % pour M. Anaya et 21,9 % pour M. Meade, selon une enquête de *El País*, Madrid, 31 mars 2018.

(6) La législation varie d'un État à l'autre au sein de la fédération : certains l'autorisent, souvent sous conditions ; d'autres le punissent sévèrement.

(7) Paulina Villegas, «*Missing Mexicans' case shines light on military's role in drug war*», *The New York Times*, 30 avril 2018.

(8) Cité par Jude Webber dans «*Mexico leftist AMLO vows no nationalisation, no expropriations*», *Financial Times*, Londres, 9 mars 2018.

(9) Lire Andrés Manuel López Obrador, «*"Nous ne sommes pas un protectorat américain"*», *Le Monde diplomatique*, avril 2017.

(10) «*Deben expropiarse las empresas que no cooperen con AMLO* : Paco Ignacio Taibo II», 28 avril 2018, www.sdpnoticias.com

Le second printemps arménien

Après trois semaines de manifestations pacifiques et de désobéissance civile, un jeune député de l'opposition est devenu premier ministre d'Arménie, le 8 mai dernier. Une population urbaine, créative, polyglotte a réussi à renverser un pouvoir verrouillé, typique de l'espace postsoviétique, dans un mouvement qui évoque davantage celui de l'indépendance que les «révolutions de couleur».

PAR TIGRANE YÉGAVIAN *

TEE-SHIRT camouflage, casquette à large visière et sac à dos de campeur, M. Nikol Pachinian est un marcheur aguerri. Barbe poivre et sel, la voix cassée, ce député de second rang représentant une opposition atone s'est révélé un orateur de talent, capable de redonner le goût de la politique à une jeunesse arménienne qui ne rêvait plus que d'exil. Lorsqu'il part de Gumri, le 31 mars 2018, il n'a réuni qu'une dizaine de partisans dans cette ville du Nord, sinistrée depuis le tremblement de terre de 1988 et la désindustrialisation. Mais son slogan «Merjir Sergin» («Refuse Serge») fait mouche : président de la République depuis dix ans, M. Serge Sarkissian tente de s'accrocher au pouvoir par un tour de passe-passe constitutionnel qui fait de lui un premier ministre aux prérogatives renforcées. Quelques semaines et 250 kilomètres plus tard, lorsque les marcheurs arrivent aux portes de la capitale, Erevan, ils sont plusieurs dizaines de milliers à lui dire : «Dégage!»

Dans un pays d'un peu moins de trois millions d'habitants, on estime qu'environ une personne sur cinq a participé à ce ruisseau devenu rivière, puis fleuve. Le 23 avril, ils étaient au moins 150 000 dans la seule capitale, pour obtenir la libération de M. Pachinian, brièvement interpellé par la police. «Nikol Pachinian avait raison. Et moi, je me suis trompé», a fini par lâcher M. Sarkissian en s'inclinant et en démissionnant le soir même, six jours seulement après son investiture. La veille, une rencontre improbable avait réuni les deux hommes devant les caméras et révélé l'ampleur du choc générationnel.

Cette mobilisation et ce basculement de l'histoire rappellent les grandes mani-

festations écologistes et nationalistes de 1987 et 1988 à Erevan, qui préfigurent l'éclatement de l'Union soviétique. Comme le note l'ethnologue Levon Abrahamian, on retrouve à trente ans de distance une même dimension festive, artistique, et cette étincelle allumée par une poignée d'intellectuels et de militants peu connus. M. Pachinian n'avait que 13 ans à l'époque. Avec lui, les enfants de la «génération 1988» demandent aujourd'hui des comptes à leurs parents qui se sont battus en faveur de l'indépendance, puis lors de la guerre du Haut-Karabakh (1988-1994) pour arracher à l'Azerbaïdjan cette ancienne république autonome majoritairement peuplée d'Arméniens (1).

Si elle a nourri des élans de fierté tant en Arménie que dans la diaspora, cette guerre – victorieuse sur le terrain mais sans solution diplomatique – a ruiné le pays, tout en l'installant dans une situation géopolitique précaire. Il a subi un double blocus, turc et azéri, et s'est retrouvé dépendant de ses alliés : la Russie pour sa sécurité et l'Iran pour son approvisionnement, notamment en gaz. Les principaux acteurs de la guerre ont pris les commandes, non seulement dans la petite république autoproclamée, mais aussi à Erevan. Président de la «République du Haut-Karabakh» de 1994 à 1997, M. Robert Kotcharian est ainsi devenu premier ministre, en 1997, puis président de la République d'Arménie, de 1998 à 2008. Avant de lui succéder, M. Sarkissian a été son chef d'état-major, puis son ministre de la défense. Tous deux sont nés à Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh, et ont commencé leur carrière politique au sein du Parti communiste, du temps de l'URSS.

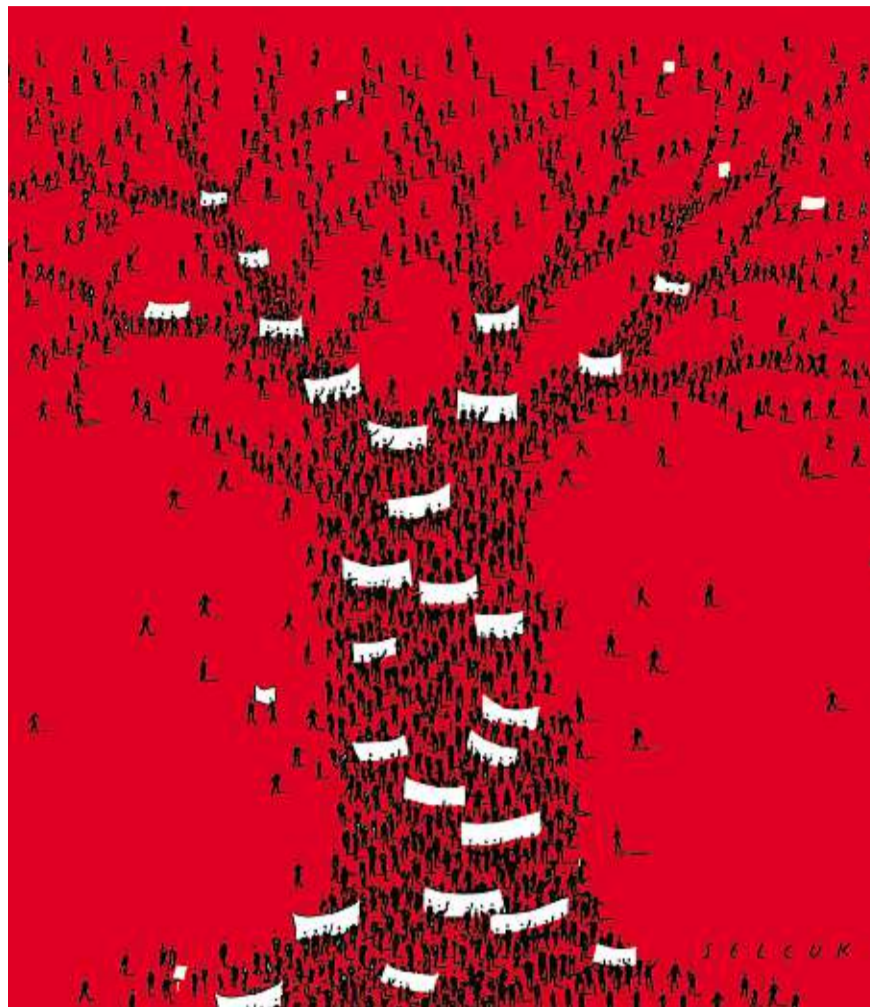
Collusion entre oligarques

APRÈS avoir écarté du pouvoir les figures de l'indépendance, dont le premier président Levon Ter-Petrosian, les hommes du Haut-Karabakh, les «Karabakhis», ont mis en place un système politique verrouillé qui aura tenu vingt ans, en s'appuyant sur trois piliers : la maîtrise des élections, le contrôle des affaires et de bonnes relations avec la Russie.

En matière électorale, l'Arménie illustre à merveille le concept de «ressources

administratives» ainsi décrit par la commission de Venise au sein du Conseil de l'Europe : «Les ressources administratives sont des ressources humaines, financières, matérielles, en nature et autres ressources immatérielles dont disposent les candidats sortants et les fonctionnaires lors des élections grâce au contrôle qu'ils exercent sur le personnel, les finances et les affectations au sein du secteur public, à l'accès dont ils jouissent aux équipements publics, ainsi qu'au prestige ou à la visibilité publique que leur confère leur statut d'élus ou de fonctionnaires (2)». Si les protestations régulières aux soirs des résultats furent vaines avant le printemps 2018, elles ont rythmé la vie civique depuis deux décennies, et permis à M. Pachinian d'apparaître comme un chevalier blanc.

En 1998, celui-ci était rédacteur en chef du journal *Oraghir* («Quotidien»). Il est ensuite devenu celui de *Haïkakan jamanak* («Le Temps arménien»), proche de l'opposition à M. Kotcharian. Conscient des limites de son action en tant que journaliste, il se lance en politique et fonde en 2006 Aïlentrank («Alternative»), un mouvement de la société civile. Il s'en sert comme d'un tremplin pour se présenter aux élections législatives de mai 2007 sur une liste proche de l'ancien Mouvement national arménien (MNA, au pouvoir entre 1991 et 1998). Lorsque M. Ter-Petrosian conteste la victoire de M. Sarkissian à la présidentielle de 2008, M. Pachinian anime les manifestations à Erevan. Après l'instauration de l'état d'urgence, il passe dans la clandestinité. Recherché pendant plus d'un an, il se



DESSIN DE SELÇUK

rend finalement à la justice et sera incarcéré jusqu'en 2011.

Armature du système, le Parti républicain d'Arménie (HHK), affilié au Parti populaire européen, revendique une idéologie ultranationaliste et conservatrice, qu'il a puisée dans les écrits du combattant nationaliste Gareguine Njeh (1886-1955), apôtre de la «religion de la race» (*tserakron*). Le HHK a progressivement pris le contrôle des principaux leviers du pouvoir. Pas un directeur d'établissement scolaire ou maire de village n'échappe à sa clientèle de 140 000 membres. Le pragmatisme tous azimuts de ce parti qui domine le Parlement s'accommode parfaitement des relations d'interdépendance tissées entre petits ou hauts fonctionnaires et puissants hommes d'affaires.

En matière économique, les mandats de MM. Kotcharian et Sarkissian ont été marqués par l'accélération des privatisations amorcées sous la présidence de M. Ter-Petrosian. Les concessions aux intérêts privés russes ou arméniens ont fait office de politique d'investissement et conduit à brader les richesses, en particulier minières, en sacrifiant l'environnement. Une quarantaine d'oligarques, dont plusieurs députés, contrôlent l'essentiel des activités industrielles, commerciales et bancaires. L'Arménie occupait en 2017 la peu enviable cent septième place du classement de perception de la corruption de Transparency International, et l'organisation Freedom House, qui étudie les nations en transition, la range dans la catégorie des «régimes autoritaires semi-consolidés (3)». Cette captation des ressources entraîne l'aggravation des inégalités. En dépit de la croissance retrouvée au cours de la dernière décennie, près d'un tiers de la population vit encore en dessous du seuil de pauvreté, et le taux de chômage atteignait 18 % en 2016 (4).

Conséquence : l'exode a saigné le pays à blanc, tout en servant de soupape au mécontentement politique. Près d'un tiers de la population aurait quitté le pays. L'Arménie compte aujourd'hui, au mieux, 650 000 habitants de moins qu'à la fin de l'époque soviétique (5). Les revenus de transfert, envoyés par les émigrés installés en Russie ou en Occident, représentaient près de 20 % du produit intérieur brut (PIB) en 2013, et encore 13 % en 2016 (6). Ils profitent bien peu aux investissements, mais beaucoup à la consommation de produits d'importation, dont les oligarques contrôlent la distribution. Cette déprime démographique accroît aussi la menace sur la sécurité du pays, alors que l'Azerbaïdjan enregistre 3,5 fois plus de naissances par an et est doté d'un budget militaire près de trois fois supérieur (7).

Le conflit du Haut-Karabakh a enfin placé l'Arménie dans une dépendance étroite à l'égard de la Russie. Alliés stratégiques dans le cadre de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), les deux pays ont un système de défense aérienne commun. En vertu d'un traité signé en 1992, des soldats russes protègent aussi la frontière arméno-turque, et

Canaliser l'énergie de la jeunesse

QUAND les manifestations d'avril ont pris de l'ampleur, le Kremlin a opté pour la prudence. Signe fort : les dirigeants russes ont accordé un plus grand crédit aux rapports de leurs diplomates qu'aux avertissements des émissaires du pouvoir arménien dépêchés à Moscou pour présenter les événements en cours comme une répétition des «révolutions de couleur», ces mouvements de rue qui conduisirent dans les années 2000 à des régimes hostiles aux intérêts russes en Ukraine, en Géorgie ou au Kirghizstan.

Si Erevan et les principales villes du pays ont pris part au mouvement, le Sud, davantage contrôlé par le HHK, et surtout le Haut-Karabakh n'ont pas bougé. Jouant sur la corde sensible et martelant l'impératif de la cohésion nationale, les dirigeants du HHK n'ont cessé d'annoncer une prochaine attaque azérie. Mais cet épouvantail a eu davantage d'impact dans la diaspora que dans la population arménienne, échaudée par les scandales de corruption qui minent l'appareil de défense. Conscient de l'importance de l'enjeu, M. Pachinian a voulu prouver qu'il maîtrisait ce dossier et a effectué son premier déplacement de chef du gouvernement à Tchouchi, pour l'anniversaire de la prise de cette ville, le 9 mai 1992, qui avait marqué un tournant décisif de la guerre.

La société civile arménienne s'est consolidée par strates successives, gagnant en maturité à chaque mouvement de contestation : élection de 2008, opposition aux aménagements urbains à Erevan en 2011, à la hausse des tarifs de bus en 2013, à la hausse de ceux de l'électricité en 2015, etc. M. Pachinian a su canaliser à son profit l'énergie et la mobilisation des jeunes étudiants et militants, et leur maîtrise des réseaux sociaux. Le mouvement de 2018 a même trouvé sa bande-son avec la chanson *Kailum em* («Je marche»), interprétée par le chanteur de rock Haïk Stver, dont les paroles ont été écrites par M. Pachinian lui-même.

Lui qui n'a jamais vraiment fait autre chose que du journalisme et de la politique de rue va cependant devoir compo-

disposent à Gumri d'une base de trois mille hommes, dont le bail a été reconduit jusqu'en 2044. Le Kremlin contrôle l'enlisement du processus diplomatique, qui entérine de fait le statu quo : ni guerre ni paix. Acteur central du groupe de Minsk, fondé en 1992 (avec les États-Unis et la France), Moscou conserve un levier de pression en armant Erevan ou Bakou au gré de ses intentions ou intérêts du moment. Le rapprochement récent de Moscou et Ankara a laissé craindre, côté arménien, de nouvelles pressions pour la restitution des territoires azéris occupés. Des ventes d'armes à l'Azerbaïdjan ont été perçues par une grande partie de l'opinion arménienne, traditionnellement russophile, comme une trahison après l'offensive sur la ligne de front qui a coûté la vie à 94 soldats arméniens en avril 2016, selon la représentation du Haut-Karabakh en France. Mais, en octobre 2017, le gouvernement arménien annonçait que Moscou allait lui concéder un nouveau prêt de l'ordre de 100 millions de dollars, pour financer l'achat d'armes russes à prix d'ami...

La dépendance stratégique se double d'une dépendance économique, des intérêts russes s'étant emparés de secteurs-clés de l'économie arménienne : nucléaire, gaz, électricité, transports, etc. La Russie contribue à 39,5 % des investissements directs étrangers dans le pays, et plusieurs oligarques arméniens sont liés à leurs homologues russes. Quand il était député de l'opposition, M. Pachinian ne s'était pas privé de critiquer en 2013 l'adhésion à l'Union économique eurasiatique, sous la direction de Moscou, au moment où son pays s'apprêtait, comme l'Ukraine, à rejoindre le partenariat oriental de l'Union européenne.

ser avec un Parlement encore dominé par le HHK, peu pressé de remettre ses sièges en jeu et de modifier la loi électorale. Il devra aussi négocier des contreparties avec certains de ses nouveaux alliés, comme l'oligarque Gagouk Tsaroukian, chef de file d'Arménie prospère (BHK, conservateur), le deuxième parti au Parlement. Plus complexe encore : il lui faudra mettre en place une séparation des pouvoirs, assurer un renouvellement des générations et trouver une solution durable au Haut-Karabakh.

Sur le plan extérieur, la realpolitik s'impose déjà. Hier critique de l'adhésion de son pays à l'Union économique eurasiatique, l'ancien député d'opposition a revêtu son habit neuf de premier ministre pour rejoindre à Sotchi, le 14 mai, les chefs d'État de l'organisation, qui lui ont réservé un accueil des plus chaleureux. La composition du nouveau gouvernement de transition, caractérisé par la jeunesse et l'inexpérience, jette aussi un voile d'incertitude sur ses chances d'aboutir à des résultats probants. S'il ne veut pas décevoir ceux qui l'ont porté au pouvoir en revenant à l'immobilisme de la génération 1988, le nouveau premier ministre devra avancer vite sur trois fronts : l'organisation d'élections transparentes, le combat contre les prébendes et l'établissement d'un partenariat plus équilibré avec la Russie.

(1) Lire Philippe Descamps, «État de guerre permanent dans le Haut-Karabakh», *Le Monde diplomatique*, décembre 2012.

(2) «Rapport sur l'abus de ressources administratives pendant les processus électoraux», Commission européenne pour la démocratie par le droit (commission de Venise), Conseil de l'Europe, Strasbourg, 20 décembre 2013.

(3) Rapport 2018 sur les nations en transition, www.freedomhouse.org

(4) Comité statistique de la République d'Arménie, http://armstatbank.am

(5) L'Arménie comptait 3,6 millions d'habitants de jure en 1992, contre 2,9 en 2017, selon les statistiques officielles, probablement très optimistes.

(6) «Migration and remittances data» et données générales sur l'Arménie, Banque mondiale, Washington, DC, avril 2018.

(7) Ce budget est de 1 529 millions de dollars, contre 444 pour l'Arménie en 2017. «Military expenditure by country, in constant», Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), 2018.

* Journaliste, auteur des ouvrages *Arménie. À l'ombre de la montagne sacrée*, Nevicata, coll. «L'âme des peuples», Ixelles (Belgique), 2015, et *Diasporologue* (avec Serge Avédikian), Thaddée, coll. «Essai/dialogue», Paris, 2017.

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 30 juin 2018

1 ^{er} SAMOA	Fête nationale
2 ITALIE	Fête nationale
5 DANEMARK	Fête nationale
6 SUÈDE	Fête nationale
10 PORTUGAL	Fête nationale
12 PHILIPPINES	Fête de l'indépend.
RUSSIE	Fête de l'indépend.
14 ROYAUME-UNI	Fête nationale
17 ISLANDE	Fête de l'indépend.
23 LUXEMBOURG	Fête nationale
25 CROATIE	Fête nationale
MOZAMBIQUE	Fête de l'indépend.
SLOVÉNIE	Fête nationale
26 MADAGASCAR	Fête de l'indépend.
27 DJIBOUTI	Fête de l'indépend.
29 SEYCHELLES	Fête nationale
30 RÉP. DÉMOCRAT. DU CONGO	Fête de l'indépend.

BOULEVERSEMENT DÉMOGRAPHIQUE EN EUROPE

Longtemps terre d'émigration, l'Europe est devenue une terre d'accueil, fortement attractive dans sa partie occidentale. Mais, dans sa partie centrale et orientale, l'exode coupe les perspectives de rebond, comme dans les Balkans (lire page 14). La crainte du déclin nourrit le discours nationaliste en Hongrie, tandis que même certaines régions d'Allemagne n'échappent pas à la

désertification (lire page 16). La longévité progresse en même temps que la médecine, mais le rêve d'une plus grande espérance de vie pour tous bute sur la dégradation des conditions et du cadre de vie (lire page 18). Au total, l'Europe a connu au cours des trois dernières décennies un apogée démographique, marqué par les bouleversements politiques et sociaux (lire ci-dessous).

Paysage après la transition

PAR PHILIPPE DESCAMPS

UNE AFFAIRE D'AMOURS, de vies et de morts... mais pas seulement. Les chiffres et les mots des démographes – nuptialité, fécondité, natalité, mortalité – révèlent avec une précision déconcertante l'histoire du temps présent, ses tourments et ses tournants. L'Europe arrive à un nouvel âge. Sa population n'augmente globalement plus depuis 1993 et devrait lentement décliner dans quelques années, comme on l'observe déjà dans une majorité de pays (1).

Le point d'inflexion historique se situe à la fin de 1989, avec la chute du mur de Berlin. Ce symbole puissant de la réunification du continent marque rétrospectivement l'apparition de nouvelles divisions, en particulier dans la répartition du travail et des richesses. Celles-ci ont provoqué en Europe centrale et orientale un cataclysme démographique plus aigu et plus tenace que ne le fut celui de la première guerre mondiale en Europe occidentale.

Durant les années 1950 à 1970, la coexistence de deux grands systèmes géopolitiques n'empêchait pas une forte convergence. Au-delà des démarcations régionales, partout, la mortalité s'inclinait, largement dépassée par la natalité, tandis que les courbes de l'espérance de vie s'envolaient. Avec 30 millions de personnes d'écart en 1989, contre 60 millions en 1950, la population de l'Est (2) rattrapait lentement celle de l'Ouest. Par la suite, le paysage a été entièrement chamboulé, non seulement du fait de l'achèvement de la transition démographique – les courbes de la natalité rejoignent celles de la mortalité –, mais surtout en raison de la transition économique et sociale dans l'Est. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer la population de la France et celle de l'Ukraine (voir les graphiques page 17). Jusqu'en 1989, leur progression était parallèle. Depuis, la première a gagné 9 millions d'habitants ; la seconde en a perdu autant...

Plus en détail, l'évolution des trente dernières années dessine trois groupes assez distincts. Dans le premier, celui du Nord-Ouest (pays nordiques, îles Britanniques, Benelux, Suisse et France), le nombre des naissances dépasse toujours celui des morts. Ce solde naturel durablement positif se double d'un solde migratoire positif – un excédent des entrées sur les sorties du territoire. Résultat : la population a progressé d'au moins 10 % depuis 1989. En dépit d'un indice de fécondité supérieur à la moyenne européenne, ces pays n'échapperont pas au vieillissement, notamment du fait des classes d'âge pléthoriques des années 1945 à 1965 et des gains d'espérance de vie.

Dans les pays du deuxième groupe, germaniques et du Sud, le solde naturel est devenu nul, voire négatif, mais il est compensé par un solde migratoire positif. Dès la fin des années 1960 pour l'Allemagne, et dès le début des années 1970 pour l'Italie et l'Autriche, l'indice de fécondité s'est effondré, pour se fixer durablement entre 1,4 et 1,5 enfant par femme – soit bien en dessous du seuil de renouvellement des générations (2,1). L'Allemagne n'a évité le dépeuplement qu'en attirant en masse des travailleurs étrangers, dont beaucoup venus de pays voisins (voir la carte ci-dessus). Depuis 1987, son solde migratoire connaît un excédent cumulé colossal : 10 millions de personnes...

L'Espagne, le Portugal et la Grèce ont connu au début des années 1980 la même chute de la fécondité, puis un afflux d'étrangers dans les années 1990. L'Espagne a ainsi attiré 6 millions de personnes de plus qu'elle n'en a perdu. Celles-ci venaient principalement du Maroc, d'Amérique latine et d'Europe centrale, sans oublier de nombreux retraités britanniques ou allemands, ni les émigrés rentrant au bercail. Selon plusieurs indicateurs (mortalité infantile, espérance de vie, etc.), ces trois pays, soumis à des dictatures jusqu'au milieu des années 1970, étaient alors à la traîne vis-à-vis de l'Europe centrale et orientale – qu'ils ont largement dépassée depuis. Après avoir connu l'émigration jusqu'à la fin des années 1980, puis une forte immigration, ils voient de nouveau une partie de leur jeunesse chercher un emploi à l'étranger depuis la crise financière de 2008 et seront confrontés à un vieillissement très rapide.

SOMMAIRE DU DOSSIER

PAGES 14 ET 15 : Cet exode qui dépeuple les Balkans, par Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin.

PAGES 16 ET 17 : Un fonds de commerce pour les nationalistes hongrois, par Corentin Léotard et Ludovic Lepeltier-Kutasi.

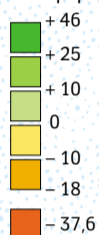
Spirale du vide dans l'est de l'Allemagne, par Rachel Knaebel.

PAGE 18 : Longévité, les limites d'une espérance, par Claude Aubert.

Cartographie : Cécile Marin.

Attraction occidentale

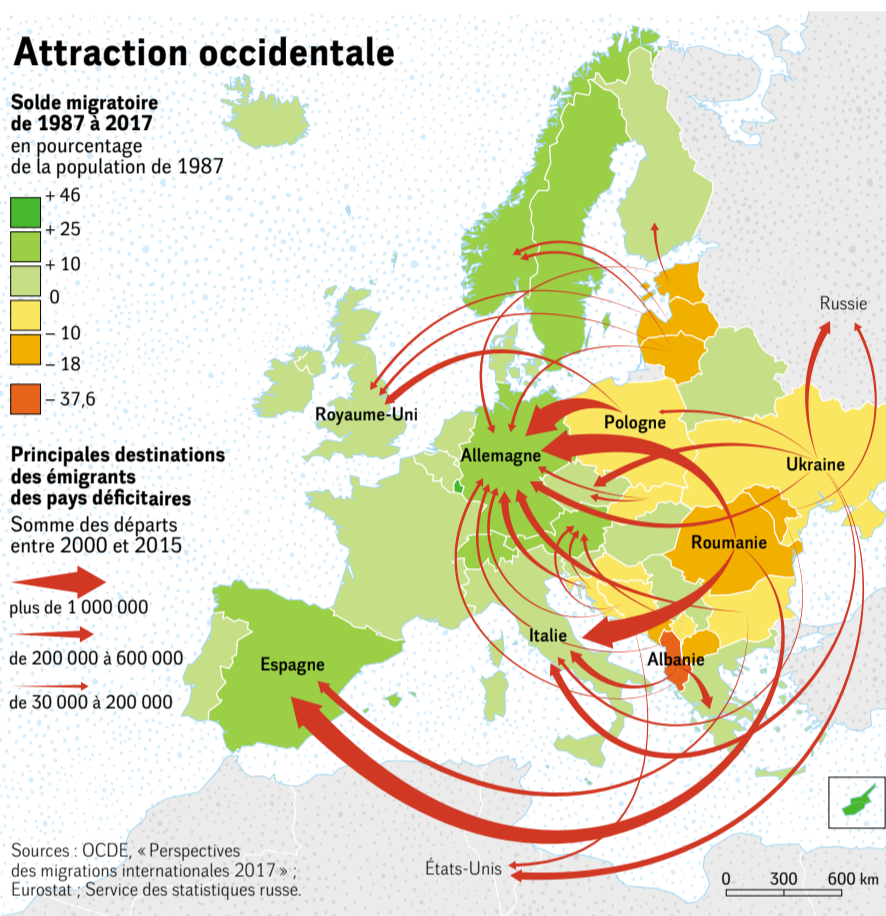
Solde migratoire de 1987 à 2017 en pourcentage de la population de 1987



Principales destinations des émigrants des pays déficitaires
Somme des départs entre 2000 et 2015



Sources : OCDE, « Perspectives des migrations internationales 2017 » ; Eurostat ; Service des statistiques russe.



Le troisième groupe rassemble pratiquement toute l'Europe centrale et orientale, en mettant de côté la Russie et ses particularités (3). Cette région cumule un solde naturel négatif et un solde migratoire qui l'est tout autant. Comme le résume une boutade locale : « *Le plus dur dans le communisme, c'est la fin du communisme !* » En trente ans, la Roumanie a perdu 3,2 millions d'habitants, soit 14 % de sa population de 1987. L'hémorragie a été encore plus intense chez ses voisins : 16,9 % en Moldavie, 18 % en Ukraine, 19,9 % en Bosnie, 20,8 % en Bulgarie et en Lituanie, ou encore 25,3 % en Lettonie. Peut-on imaginer une France qui aurait perdu le quart de sa population de 1987 et qui n'aurait plus que 41 millions d'habitants ?

GLOBALLEMENT un peu plus féconde que l'Europe occidentale avant 1989, cette région était toutefois affectée par une mortalité plus forte et par le plafonnement de l'espérance de vie dans les décennies 1970 et 1980. Efficace contre les maladies infectieuses, le système de soins s'était révélé impuissant à réduire le nombre de maladies cardiovasculaires et de cancers. Le décalage sanitaire se creusant dans les années 1970, les autorités soviétiques décidèrent même de suspendre en 1975 la publication de certaines données...

Après la chute du mur de Berlin et l'imposition du capitalisme sauvage, la mortalité sous toutes ses formes a bondi, en particulier chez les hommes, tandis que la fécondité s'écroulait. On pourrait citer de nombreux exemples, comme celui de l'Allemagne de l'Est, qui a observé un doublement des cirrhoses en trois ans, ou des accidents de la route dès 1990, alors que le nombre d'enfants par femme était divisé par deux. Loin de se rapprocher de ceux de l'Ouest, beaucoup d'indicateurs s'en sont d'abord éloignés, notamment l'espérance de vie.

L'Europe centrale et orientale se distingue surtout du reste du continent par l'exode qu'elle subit, et qui est souvent celui de la frange la plus jeune, la plus instruite, la plus entreprenante sur le plan économique, politique ou social. Profitant d'une liberté de déplacement et d'installation nouvelle, beaucoup y voient la solution pour échapper au déclassement et à l'appauvrissement promis. C'est toujours une réponse au dumping social quand, pour le même travail, le salaire représente à peine le tiers de celui pratiqué de l'autre côté de la frontière, comme entre Bratislava et Vienne. Cette émigration dépasse celle que l'on observe en Afrique, avec un solde migratoire cumulé qui dépasse partout 10 % de la population de 1987, voire 16 % en Lettonie, 17,1 % en Moldavie ou 17,8 % en Lituanie ! Marginalisés par la logique d'attractivité des politiques européennes, soumis à la volonté des entreprises étrangères sur leur sol et rétifs à l'immigration, ces pays semblent aspirés dans une spirale.

Le parcours singulier de la Slovaquie, qui, par sa démographie, se rapproche davantage du deuxième groupe, rappelle son refus des thérapies de choc et son choix d'une approche beaucoup plus gradualiste dans l'introduction de l'économie de marché. C'est en partie vrai aussi pour la Tchéquie, qui a rompu dès 1992 avec les politiques de restriction salariale

dictées par les experts occidentaux, et organisé la création d'un tissu dense de petites et moyennes entreprises. Enfin, quelques pays balkaniques (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro et Kosovo) ont un solde naturel positif, et un solde migratoire (très) négatif sur la période (-37,6 % de la population pour l'Albanie). Ces pays pourraient bientôt rejoindre le troisième groupe, si on en croit l'évolution récente de leur fécondité, passée en dessous de la moyenne européenne.

Pénurie de main-d'œuvre, poids des retraités et des personnes dépendantes, certains défis du vieillissement seront communs à tous les pays européens, même si une mortalité précoce le retarde dans l'Est. Mais les situations apparaissent bien différentes entre ces trois groupes. Les moyens d'y répondre seront sans commune mesure, quand, par exemple, le revenu moyen d'un Moldave représente – selon la Banque mondiale – à peine un trentième de celui d'un Luxembourgeois.

LA RECHERCHE d'un meilleur équilibre entre les générations suppose de balayer les vieux schémas de la famille ou de la place des femmes dans la société. Les pays où naissent le plus d'enfants sont ceux où l'on enregistre le plus de naissances hors mariage et où les femmes sont les plus actives (groupe du Nord-Ouest). Comme le relève le démographe Alain Monnier, en Scandinavie, « *un ensemble de dispositions offre la possibilité de travailler aux femmes qui ont des enfants, avec une protection sociale étendue qui permet d'envisager l'avenir familial avec sérénité, et enfin une conception plus égalitaire des rapports entre hommes et femmes* (4) ». Un rôle déterminant revient aux hommes, la fécondité restant atone

lorsqu'ils ne prennent pas leur part dans la sphère privée (garde, congé parental, tâches quotidiennes), en particulier dans le sud de l'Europe.

Les mesures purement natalistes, à l'exemple de celles mises en œuvre en République démocratique d'Allemagne en 1976 ou en Suède dans les années 1980, peuvent avoir des effets, mais ils sont rarement immuables. C'est la concordance des politiques sociales permettant aux parents d'avoir autant d'enfants qu'ils le désirent qui compte, précise un collectif de démographes : « *Les politiques ayant un impact sur les décisions des couples sont celles qui se maintiennent durablement en contribuant à un climat social favorable aux familles et qui assurent un soutien cohérent et continu tout le long de l'enfance* (5) ».

Sur le plan géopolitique, le poids démographique n'est peut-être pas sans importance. La Révolution française n'aurait sans doute pas eu le même écho si le pays de Robespierre n'avait pas été le plus peuplé d'Occident à l'époque. Avec 28 millions d'habitants (6), la France comptait en 1789 trois fois plus d'habitants que l'Angleterre et le Pays de Galles (8 millions au total), pratiquement autant que tout l'Empire russe ou que les deux Amériques réunies. Mais, à la même période, la Chine représentait plus du tiers de la population mondiale, soit dix fois plus que la France, avec un rayonnement limité à l'Asie (7). Depuis deux siècles, le poids démographique relatif de la Chine sur la planète a diminué de moitié, mais pas son poids géopolitique.

Essorés par les guerres napoléoniennes, la révolution industrielle et l'exode rural, les Françaises et les Français furent les premiers en Europe à réduire leur fécondité. À tel point que, en dépit d'une émigration restée faible, la France n'était plus que le cinquième pays du continent par sa population en 1950, avec 4 millions d'habitants de moins que l'Italie. Aujourd'hui, les « déclinologues » devraient relire les alarmes intempestives de leurs ancêtres Michel Debré ou Pierre Chaunu, qui prédisaient dans les années 1970 l'arrivée d'une « peste blanche » : la « *société sans enfants* ». La France est déjà redevenue troisième, avec 67 millions d'habitants, et pourrait doubler l'Allemagne d'ici à vingt-cinq ans (8). À l'horizon 2050, les Européens ne représenteraient plus qu'un Terrien sur treize. Mais on se gardera de prendre les projections pour des inventaires : qui avait prévu la chute du mur de Berlin ?

(1) L'apogée est un peu plus tardif si on ne compte que l'Union européenne. Sauf mention particulière, les données sont celles de l'Institut national d'études démographiques (INED), Paris.

(2) Partie européenne de l'URSS, Albanie, Allemagne de l'Est, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie.

(3) Lire « La Russie en voie de dépeuplement », *Le Monde diplomatique*, juin 2011.

(4) Alain Monnier, *Démographie contemporaine de l'Europe. Évolutions, tendances, défis*, Armand Colin, Paris, 2006.

(5) Alexandre Avdeev (sous la dir. de), « Population et tendances démographiques des pays européens (1980-2010) », *Population*, vol. 66, n° 1, INED, 2011.

(6) Michel-Louis Lévy, « La population de la France en 1989 et 1789 », *Population & Sociétés*, n° 233, INED, mars 1989.

(7) Jean-Claude Casanova et Béatrice Dedingier, « L'Europe de 1800 à 2055 », *Commentaire*, n° 161, Paris, printemps 2018.

(8) Organisation des Nations unies, projections de la population mondiale, 2018.

Cet exode qui dép

Membres ou non de l'Union européenne, tous les pays du sud-est du continent sont frappés par une crise démographique sans précédent : à un solde naturel négatif s'ajoute une émigration massive. Le départ des plus entreprenants compromet l'avenir économique et politique.

PAR NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX
JEAN-ARNAULT DÉRENS
ET LAURENT GESLIN *

OLGA, Petar, Marko, Goran, Svetlana... En quelques heures, un « mur des lamentations » improvisé, dressé le 17 octobre 2017 en plein centre de Banja Luka, la principale ville de la Republika Srpska, l'entité serbe d'une Bosnie-Herzégovine toujours divisée, s'est couvert de centaines de noms, formant un monument éphémère à une communauté en train de disparaître. L'organisation ReStart Srpska avait appelé les citoyens à venir inscrire les noms de leurs proches « partis à l'étranger dans l'espoir d'une vie meilleure », comme l'explique son animateur, M. Stefan Blagić. Ce jeune homme de 27 ans n'en finit plus de compter ses amis qui ont pris la route de l'exil. « Même les plus diplômés sont prêts à accepter n'importe quel emploi. Il vaut mieux travailler pour 1 000 euros par mois dans un supermarché en Occident que pour 400 euros ici. » Parmi les destinations les plus courues : l'Allemagne, l'Autriche, mais aussi la Slovaquie.

Ce mouvement d'exode frappe toute la Bosnie-Herzégovine. M. Paša Baraković, 25 ans, habite Tuzla, dans la Fédération de Bosnie-Herzégovine (croato-bosniaque), l'autre entité du pays. Cette grande ville ouvrière en déshérence fait toujours figure de bastion de la gauche antinationnaliste. Ici, Bosniaques (musulmans), Croates et Serbes ont vécu ensemble, même durant les années les plus noires du conflit (1992-1995). Enfant de l'après-guerre, M. Baraković a grandi dans un pays ravagé par une interminable transition qui s'est soldée par un pillage systématique des ressources publiques à travers les privatisations. Avec, en guise de démocratie, une monopolisation du pouvoir par les formations nationalistes de chaque communauté : le Parti d'action démocratique (SDA, musulman), le Parti des sociaux-démocrates indépendants (SNSD, serbe) et la Communauté démocratique croate (HDZ).

« LES GENS ONT PERDU TOUT ESPOIR. ILS NE CROIENT PLUS LE MOINDRE CHANGEMENT POSSIBLE »

M. Baraković s'est déjà rendu à plusieurs reprises en France, à Besançon, pour travailler au noir dans le bâtiment. Au pays, il était parfois employé dans des stations-service, pour 300 euros par mois. « Il faut payer son essence pour se rendre au travail. Avec le repas de midi et les cigarettes, on dépense plus qu'on ne gagne. » Il a finalement décidé de s'inscrire dans une école médicale privée, sésame pour obtenir un contrat de travail en Allemagne, dont les maisons de retraite embauchent massivement dans les Balkans. « J'ai payé ma formation 2 600 marks convertibles [environ 1 300 euros] et j'ai pris des cours d'allemand qui m'ont coûté 465 marks, plus 265 marks pour m'inscrire à l'examen de niveau B2. » Il attend désormais son visa et le permis de travail promis par une clinique de Düsseldorf. On lui a garanti un salaire mensuel de 1 900 euros les six premiers mois, puis de 2 500 euros, ce qui lui permettra de faire venir sa femme et sa petite fille, âgée de quelques mois. La Bosnie-Herzégovine ? M. Baraković y reviendra tant que ses parents travailleront – sa mère est institutrice, son père policier –, mais, quand sonnera l'heure de leur retraite, il espère pouvoir aussi les accueillir en Allemagne.

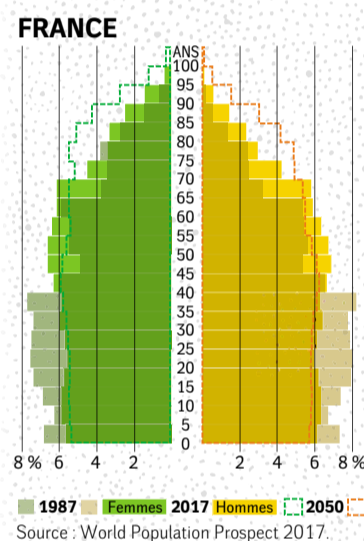
Les écoles de langue privées se multiplient à Tuzla. Dans une salle de l'une d'entre elles, la Deutsch als Fremdsprache (« allemand comme langue étrangère »), une vingtaine d'étudiants planchent sur des exercices de grammaire. « Il y a trois ans, le réseau Glossa de Banja Luka, qui compte déjà une douzaine d'écoles à travers la Bosnie-Herzégovine, a voulu en ouvrir une à Tuzla, et je me suis dit que je devais me lancer. Nous avons toujours plus d'élèves », se réjouit M^{me} Alisa Kadić, la directrice, par ailleurs professeure d'allemand dans le secondaire. Grâce à un accord passé entre l'Agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ) et le gouvernement de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, certains employeurs occidentaux financent des cours intensifs de quatre mois et demi à leurs futurs salariés. « Tout le monde y gagne, à commencer par les entreprises allemandes, qui dépensent beaucoup plus en formant leurs employés sur place, commente M^{me} Kadić. Des inspecteurs du Goethe Institut et de l'Österreich Institut de Sarajevo viennent faire passer les tests tous les mois. » Les candidats au départ doivent parfois accepter de revoir leurs prétentions à la baisse en fonction des besoins du marché : « Des kinésithérapeutes sont partis travailler comme aides-soignants, car l'Allemagne n'a pas besoin de leur spécialité. »

Personne ne tient de statistiques des départs, ni les autorités cantonales ni celles de l'État. Dans tous les pays de la région, ils sont difficilement quantifiables, car ils ne donnent pas lieu à une déclaration officielle. M. Admir Hrustanović, qui dirige le bureau de l'emploi du

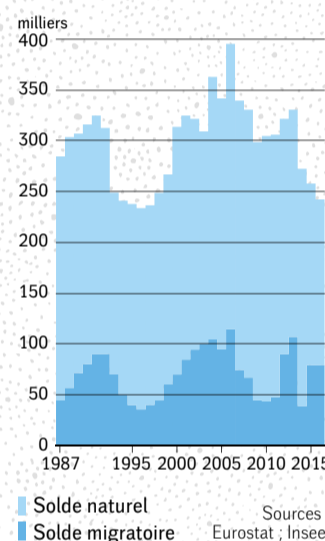
canton de Tuzla et hoche la tête avec désolation, tient ses propres comptes, ceux du chômage, qui révèlent en creux l'ampleur du mouvement. En 2017, 98 600 personnes avaient un emploi dans le canton, tandis que 84 500 en étaient dépourvues, mais le nombre de chômeurs régresse : ils étaient 91 000 en 2016. « Notre bureau offre des emplois en Autriche et en Slovaquie, car nous avons des accords avec ces pays. L'an dernier, cependant, seules 1 500 personnes ont été embauchées par l'entremise de nos services. Les autres ont disparu des statistiques, ce qui signifie qu'elles sont parties à l'étranger sans nous le signaler. C'est comme cela que l'on fait croire que la situation économique s'améliore. » Cet exode ne semble guère incommoder les dirigeants politiques du pays. Bien au contraire : il fait baisser les chiffres du chômage et sert d'exutoire aux tensions sociales. Ceux qui partent sont autant de citoyens qui auraient pu exprimer leur colère lors d'élections auxquelles, de l'étranger, ils risquent fort de ne pas prendre part.

Les candidats au départ sont plutôt des jeunes, diplômés ou disposant de qualifications techniques qui auraient pu être utiles à leur pays. « Il y a trois groupes », explique le démographe Aleksandar Čavić, qui est aussi vice-président du Parti progressiste (conservateur) : « Ceux qui n'ont pas de travail ; ceux qui en ont un, mais très mal payé ; et ceux qui ont un bon emploi, correctement rémunéré, mais qui redoutent l'insécurité politique et jugent impossible d'élever convenablement leurs enfants dans un pays comme la Bosnie-Herzégovine. » Analyste politique à la Fondation Friedrich Ebert à Banja Luka, Tanja Topić met en exergue le délabrement du système éducatif du pays,

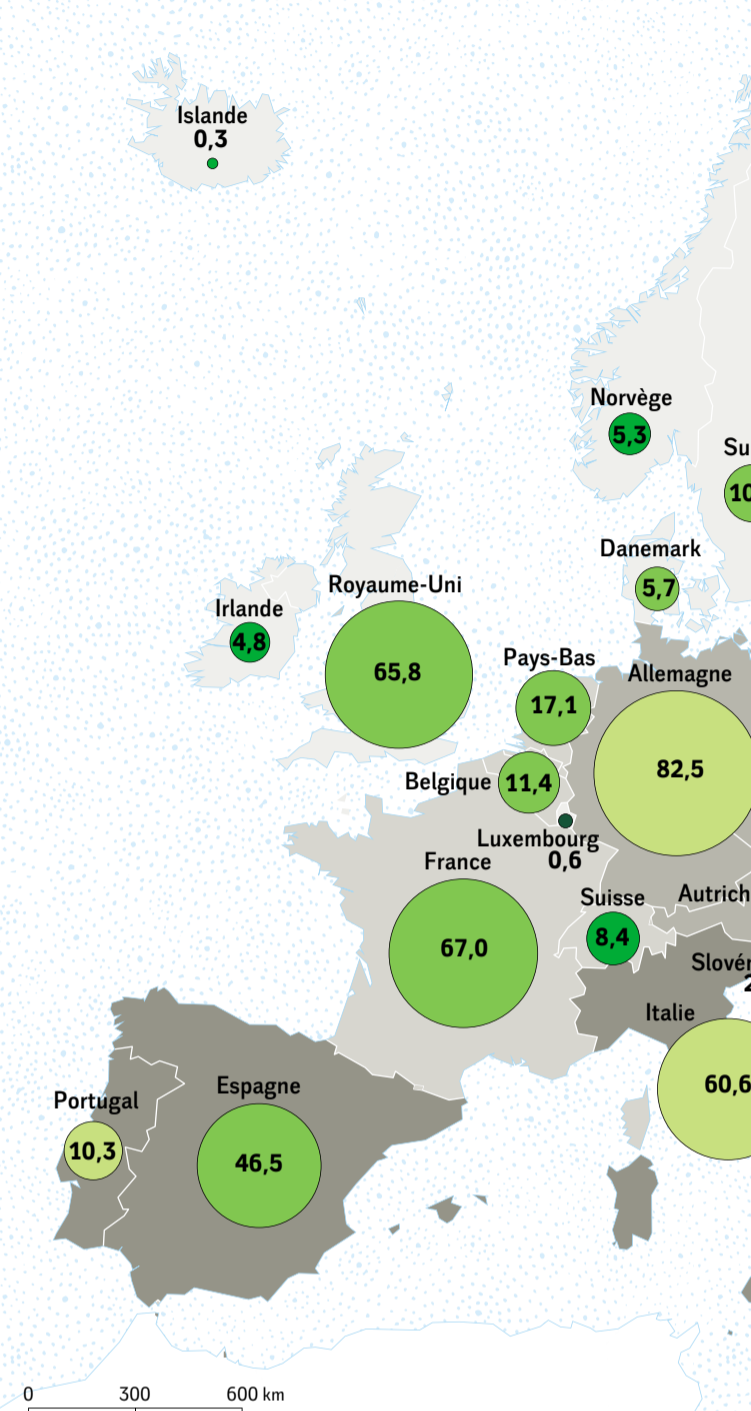
Répartition par âges



Variation annuelle



Fractures Est-Ouest



la généralisation des universités privées qui vendent leurs diplômes, ou encore l'impérieuse nécessité du piston et des recommandations politiques pour obtenir n'importe quel emploi. Le constat est le même dans les deux entités du pays. « Autrefois, grince M. Jasmin Imamović, maire de Tuzla et figure emblématique de la gauche bosnienne, nous avions un système de parti unique, mais, pour attribuer un emploi, on regardait les diplômes et les compétences. Aujourd'hui, nous avons trois partis ethniques qui tendent à se comporter comme des partis uniques au sein de leurs communautés respectives, et c'est par eux qu'il faut passer pour obtenir un job. »

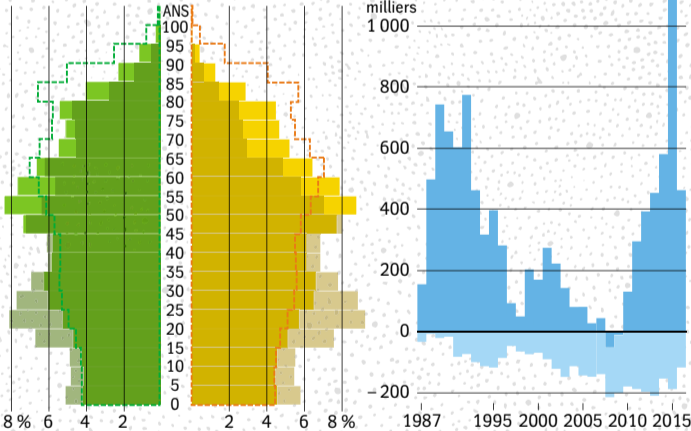
« Les gens partent parce qu'ils ont perdu tout espoir. Ils ne croient plus le moindre changement possible », assure M^{me} Jasna Jašarević, de la Fondation citoyenne de Tuzla. En février 2014, la ville a été l'épicentre du « mouvement des plénums » (1), une puissante révolte sociale contre la corruption de la classe politique et la gabegie des privatisations. La mobilisation avait débuté dans des usines mises à l'encan, dont les travailleurs n'étaient plus payés depuis des mois, avant de gagner l'ensemble de la société. Mais, si le mouvement a vite obtenu la démission des autorités cantonales, il n'a pas tardé à se décomposer en querelles intestines. « 2014 a été une année de basculement, analyse M^{me} Jašarević. L'échec des plénums a sonné le glas de nos espoirs. Puis, au mois de mai, la région a été ravagée par des inondations meurtrières, sans que les autorités réagissent. Les gens savent que de telles catastrophes se reproduiront et que nos institutions ne seront pas plus efficaces. Comment imaginer son avenir dans un tel pays ? »

LES BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE DE L'ALLEMAGNE SEMBLENT INEXTINGIBLES

« Nous voulons rester ici, nous ne voulons pas émigrer ! », scandaient les partisans des plénums, tout comme les manifestants qui sont descendus dans les rues de Serbie en avril 2017 pour protester contre l'élection contestée de M. Aleksandar Vučić à la présidence de la République. La mobilisation, qui a duré plusieurs semaines, s'est très vite élargie à l'ensemble des défis de la transition libérale que connaît la Serbie. Des revendications similaires se faisaient entendre lors de la « révolution des couleurs » de 2016 en Macédoine. Après l'échec enregistré dans tous les pays, les jeunes animateurs de ces mouvements ont souvent été les premiers à s'en aller. Les départs contribuent aussi à assécher les espoirs de changement.

Dans les Balkans, l'émigration est une tradition ancienne. À l'époque de la Yougoslavie socialiste, beaucoup d'hommes allaient déjà travailler en Allemagne ou en Autriche comme *Gastarbeiter* – littéralement « travailleurs invités ». Devenu *gastarbajter* en serbo-croate, ce terme a pris le sens d'« émigré » dans toute l'ancienne Yougoslavie. Puis les guerres des années 1990 ont provoqué d'importants exodes.

ALLEMAGNE



Aujourd'hui encore, des familles entières quittent la Bosnie-Herzégovine, et même la Croatie voisine, pourtant membre de l'Union européenne depuis 2013. Dans ce dernier pays, seules la capitale, Zagreb, les villes côtières et les zones les plus touristiques tirent à peu près leur épingle du jeu. Il suffit de s'éloigner de quelques kilomètres du littoral pour entrer dans des régions en voie de désertification rapide, tout comme le centre et l'est du pays.

Au lycée de Nova Gradiška, une petite ville de Slavonie adossée à l'autoroute qui file vers la Serbie, les comptes sont vite faits : 343 élèves à la rentrée scolaire 2017, contre 465 en 2012, soit une diminution de 26 %. « Dans la commune, nous avons un cinéma, un théâtre, un hôpital, deux maternités, mais il n'y a pas de travail », soupire M^{me} Ljiljana Ptačnik, la directrice de l'établissement. Quelques entreprises sont bien venues s'installer dans le nouveau parc industriel de la ville, néanmoins les salaires demeurent faibles. « Quand nous avons rejoint l'Union européenne, nous pensions que la situation allait s'améliorer, mais les jeunes n'ont plus la patience d'attendre un hypothétique avenir meilleur. » Le lycée voit même partir ses enseignants : à la dernière rentrée, la professeure d'arts plastiques a suivi son compagnon en Autriche – « et nous avons les plus grandes difficultés à la remplacer », précise la directrice. La municipalité de Nova Gradiška comptait 17 071 habitants lors du recensement de 1991, 14 229 en 2011, et l'émigration serait encore plus marquée ces cinq dernières années, amputant toujours davantage les forces vives et emportant les jeunes générations qui auraient pu assurer le renouvellement de la population. « Avec l'entrée dans l'Union, beaucoup de gens craignaient que des Occidentaux n'arrivent pour acheter toutes les terres. Mais ce sont les Croates qui partent en nombre », déplore M^{me} Ptačnik.

* Journalistes au Courrier des Balkans. Auteurs de *Là où se mêlent les eaux. Des Balkans au Caucase, dans l'Europe des confins*. La Découverte, Paris, 2018.

Un fonds de commerce

Amorcée dès le début des années 1980, la baisse de la fécondité conduit la Hongrie à un déclin, aggravé par une forte émigration. Avec un million d'habitants en moins depuis trente ans, le dépeuplement nourrit tous les fantasmes et les démagogies.

PAR CORENTIN LÉOTARD
ET LUDOVIC LEPELTIER-KUTASI *

« **C**OMMENT se fait-il qu'après mille ans nous soyons encore là ? Peut-être parce que nous avons toujours su que notre existence avait un sens, qu'il y avait ici une culture, un esprit et une âme qui ont élevé nos cœurs pendant des siècles. Nous avons gardé notre idéal d'unité et d'unification, ainsi que notre fierté nationale. » En ce jour de Fête nationale, le 15 mars 2018, M. Viktor Orbán fustige les « forces mondialistes » devant des dizaines de milliers de ses partisans. Le premier ministre hongrois prophétise la disparition de l'Europe occidentale et en appelle à la jeunesse émigrée pour défendre la patrie menacée dans sa survie par les flux migratoires : « Nous avons droit à l'existence. (...) Si la digue cède, l'inondation sera là, et l'invasion culturelle ne pourra plus être repoussée. »

Chaque année, les célébrations de la révolution de 1848 représentent un moment paroxystique dans la vie politique du pays. Trois semaines avant les élections législatives du 8 avril, le ton employé par le chef du gouvernement frappait par sa radicalité. Mais il s'inscrivait dans une obsession ancienne : la peur de disparaître en tant que nation. Depuis le traité de Trianon, en 1920, et le démembrement du royaume de Hongrie (1), la droite a développé une rhétorique puissante autour d'une « magyarité » (*magyarság*) vulnérable dans tout le bassin des Carpates, en raison d'une histoire mouvementée et d'un fort sentiment d'isolement linguistique et culturel (2). De longue date, elle a donné corps à un nationalisme démographique fondé sur trois points : la

* Respectivement journaliste, rédacteur en chef du Courrier d'Europe centrale, et doctorant en géographie, directeur de ce même site d'information.

«réunion de la nation» par-delà les frontières imposées à la Hongrie après la première guerre mondiale ; la valorisation de la famille traditionnelle par des politiques natalistes visant à enrayer une chute ancienne de la fécondité ; et, enfin, une posture paranoïaque à l'égard des groupes « autres », qu'il s'agisse des minorités de l'intérieur (Roms, Juifs) ou, plus récemment, des migrants extraeuropéens.

La montée de l'irrédentisme a marqué l'entre-deux-guerres et conduit le régent Miklós Horthy dans les bras de l'Allemagne nazie. L'amnésie imposée ensuite par le pouvoir communiste se dissipe dès sa chute, et la question magyare ressurgit. Le 2 juin 1990, le nouveau chef du gouvernement, le conservateur József Antall, déclare se sentir « affectivement et spirituellement premier ministre de quinze millions de Hongrois »... alors que le pays ne compte que dix millions d'habitants. Ce signal fort adressé aux cinq millions de locuteurs du hongrois vivant hors des frontières sera amplifié par le Fidesz, la formation libérale-conservatrice parvenue au pouvoir en 1998. Son chef, M. Orbán, se pose en protecteur des Hongrois de Serbie durant le conflit kosovar de 1999. Puis, renvoyé dans l'opposition, il soutient en 2004 l'initiative d'octroyer la citoyenneté aux ressortissants magyarophones de Roumanie, Slovaquie, Serbie, Ukraine, Autriche, Croatie et Slovénie. Mais le référendum imposé par la Fédération mondiale des Hongrois à la majorité sociale-libérale de l'époque est invalidé faute de participation.

LA NATURALISATION DES MAGYAROPHONES DE L'ÉTRANGER, AUCUN IMPACT RÉEL

Après huit années de social-libéralisme, le retour au pouvoir de M. Orbán en mai 2010 marque un tournant. Dès sa prise de fonctions, il fait voter – par un Parlement qui lui est acquis aux deux tiers – une procédure simplifiée de naturalisation des magyarophones de l'étranger. Le succès est immédiat en Roumanie, en Serbie (deux pays qui pratiquent également une politique d'octroi de passeports à leurs propres minorités extraterritoriales) et en Ukraine. En sept ans, la Hongrie naturalise plus d'un million de personnes. Pour le Fidesz, le coup est doublement gagnant : il permet de gonfler le nombre de ressortissants hongrois tout en s'assurant un solide vivier électoral (3). Lors des élections législatives du 8 avril, 378 000 Hongrois de l'étranger s'étaient inscrits et pouvaient voter sur la liste nationale, seuls les résidents disposant du second bulletin prévu par le système électoral pour le vote par circonscriptions. En définitive, 225 000 ont pris part au scrutin et 96 % d'entre eux ont voté pour le Fidesz.

Cette politique de naturalisation n'a toutefois aucun impact sur le déclin démographique – une tendance lourde. Après avoir atteint un pic de 10,8 millions d'habitants en 1980, la Hongrie n'a cessé d'en perdre et en comptait moins de 9,8 millions en 2017. Selon la projection médiane des Nations unies, ils pourraient être moins de 8 millions avant 2060 (4). En septembre 2010, quatre mois après la prise de pouvoir du Fidesz, l'Association nationale des familles nombreuses avait mis en scène le passage du pays sous la barre symbolique des 10 millions d'habitants, avec un compte à rebours géant installé sur une artère du centre-ville de Budapest.

Lors des élections de 2010, la profession de foi du Fidesz accordait une place de choix à la famille : « La santé intellectuelle et mentale de la Hongrie et de l'Europe dépendra de notre capacité à restaurer et à préserver la santé des familles tant dans notre patrie que dans une Europe commune. (...) Nous devons dépasser l'approche bornée consistant à ramener la question des familles et celle de la maternité exclusivement à la sphère personnelle », affirmait ainsi son « Programme de coopération nationale » (5). Diverses mesures ont été envisagées – sans être mises en œuvre – pour stimuler la natalité : accorder des ristournes sur les prêts étudiants pour récompenser les diplômés qui ont procréé pendant leurs études, attribuer des points retraite en fonction du nombre d'enfants, et même octroyer un droit de vote élargi aux familles nombreuses. Le gouvernement a finalement opté pour une politique d'allocations familiales plus classique et largement inspirée du système français, ainsi que des avantages fiscaux et une batterie de mesures permettant de mieux concilier vies familiale et professionnelle. Sa mesure-phare : l'attribution d'un capital de 10 millions de forints (un peu plus de 30 000 euros) pour l'achat d'un logement neuf aux foyers ayant déjà trois enfants et aux couples qui s'engagent à en avoir autant dans les dix prochaines années.

L'indicateur conjoncturel de fécondité est tombé en dessous de deux enfants par femme dès le début des années 1980. Au plus fort des crises économiques et sociales des années 1990 – lorsque 1,5 million d'emplois furent détruits – et 2000, il est même descendu en dessous de

(1) Voir la cartographie d'Agnès Stienne « Des frontières mouvantes », *Le Monde diplomatique*, novembre 2016.
(2) Anne-Marie Losonczy et András Zemléni, « Anthropologie de la "patrie" : le patriotisme hongrois », *Terrain*, n° 17, Nanterre, octobre 1991.
(3) Corentin Léotard, « La Hongrie a naturalisé un million de personnes en sept ans ! », *Le Courrier d'Europe centrale*, 18 décembre 2017.
(4) Eurostat et Bureau central des statistiques hongrois, Kirchberg (Luxembourg) et Budapest, 2017.
(5) Bureau de l'Assemblée nationale, Budapest, 22 mai 2010.

Pôle d'attraction et principale destination des migrants en Europe, l'Allemagne connaît une désertification dans certaines régions. Depuis la réunification, le Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale a vu sa population fondre et prendre quinze ans d'âge.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
RACHEL KNAEBEL *

LONGTEMPS, Anklam, dans l'extrême nord-est de l'Allemagne, a dû sa notoriété à sa scène néonazie (1). Mais la ville souffre aussi d'un autre mal, moins visible : le vide. En 1990, elle comptait 19 000 habitants ; elle en compte un tiers de moins aujourd'hui, et ils devraient être seulement 10 000 en 2020 selon les prévisions. Entre 2000 et 2012, la part des 15-25 ans a chuté de moitié, quand celle des plus de 65 ans a augmenté de 20 %.

Pourtant, les rues pavées, la place du marché, les maisons typiques du Nord semblent comme neuves. « Beaucoup a été fait au niveau de l'urbanisme pour rendre la ville attractive », confirme M^{me} Jeannine Rösler en marchant dans le centre. « Mais tout cela n'est qu'une façade : il manque la vie derrière », souffle cette députée de La Gauche au Parlement de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, également élue à l'Assemblée du canton dont dépend Anklam. C'est la même chose dans les villes voisines de Demmin et de Pasewalk. Et partout dans la région. »

La situation d'Anklam reflète celle de tout ce Bundesland (État fédéré) encastré entre Lübeck, la mer Baltique et la frontière polonaise. Entre 1990 et 2015, la population y a baissé de 16 %, quand la Bavière, dans le Sud-Est, voyait la sienne croître de 13 %. Il est aujourd'hui le moins densément peuplé du pays, avec une moyenne de seulement 69 habitants par kilomètre carré, pour 233 dans l'ensemble du pays. Depuis la chute du mur de Berlin, en 1989, les régions de l'ex-République démocratique d'Allemagne (RDA) ont perdu près de trois millions d'habitants, du fait de la migration vers l'Ouest et de la dénatalité. « Les jeunes, et les jeunes femmes surtout, sont partis faire leurs enfants ailleurs », se déssole M^{me} Ulrike Dörnbrack, employée de la section locale de l'Union chrétienne-démocrate (CDU, conservatrice) dans la ville de Neubrandenburg. Résultat, « l'âge moyen a augmenté de quinze ans depuis 1990 : il est passé de 34 à 49 ans », déclare M. Thomas Reimann, directeur du développement du territoire au minis-

* Journaliste, Berlin.

trère régional de l'agriculture. Nous étions le Land le plus jeune en 1989 ; nous sommes aujourd'hui le plus âgé ».

« FERMER DES JARDINS D'ENFANTS, FERMER DES ÉCOLES, FERMER DES ADMINISTRATIONS... »

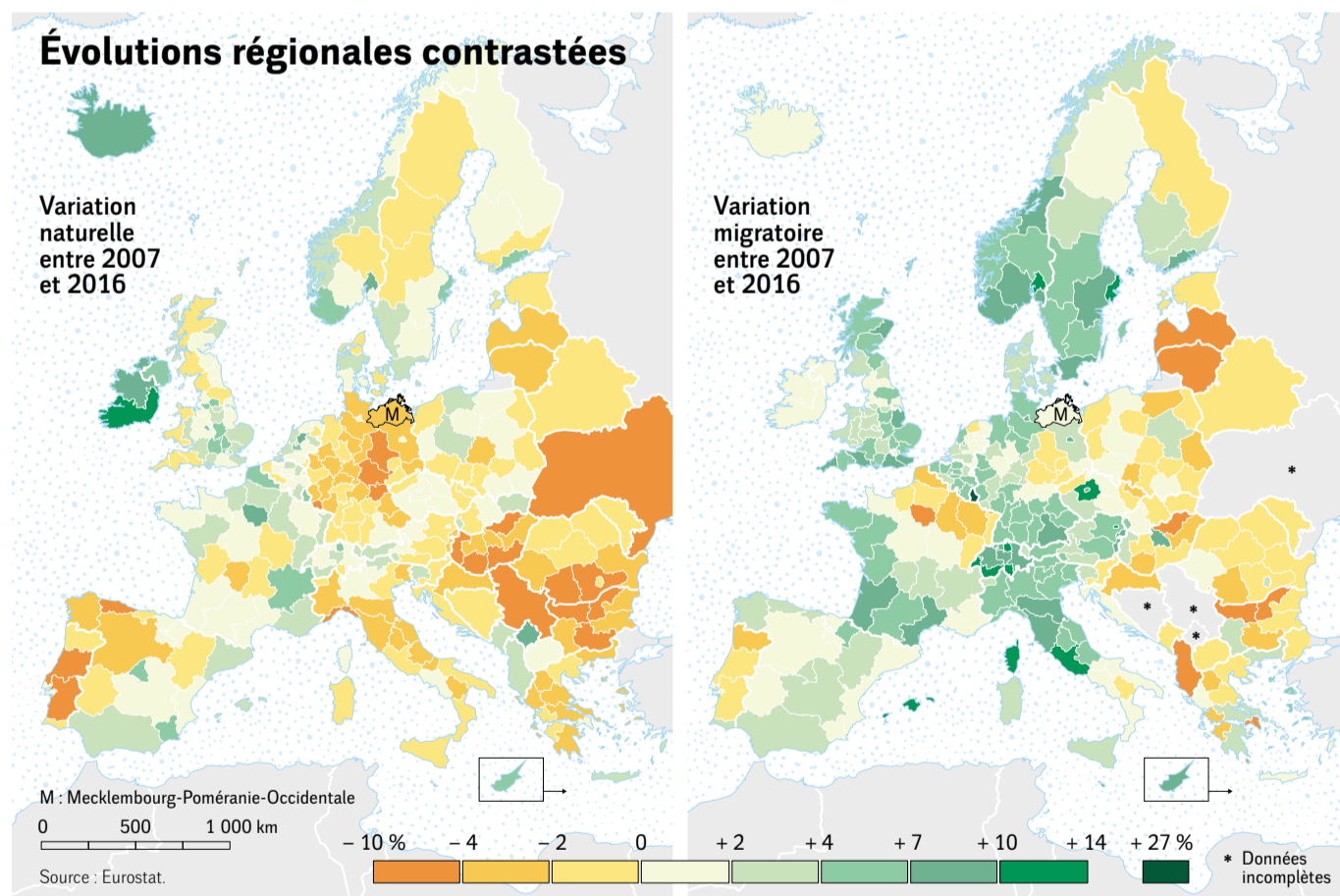
Cette transformation démographique complique la vie de ceux qui restent. « Nous n'avons plus de crèche depuis des années déjà, sans même parler d'une école, énumère M. Holger Klukas, maire depuis douze ans de Gallin-Kuppentin, à soixante kilomètres de Schwerin, la capitale du Land. Il n'y a plus non plus de possibilité de faire ses courses ici. Il n'y a rien. De temps en temps, un coiffeur passe. C'est tout. » La commune ne compte plus que 437 administrés, contre 600 il y a une dizaine d'années, dit le maire, qui survit lui-même avec le revenu

minimum Hartz IV. « Ces dernières années, la politique communale dans la région s'est essentiellement résumée à gérer la décroissance : fermer des jardins d'enfants, fermer des écoles, fermer des administrations... Il fallait tout déconstruire », raconte M. Tilo Lorenz, chef du groupe CDU à l'Assemblée du plateau des lacs mecklembourgeois. Les distances s'allongent : pour l'agriculteur qui demande un permis de construire, le quidam qui dépose une réclamation, l'élue qui visite ses administrés, chaque trajet prend plus de temps.

L'une des causes de cette distorsion du rapport entre population et administration tient à la réforme territoriale de 2011, qui a redessiné la carte des Landkreise de la région, ces cantons ou arrondissements ruraux qui assument des compétences aussi essentielles que l'aide sociale,

(1) Hubertus Buchstein et Gudrun Heinrich, *Rechtsextremismus in Ostdeutschland. Demokratie und Rechtsextremismus im ländlichen Raum*, Wochenschau Wissenschaft, Frankfurt, 2014.

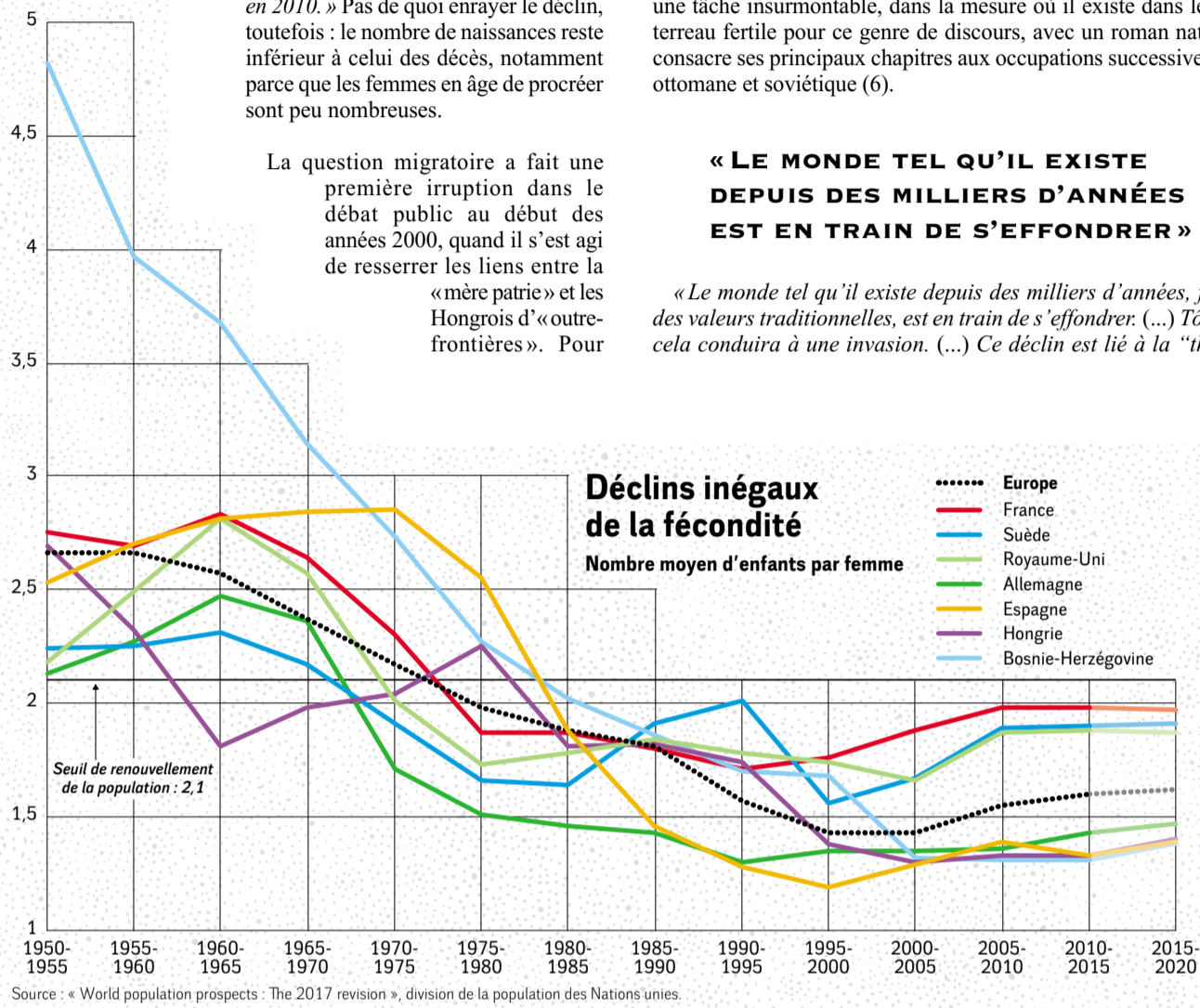
Spirale du vide dans



L'échelle régionale fait apparaître la désertification des anciennes régions industrielles, le renforcement des aires métropolitaines... ou la quête de soleil.

pour les nationalistes hongrois

1,3 enfant, avant de remonter un peu, pour atteindre 1,5 enfant par femme au cours des deux dernières années. « C'est en partie grâce au message délivré par Orbán : "Faites des enfants." On sait que les messages comptent en la matière, analyse Attila Melegh, démographe de l'université Corvinus de Budapest. Mais c'est surtout en raison de l'état du marché du travail, qui est bien meilleur aujourd'hui : on compte désormais près de 4,5 millions d'emplois, contre seulement 3,8 millions en 2010. » Pas de quoi enrayer le déclin, toutefois : le nombre de naissances reste inférieur à celui des décès, notamment parce que les femmes en âge de procréer sont peu nombreuses.



genre" et à l'attaque de notre "espace de vie" par d'autres civilisations », a déclaré le président du Parlement, M. László Kövér, confirmant le tournant nationaliste de la droite hongroise (7). Devenu un modèle à suivre pour une large frange de l'extrême droite européenne, qui l'a chaudement félicité pour sa victoire aux dernières législatives, M. Orbán a fait sienne la rhétorique du « grand remplacement », dans le sillage des identitaires français et de Renaud Camus (8).

Ce discours prend corps alors que la Hongrie se trouve frappée de plein fouet, depuis le tournant des années 2010, par un tout autre phénomène : une émigration massive vers l'ouest. Eurostat dénombrait au 1^{er} janvier dernier 460 000 citoyens hongrois installés dans un autre pays de l'Union européenne – et encore ce nombre est-il largement sous-évalué, puisqu'il ne prend en compte que les personnes enregistrées dans leur pays d'accueil. Un problème de taille pour la droite au pouvoir, à la fois en raison du déficit de main-d'œuvre qu'il implique et de la portée symbolique de cette fuite des cerveaux. Ironie du sort, le parti radical Jobbik, dépassé sur sa droite par le Fidesz, lui rétorque aujourd'hui que la question n'est pas de savoir si la Hongrie deviendra ou non un pays d'immigration, mais bel et bien si elle restera un pays d'émigration... Trois jours après sa victoire aux législatives d'avril, M. Orbán a présenté la lutte contre le déclin démographique comme le grand chantier de son nouveau mandat de quatre ans.

CORENTIN LÉOTARD
ET LUDOVIC LEPELTIER-KUTASI.

(6) Catherine Horel, « L'histoire en Hongrie aujourd'hui à travers l'interprétation du régime Horthy », Histoire@Politique, n° 31, Paris, janvier-avril 2017.

(7) Entretien sur la station InfoRádió, 15 décembre 2015.

(8) Ludovic Lepeltier-Kutasi, « Viktor Orbán et l'obsession du "grand remplacement" », Le Courrier d'Europe centrale, 29 juillet 2016.

l'est de l'Allemagne

l'aide sociale à l'enfance, l'entretien d'un certain nombre de routes, la gestion des déchets, les services de secours... Sous prétexte d'adapter les structures administratives à l'évolution démographique – et surtout pour faire des économies –, la fusion des cantons a donné naissance à des espaces géants. « Nous sommes aujourd'hui le plus grand canton du pays, plus étendu encore que la Sarre », souligne M. Lorenz.

Quatre ans plus tard, le Land a également regroupé les tribunaux administratifs. N'étant plus chef-lieu de canton, la ville d'Anklam a perdu les emplois administratifs qui allaient avec ce statut, mais aussi son tribunal, sans compter le lycée professionnel, qui a fermé et laissé vacant un vaste bâtiment en béton près du centre. « Le départ de ces structures se ressent directement sur le pouvoir d'achat, regrette M^{me} Rösler. Avec la réforme, les élus des conseils cantonaux se sont aussi éloignés des gens. Les distances à parcourir sont devenues tellement importantes qu'on ne sait plus forcément quels sont les problèmes à l'autre bout du canton. »

LES HABITANTS DE L'EST DU PAYS GAGNENT TOUJOURS 25 % DE MOINS QUE CEUX DE L'OUEST

« Aujourd'hui, sincèrement, quel conseiller cantonal connaît encore les villages ? », s'interroge M. Hartmut Kühn, retraité d'Anklam. Ce jour d'avril, l'annexe administrative qui a survécu dans la petite ville, mais qui pourrait elle aussi fermer bientôt, inaugure l'exposition d'un dessinateur local. On retrouve des employés, quelques adolescents, des personnes âgées... et M. Dietger Wille, élu conservateur et chargé des finances du canton : « Avec la réforme territoriale, les temps de décision des administrations sont devenus beaucoup plus longs. Je pense qu'il faut adapter les structures administratives au nombre d'habitants, mais la réponse n'est pas la bonne. Le véritable problème, c'est celui du financement des communes. » Et c'est un homme de droite qui le dit...

Le gouvernement régional a bien tenté d'aller au-delà du simple remembrement administratif, par exemple en offrant une bourse de 300 euros par mois à des étudiants en médecine qui s'engageaient à s'installer dans les zones les plus touchées par la désertification médicale. Il a également lancé un programme de redynamisation des villages, ainsi qu'une campagne pour attirer de jeunes enseignants... « Des gouttes d'eau dans la mer ! », tranche M^{me} Rösler. Le vrai obstacle, ici, c'est le niveau des revenus. Ils sont trop bas. » Plus d'un quart de siècle après la réunification, les habitants des régions orientales gagnent environ 25 % de moins que leurs concitoyens de l'Ouest. Et, dans les zones les plus à l'est du Land, près de la frontière polonaise, le chômage dépasse toujours 10 % (contre 8,8 % dans l'ensemble de la région et moins de 5,5 % dans le pays) (2).

En 2016, aux élections régionales, le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) a récolté 20 % des voix dans l'État fédéré. Son score montait à 26, 27 et même 32 % dans les circonscriptions les plus à l'est. Le Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD), le parti

néonazi, avait en outre réuni 3 % des suffrages au niveau du Land, et jusqu'à 8 % dans l'une des circonscriptions orientales (3). Une réaction à l'immigration ? C'est peu probable : moins de 6 000 demandeurs d'asile se sont installés en 2016 en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale ; l'État-région compte 4 % d'habitants étrangers, contre plus de 11 % à l'échelon fédéral (4). Deux mois après le scrutin, les autorités du Land ont créé pour la Poméranie un secrétariat d'État spécifique. La secrétaire d'État dispose d'un fonds pour subventionner des projets, mais de 3 millions d'euros seulement.

« Les facteurs qui expliquent le niveau du vote pour l'AfD dans la région sont évidemment nombreux. Mais la réforme territoriale de 2011 est souvent citée », souligne Felix Rösler, économiste à l'antenne de Dresde de l'Institut d'analyses économiques (CES-IFO) et auteur d'une enquête sur les effets politiques de la recomposition administrative en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. « Dans les communes qui se trouvent dans les cantons les plus étendus créés par la fusion de 2011, l'AfD obtient des scores plus forts qu'ailleurs. Les économies engendrées par la réforme sont plutôt minimes, car l'allongement des distances coûte de l'argent. Le seul point sur lequel on économise vraiment, c'est le personnel. Or c'est grâce à lui que la relation se maintient avec les administrés, qui se plaignent de ne plus connaître leurs représentants. » L'étretement de la carte et l'éloignement des services publics accroissent ainsi le discrédit du monde politique, déjà accusé d'être coupé de la population. « Avec la réforme de 2011, les gens se sont dit : "Nous ne valons donc même plus assez pour avoir des administrations sur notre territoire", explique M^{me} Rösler. Et les nombreux habitants qui se sont engagés contre cette réforme ont été tout simplement ignorés. »

M. Lars Tschirschwitz, responsable d'une antenne de la centrale régionale pour la culture politique, travaille justement à l'organisation d'un débat avec les candidats à l'élection cantonale, qui a lieu quelques semaines plus tard. L'AfD y sera présente. Mais le trentenaire se veut optimiste. « À un moment, on disait presque qu'on allait bientôt éteindre la lumière ici. C'est exagéré. Le tourisme se développe. Des gens des grandes villes, de Berlin [distante de 180 kilomètres], viennent s'installer dans la région. C'est un développement que le politique n'avait pas vu venir ni planifié », commente ce géographe de formation. De fait, la population du Land s'est plutôt stabilisée ces dernières années, prenant le contre-pied des prévisions les plus pessimistes. « Dans ma ville, nous perdions en moyenne 100 habitants par an, témoigne M. Michael Sack, le maire de Loitz, une commune de 4 300 habitants. La tendance a changé l'année dernière : nous en avons gagné 8 ! Cela peut sembler peu, mais, pour nous, c'est déjà quelque chose. »

RACHEL KNAEBEL.

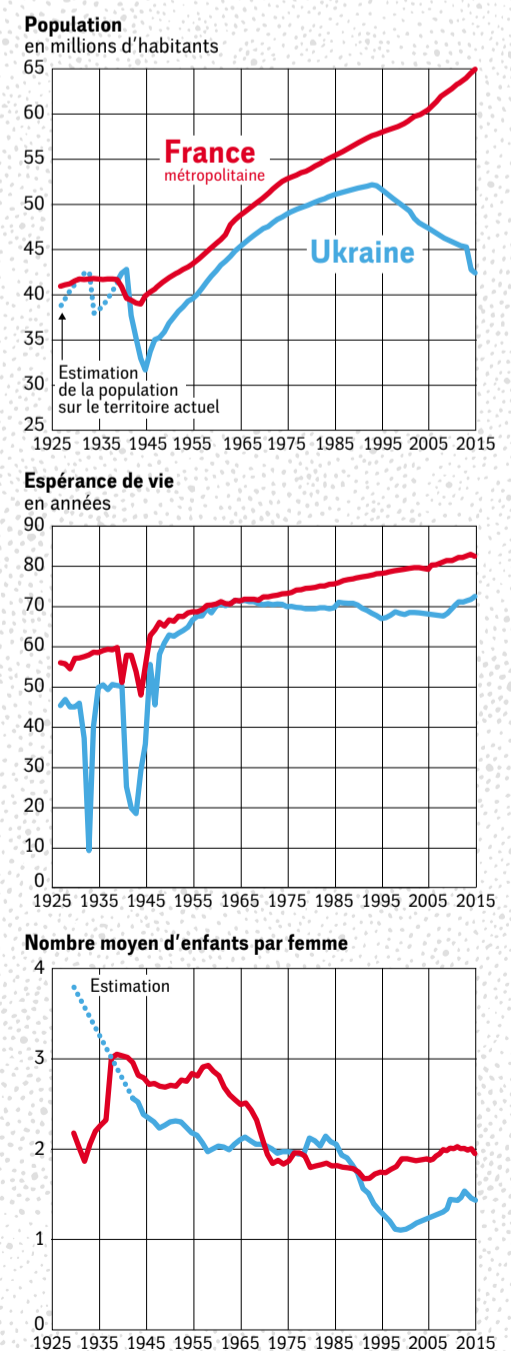
(2) « Jahresbericht zum Stand der Deutschen Einheit 2016 », ministère fédéral de l'économie, Berlin, 2016 ; Agence fédérale pour l'emploi, Nuremberg ; « Statistisches Jahrbuch Mecklenburg-Vorpommern 2017 », Bureau des affaires intérieures de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, bureau des statistiques, Schwerin, 2017, www.laiv-mv.de

(3) Aux élections législatives de 2017, l'AfD a aussi obtenu en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale un score (18,6 %) largement supérieur à celui de l'ensemble du pays (12,6 %).

(4) Bureau des affaires intérieures de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, bureau des statistiques, www.laiv-mv.de

HISTOIRES PARALLÈLES

À la veille de la seconde guerre mondiale, l'Ukraine et la France avaient non seulement des superficies quasi équivalentes, mais aussi le même nombre d'habitants : 41 millions. Davantage marquée par le conflit, l'Ukraine connut ensuite et durant plus de trois décennies une progression très proche de sa jumelle démographique. L'avantage d'une population plus jeune était atténué par une moindre fécondité par rapport à une France en plein baby-boom. Rattrapée au début des années 1960 en matière d'espérance de vie, la France reprenait de l'avance à la faveur de la stagnation économique et sociale qui caractérisait l'Union soviétique au temps de Leonid Brejnev. Puis tout bascula... Près de trente ans après le chaos qui suivit l'effondrement de l'URSS, l'Ukraine ne compte plus que 42,5 millions d'habitants, soit guère plus qu'en 1939 et 24,5 millions de moins que la France. Cette dernière pourrait même abriter deux fois plus de personnes qu'elle à l'horizon 2050.



Longévité, les limites d'une espérance

Une vie toujours plus longue : telle était la promesse des « trente glorieuses », donnant la mesure des progrès sociaux et médicaux acquis depuis la seconde guerre mondiale. Les gains d'espérance de vie forment le socle de nombreuses politiques, notamment du recul de l'âge de départ à la retraite. Pourtant, ils ne sont pas immuables...

PAR CLAUDE AUBERT *

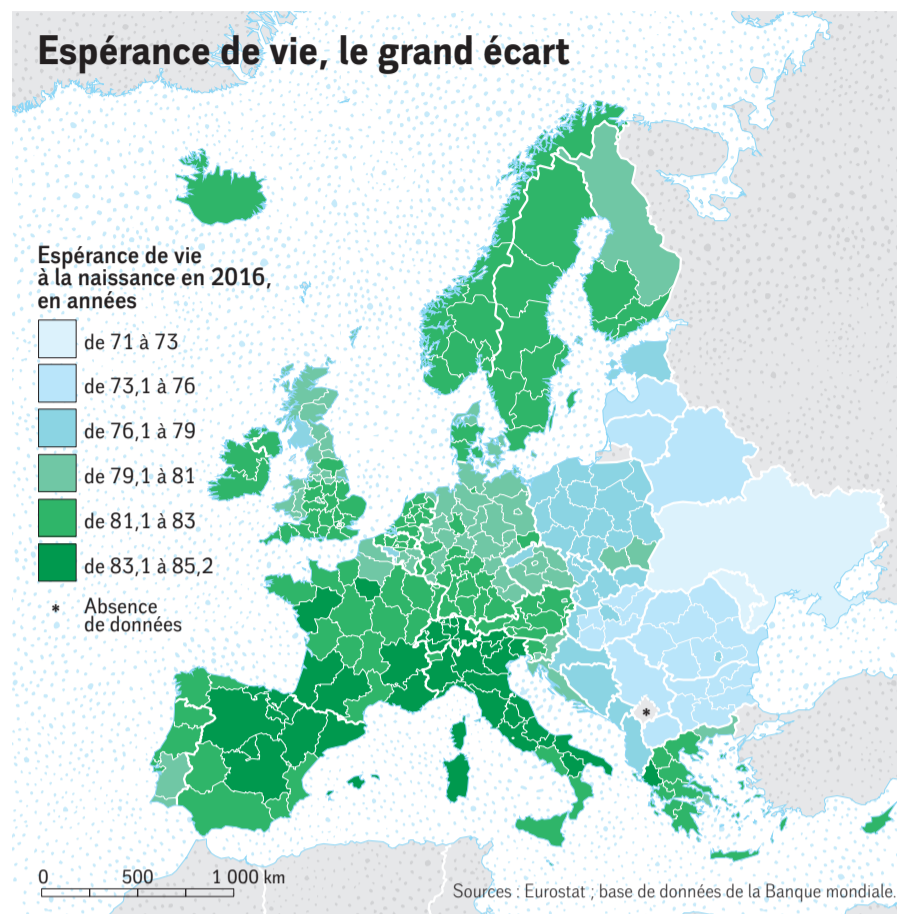
EN FRANCE comme dans la majorité des pays européens, la plupart des prévisionnistes annoncent une augmentation continue de l'espérance de vie à la naissance. Certes, cette croissance serait moins rapide qu'au cours des dernières décennies, mais elle pourrait conduire à une longévité de 93 ans pour les femmes et de 90 ans pour les hommes en 2070, selon le « scénario central » de l'Institut national de la statistique et des études économiques (1). Les projections restent un exercice périlleux (2), compte tenu des nombreuses données inconnues, telles que l'évolution du contexte social et environnemental. Dans le passé, chaque fois que des démographes s'y sont essayés, ils se sont trompés en prévoyant des augmentations inférieures à ce qu'elles furent réellement. Aujourd'hui, ne tomberaient-ils pas dans l'erreur inverse ?

Récemment encore, plusieurs régions du monde ont connu des épisodes d'effondrement de l'espérance de vie, généralement passagers et dus à des bouleversements politiques ou à des maladies qu'on ne savait pas combattre. Cela a été le cas en Afrique de l'Est et du Sud après l'apparition du VIH-sida, mais aussi pour les hommes des pays de l'ancien bloc communiste après la chute du mur de Berlin en 1989. En Russie, il a même fallu attendre 2013 pour que l'espérance de vie masculine retrouve le niveau de 1988 (3). Plus révélateur encore : le fléchissement enregistré aux États-Unis pour les deux dernières années connues (2015 et 2016) et après quatre ans de stagnation (4). En France, on observe déjà un effritement. Après une augmentation assez régulière d'environ trois mois par an de 1980 à 2010, l'espérance de vie n'a progressé en moyenne que d'un mois par an. À compter de 2014, elle plafonne pour les femmes et ne croît que très peu pour les hommes. Alors, quelle courbe faut-il prolonger ?

La baisse de la mortalité va-t-elle se poursuivre, et, si oui, au même rythme ? Pour les deux premières causes de mort – cancers et maladies cardiovasculaires –, on peut le penser. La médecine continue à progresser et permet de guérir de plus en plus de personnes touchées par ces maladies ou de prolonger leur existence. Mais nul ne peut préjuger des avancées à venir, tandis que le nombre de malades augmente.

Qu'en est-il de maladies qui ont commencé à se développer à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e – ce qui n'est pas un hasard, compte tenu de la modification radicale du mode de vie en quelques décennies ? Trois facteurs principaux ont fortement changé : l'alimentation s'est dégradée, le niveau d'exercice physique a baissé et l'exposition aux polluants chimiques a augmenté. L'impact négatif de ces trois éléments

* Ingénieur agronome, spécialisé en agriculture biologique.



sur la santé ne se manifeste en général qu'au bout de plusieurs dizaines d'années, ce qui explique qu'il ne se traduise pas encore par une augmentation de la mortalité.

Les habitudes alimentaires des Français se sont profondément modifiées pendant la seconde moitié du XX^e siècle. Non seulement ils mangent plus, mais la proportion de chaque type de produit consommé a beaucoup évolué. Entre 1960 et 2001, les changements les plus marquants sont l'accroissement considérable des produits transformés (+ 158 % de préparations et conserves de légumes, + 98 % de viandes préparées, + 60 % de confiseries, pâtisseries et boissons sucrées), au détriment des produits frais (- 36 % de légumes frais, - 21 % de fruits frais, - 59 % de produits bruts traditionnels) (5). L'impact de la part croissante des aliments transformés et sucrés s'avère indiscutablement négatif. Cela conduit à une baisse importante des apports de constituants utiles (vitamines, antioxydants) et à une inflation des indésirables (sel, sucre, matières grasses saturées, conservateurs et additifs de toutes sortes). Une étude récente, effectuée sur une cohorte de plus de 100 000 personnes, a conclu qu'une hausse de 10 % de la consommation de produits ultratransformés se traduisait par une augmentation de 12 % des cancers (6).

Par ailleurs, on sait que la sédentarité représente un important facteur de risque de maladies chroniques. Même si on manque d'éléments de comparaison précis avec le passé, on peut affirmer que l'exercice quotidien, notamment pour se déplacer, a considérablement diminué. L'exemple le plus frappant est celui des enfants et des adolescents. Jusqu'aux années 1970, beaucoup rentraient chez eux à midi, à pied ou à vélo, pour déjeuner. Avec la fermeture de nombreuses écoles de village, et plus récemment la crainte des accidents ou des enlèvements, la majorité d'entre eux empruntent aujourd'hui l'autobus ou la voiture, ou mangent à la cantine. En 1982, 60 % des déplacements vers le lieu d'études étaient effectués sans moyen motorisé, mais seulement 36 % en 2008 (7). Par ailleurs, le temps passé devant un écran a fortement augmenté : pour la tranche d'âge 18-44 ans, il était de cinq heures et vingt-six minutes par jour en 2014-2015 (8).

LES EFFETS ENCORE INCONNUS DE LA MALBOUFFE, DE LA SÉDENTARITÉ ET DES COCKTAILS CHIMIQUES

Les dernières enquêtes montrent que le niveau d'activité physique reste très inférieur aux recommandations. Par exemple, seules 5 % des filles de 15 ans atteignent un niveau satisfaisant – alors que le sport est déterminant chez les adolescents pour la solidité des os à l'âge adulte. D'après diverses enquêtes, la moitié des hommes et deux tiers des femmes ne bougent pas suffisamment, ce qui augmente le risque d'obésité, de diabète et de certains cancers. Il a ainsi été démontré que l'activité physique réduit de 58 % le risque de survenue d'un diabète dans une population intolérante au glucose, alors qu'un traitement médicamenteux ne le diminue que de 31 %. Un exercice régulier réduit aussi l'incidence d'accident vasculaire cérébral de 25 %, et d'autant le risque de cancer du côlon.

L'industrialisation généralisée de la production dans tous les domaines s'est traduite par une invasion des produits chimiques dans notre environnement quotidien : pesticides, hydrocarbures, métaux lourds, phtalates, bisphénol A et des milliers d'autres composés jamais évalués. La plupart d'entre eux ont des effets cumulés à très long terme encore mal connus. « On estime que les maladies causées par la pollution de l'air ont été responsables de neuf millions de morts prématurées en 2015, soit 16 % de l'ensemble des morts dans le monde », affirmait la revue *The Lancet* en octobre 2017 ; mais on ne dispose malheureusement encore que de peu de données sur les conséquences des autres pollutions.

Nul ne peut prédire de façon précise l'impact de l'augmentation de ces trois facteurs de risque. On sait en revanche que la première génération exposée dès la plus tendre enfance à la malbouffe, à la sédentarité et aux cocktails chimiques est née dans les années 1980. Elle est encore trop jeune pour être décimée par les maladies chroniques. Mais prévoir qu'elle pourra massivement vivre après 70 ans relève d'un pari hasar-

deux, à moins que la médecine ne fasse des progrès fulgurants et ne soit radicalement réorientée vers la prévention.

L'incidence du diabète, maladie qui fait baisser l'espérance de vie, a augmenté de 5,4 % par an dans la période 2006-2009 et de 2,8 % par an dans la période 2012-2015. La France compte 3,3 millions de diabétiques traités médicalement, et probablement 700 000 diabétiques qui s'ignorent. Alors que le tabagisme tend à diminuer chez les hommes, le taux de personnes hospitalisées pour une broncho-pneumopathie chronique obstructive a augmenté, entre 2000 et 2012, de 88,4 % chez les hommes et de 30,5 % chez les femmes (9).

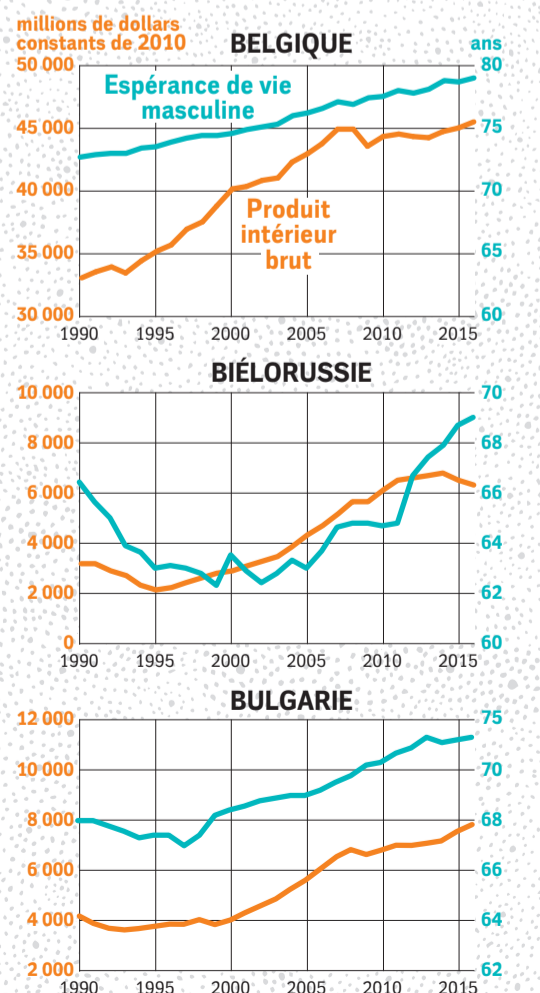
Certaines maladies étaient inconnues ou rares il y a encore cinquante ans. La maladie d'Alzheimer touche aujourd'hui près de 1 million de personnes en France, et celle de Parkinson environ 150 000. On sait que cette dernière n'est pas sans lien avec l'environnement, notamment l'exposition aux pesticides. Le grand public ignorait la stéatose hépatique non alcoolique, ou « maladie du soda », jusqu'à ce que les médias révèlent que le chroniqueur sportif Pierre Ménès en était atteint. Sans symptômes spécifiques, et incurable dans l'état actuel des connaissances, elle toucherait de 20 à 30 % de la population européenne et de 27 à 34 % de la population américaine (10). Il s'agit d'une surcharge du foie en graisses, les malades développant une sorte de foie gras, principalement à cause d'un diabète de type 2, de l'obésité et de l'hypertension. Une étude américaine a conclu que la consommation de plus d'une canette de soda par jour augmentait de 50 à 60 % le risque de la contracter (11).

Déjà, l'espérance de vie en bonne santé (ou sans incapacité) n'augmente plus depuis une dizaine d'années (64,1 ans pour les femmes et 62,7 pour les hommes). Nous passons un nombre croissant d'années de notre vie – vingt et un ans pour les femmes et dix-sept pour les hommes – avec au moins une incapacité. On observe aussi une augmentation constante du nombre de personnes en affection de longue durée, passé de 8,3 millions en 2008 à 10,4 millions en 2015.

Cet état des lieux vaut pour l'ensemble des pays industrialisés, en particulier pour les autres pays européens, dans lesquels la courbe de l'espérance de vie évolue en moyenne comme celle de la France. En revanche, elle varie considérablement selon la catégorie sociale et le niveau de diplôme. En France, les hommes appartenant aux 5 % les plus aisés financièrement peuvent espérer vivre treize ans de plus que les 5 % les moins aisés (12). De même, les diplômés de l'enseignement supérieur vivent sept ans de plus que les non-diplômés. Ces écarts ont plusieurs causes : meilleure hygiène de vie chez les cadres et les diplômés, moindre exposition aux polluants chimiques, meilleur suivi médical – ce qui se traduit par une moindre incidence du surpoids ou de certaines maladies, notamment le diabète, et par une meilleure prise en charge des maladies chroniques. La différence d'espérance de vie entre les quartiers défavorisés et les plus aisés a été bien étudiée dans la ville de Glasgow, en Écosse, où les écarts sont très importants : seize ans pour les hommes et onze pour les femmes (13).

Qu'en conclure pour les prochaines années ? Toute prévision chiffrée serait imprudente, mais l'optimisme qui transparait dans les discours publics ou les statistiques officielles mérite d'être discuté, et même largement tempéré ; une prise de conscience émerge d'ailleurs chez une partie des consommateurs. Plusieurs tendances de fond, confirmées par des indices récents, laissent penser que l'espérance de vie stagnera bientôt, voire diminuera si nous ne changeons pas rapidement et rigoureusement notre mode de vie. Deux modifications paraissent prioritaires pour prolonger notre existence en pleine capacité de nos moyens : davantage d'exercice physique et une alimentation débarrassée des pesticides comme des transformations et adjonctions délétères (sucres, sel, conservateurs chimiques, etc.).

Indicateurs concordants



Sources : Eurostat ; base de données de la Banque mondiale ; Comité national de statistiques de Biélorussie.

(1) « Projections de population à l'horizon 2070. Deux fois plus de personnes de 75 ans ou plus qu'en 2013 », *Insee Première*, n° 1619, Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), Paris, novembre 2016. Sauf mention particulière, toutes les statistiques de cet article viennent de l'Insee.
 (2) Dans *Espérance de vie, la fin des illusions* (Terre vivante, 2006), nous avons un peu vite pronostiqué un plafonnement, puis une diminution de l'espérance de vie dès 2013. Cette date était heureusement erronée.
 (3) Lire Philippe Descamps, « La Russie en voie de dépeuplement », *Le Monde diplomatique*, juin 2011.
 (4) Lire Maxime Robin, « Overdoses sur ordonnance », *Le Monde diplomatique*, février 2018.
 (5) « La consommation alimentaire depuis quarante ans. De plus en plus de produits élaborés », *Insee Première*, n° 846, mai 2002.
 (6) Collectif, « Consumption of ultra-processed foods and cancer risk : results from NutriNet-Santé prospective cohort », *British Medical Journal*, Londres, 14 février 2018.
 (7) Corinne Prazmoczny, Céline Lambert et Charlotte Pascal, « État des lieux de l'activité physique et de la sédentarité en France. Édition 2017 », Observatoire national de l'activité physique et de la sédentarité, Paris, février 2017. Les autres chiffres sont tirés du même document.
 (8) « INCA 3. Évolution des habitudes et modes de consommation, de nouveaux enjeux en matière de sécurité sanitaire et de nutrition », Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail, Maisons-Alfort, 2017.
 (9) Michel Vernay, Christophe Bonaldi et Isabelle Grémy, « Les maladies chroniques : tendances récentes, enjeux et perspectives d'évolution », *Santé publique*, vol. 27, supplément n° 1, Laxou, janvier-février 2015.
 (10) « Stéatose hépatique non alcoolique et stéato-hépatite non alcoolique », World Gastroenterology Organisation, Milwaukee, juin 2012.
 (11) Collectif, « Sugar-sweetened beverages, diet soda, and fatty liver disease in the Framingham heart study cohorts », *Journal of Hepatology*, vol. 63, n° 2, New York, août 2015.
 (12) « L'espérance de vie par niveau de vie : chez les hommes, 13 ans d'écart entre les plus aisés et les plus modestes », *Insee Première*, n° 1687, février 2018.
 (13) Ruairidh Nixon, « Comparisons of aspects of Glasgow's 56 neighbourhoods », Glasgow Centre for Population Health, février 2016. Lire Julien Brygo, « Vivre riche dans une ville de pauvres », *Le Monde diplomatique*, août 2010.

UNE LUTTE ANTICORRUPTION SOUS PRESSION INTERNATIONALE

Vaine réforme policière à Kiev

Présentée comme une réponse aux aspirations des manifestants de 2014, la réforme de la police ukrainienne s'est focalisée sur la corruption des agents de terrain, laissant intacte l'instrumentalisation de l'État par des clans politiques. Pour y remédier, les bailleurs internationaux exigent la création d'organes judiciaires ad hoc. Une solution qui comporte le risque d'une mise sous tutelle du pays.

PAR SÉBASTIEN GOBERT *

LE 31 OCTOBRE 2017, à Kiev, M. Oleksandr Avakov, 29 ans, était arrêté par les enquêteurs du Bureau national anticorruption d'Ukraine (NABU). Il était soupçonné de complicité dans une affaire de fraude liée à la livraison de sacs à dos aux forces armées et portant sur un montant d'environ 450 000 euros. L'opération était inédite : le jeune homme n'est autre que le fils unique de M. Arsen Avakov, le puissant ministre de l'intérieur. Dans les minutes qui suivirent l'intervention, des unités de la police et de la garde nationale furent dépêchées pour empêcher les perquisitions et pour gêner le travail des enquêteurs du NABU – un organisme qui, né en avril 2015 d'une campagne anticorruption menée par des organisations non gouvernementales (ONG) et par les Occidentaux, est considéré comme l'institution la plus indépendante dans son secteur. Les entraves à cette enquête ont prouvé de façon flagrante que, quatre ans après le renversement du président Viktor Ianoukovitch, « le pouvoir politique se sert encore de nos forces de l'ordre comme d'un bras armé pour défendre ses intérêts », déplorait le député Moustafa Naïiem, instigateur des premières manifestations, en novembre 2013.

Quelques jours plus tard, un tribunal relâchait M. Avakov sans exiger de caution. Puis, le 7 novembre, son père sur-

vivait sans frémir à un vote de défiance à la Rada, le Parlement ukrainien. Critiqué pour son échec à réformer la police nationale – pourtant l'une des priorités du programme postrévolutionnaire –, il assurait n'avoir « aucune raison de quitter son poste ». Depuis sa nomination, en février 2014, cet homme d'affaires à la réputation sulfureuse, actif de longue date en politique, s'est imposé comme le second personnage le plus important de l'État, après le président Petro Porochenko, lui-même milliardaire, arrivé au pouvoir au lendemain des manifestations.

Très évasif au sujet des policiers qui ont volé au secours de son fils, M. Avakov aime à se donner une image de réformateur éclairé. « Aujourd'hui, nous avons réalisé 25 à 30 % de la réforme de la police », affirmait-il le 11 novembre, en redisant sa détermination à la mener à terme (1). Pour ses détracteurs, comme Denys Kobzine, directeur de l'Institut de recherche sociale de Kharkiv, c'est le contraire : « La réforme telle qu'on l'avait espérée en 2014 n'a pas encore commencé. » Il dénonce un échec dissimulé derrière une série d'« éléments décoratifs », comme la nouvelle police de patrouille, ces unités chargées du maintien de l'ordre sur la voie publique, à pied ou en véhicules motorisés.

Un climat de confusion

C'EST sous un soleil radieux, place Sainte-Sophie à Kiev, le 4 juillet 2015, que les autorités avaient dévoilé le « nouveau visage de la police », selon l'expression utilisée dans leur communication. Des centaines de jeunes agents, dont près de 30 % de femmes, avaient prêté serment, alignés le long de leurs Toyota Prius flambant neuves. Un parterre de dignitaires ukrainiens et internationaux affichait son enthousiasme, sous le regard de la vice-ministre de l'intérieur Ekaterina Zgouladze-Glucksmann, une réformatrice géorgienne présentée comme celle qui a réussi à épurer et à moderniser une police notoirement corrompue dans son pays. À l'instar de leur ancien président, M. Mikheil Saakachvili, de nombreux Géorgiens se sont impliqués dans la politique ukrainienne à partir de 2014.

Les centaines de jeunes recrues devaient remplacer les agents de la très controversée administration d'inspection de la route (DAI) et sonner le glas de l'ancien système, discrédité par des décennies de mauvaise gestion, de corruption et de violences. Ce jour-là, la foule massée sur la place s'était répandue en embrassades et en clichés avec les jeunes assermentés, ce qui allait valoir au nouveau corps le surnom médiatique de « police selfie ». « Il y avait un sentiment d'euphorie, se souvient Kobzin. Mais il n'a pas été utilisé pour changer les choses en profondeur. »

À l'origine du désenchantement croissant de la population, un climat de confusion : les anciens de la DAI sont longtemps restés actifs pour assister les douze mille nouvelles recrues, perpétuant ainsi un système que l'on croyait aboli. Pour beaucoup, les policiers de patrouille ont semblé se diluer dans la masse des 128 000 employés de la police nationale. Centrée sur les agents directement en contact avec la population, cette réforme n'a guère eu d'effets sur la corruption des élites. Elle a au contraire permis au gou-

vernement d'afficher un certain volontarisme sans réellement toucher au système préexistant. Dans un contexte de crise économique, de guerre hybride à l'est du pays et donc de hausse de la circulation d'armes à feu, la criminalité a augmenté chaque année de 15 % entre 2014 et 2017 (2). Or les nouveaux policiers se sont retrouvés à consacrer une grande partie de leur temps « à traiter des infractions mineures, régulées par un vieux code soviétique de 1984, plutôt que des délits plus importants », explique Ievhen Kravyvine, expert de l'organisation Paquet de réanimation des réformes.

Le mécontentement à l'égard de la « police selfie » s'est aggravé au fil du temps, chez les citoyens mais aussi chez les agents eux-mêmes, de sorte qu'environ 20 % des postes de la police de patrouille sont aujourd'hui vacants. Beaucoup se plaignent de surmenage, ainsi que d'une faible cohésion avec les autres départements des forces de l'ordre. « Ils ne nous ont pas donné les instruments législatifs pour être efficaces », accuse M. Andri Kobylinsky. Comme nombre de ses collègues, cet ancien policier de Kiev avait voulu croire à la bonne volonté des pilotes de la réforme, en 2015. Mais il a claqué la porte en octobre 2016. La dévaluation constante de son salaire par rapport à la forte inflation lui fait aussi craindre que ses ex-collègues « renouent rapidement » avec des pratiques du passé.

Les désillusions suscitées par la « police selfie » traduisent un coup de froid plus général sur la ferveur réformatrice de l'après-révolution. Tandis que le régime de M. Porochenko est accusé de faire preuve d'un autoritarisme croissant, la plupart des réformateurs radicaux, ukrainiens et étrangers, se sont effacés du paysage politique, découragés par les obstacles qu'ils rencontraient. M^{me} Zgouladze-Glucksmann a ainsi démissionné en mai 2016, suivie en novembre par sa compatriote Khatia Dekanoidze. Celle-ci, après un an passé à la tête de la police nationale, expliquait sa décision par



VOLODYMYR KUZNETSOV. – « These » (Celles-ci), détail d'un panneau mural, 2015

« l'ingérence » du ministère, du Parlement et de la présidence dans son travail.

L'ex-chef de la police reste persuadée que seuls des changements radicaux peuvent transformer l'Ukraine : « Il faut se débarrasser du personnel et du mode de fonctionnement de l'ancien système, sur le modèle de ce qui a été fait pour la police de patrouille. » Et ce aussi bien dans les autres départements des forces de l'ordre qu'au bureau du procureur général ou dans les tribunaux. « Il faut permettre l'émergence d'une nouvelle génération, avec une nouvelle mentalité, comme nous y sommes parvenus en Géorgie. »

À partir de l'été 2015, des commissions mixtes de « réattribution », composées de représentants de la société civile et de membres de la hiérarchie, ont évalué l'aptitude des agents à rester dans la nouvelle police. Ils ont été 68 135 anciens à subir cette procédure qui visait à tester leur loyauté, leurs connaissances en droit, et à établir leurs antécédents en matière de corruption ou de violences – y compris en analysant les traces qu'ils avaient pu laisser sur les réseaux sociaux. En définitive, 5 256 ont été licenciés, soit 7,7 %. Un résultat non négligeable au regard d'autres expériences historiques, mais qui n'a guère convaincu en Ukraine. Pour M. Kobylinsky, « c'était un des signes clairs qu'Arsen Avakov avait choisi de s'appuyer sur la vieille garde au lieu d'apporter du sang neuf », ce qui « aurait pu menacer sa mainmise sur le ministère de l'intérieur ».

Ni M^{me} Dekanoidze ni M^{me} Zgouladze-Glucksmann ne souhaitent commenter le bien-fondé de leur approche réformatrice ni assurer son suivi. Leur politique en Géorgie a pourtant été critiquée : on leur a reproché d'avoir renforcé les ministères de l'intérieur et de la justice au point d'en faire des instruments aux mains de M. Saakachvili, lui permettant de combattre efficacement opposants et manifestants. En Ukraine, le « groupe des Géorgiens », très soutenu par l'ambassade des États-Unis, a cependant bataillé pour imposer son projet de loi sur la police nationale.

Si la tentation géorgienne de l'Ukraine postrévolutionnaire semble aujourd'hui se résumer aux aventures rocambolesques de M. Saakachvili, expulsé en Pologne en février dernier et désormais installé aux Pays-Bas, les Occidentaux persistent, eux, dans leur soutien à la transformation du pays. Leur assistance financière, en association avec le Fonds monétaire international (FMI), s'élève à plus de 35 milliards d'euros ; il s'y ajoute une multitude de projets de coopération.

Loin de la précipitation géorgienne, la Mission de conseil de l'Union européenne sur la réforme du secteur de la sécurité civile en Ukraine (EUAM) veut croire dans les effets des changements à long terme. « La création d'une

nouvelle police de patrouille n'était pas qu'une stratégie de communication : c'était nécessaire », explique M. Udo Moeller, son directeur des opérations, pour qui la méthode adoptée « laissait prévoir des complications ». Il préfère évoquer d'autres « avancées importantes » et de véritables chantiers, qui restent à venir, comme la modernisation de la cyberpolice ou la refonte de la police criminelle. Héritage de l'époque soviétique, la structure de cette dernière « pose des problèmes évidents », selon lui, « mais elle est tellement gravée dans la mentalité de [ses] collègues ukrainiens que l'on ne peut attendre des changements immédiats ».

Pour faire évoluer les choses, le directeur des opérations dit traiter avec « ceux qui sont de l'autre côté de la table ». Il ne croit pas au scénario géorgien du renouvellement radical des effectifs « dans un pays aussi grand que l'Ukraine, a fortiori en état de guerre ». L'EUAM mise donc plutôt sur les cours, les séminaires, les entraînements ou encore les projets-pilotes qu'elle offre aux représentants ukrainiens des forces de l'ordre, anciens ou nouveaux ; des dispositifs qui doivent permettre l'émergence progressive d'une nouvelle culture de la police.

Pour le chercheur Cornelius Friesendorf, l'EUAM n'est qu'un des nombreux acteurs internationaux promouvant « des priorités et des modèles différents ». Cette concurrence, selon lui, est l'une

des sources du « bricolage institutionnel » ukrainien. Les exemples de la Moldavie, de l'Arménie, du Kirghizstan ou du Tadjikistan, où des missions d'assistance à la réforme de la police se poursuivent depuis des années, démontrent que, en l'absence d'une réelle volonté politique d'aboutir, cette situation de « bricolage » peut se prolonger indéfiniment. De son côté, le gouvernement invoque la priorité de la lutte contre l'ennemi extérieur, ainsi que la nécessité de ne pas déstabiliser l'appareil d'État par des réformes intempestives.

Considérée comme l'une des vitrines de la lutte anticorruption, la réforme de la police ne s'attaque pas aux fondements du système oligarchique. L'État reste le terrain d'un affrontement entre des clans politico-économiques qui cherchent à contrôler les institutions-clés, au premier rang desquelles le ministère public (Prokuratura). Entamée en 2015, la réforme qui visait principalement à découpler celui-ci du pouvoir exécutif est loin d'être achevée. Le NABU, l'institution ad hoc, n'a pas annulé le pouvoir du procureur général. Le titulaire actuel de ce poste, M. Iouri Loutsenko, est décrié pour les pressions qu'il exerce sur des opposants politiques, ou parce qu'il freine les poursuites à l'encontre d'alliés de M. Porochenko, tels le député et homme d'affaires Ihor Kononenko ou l'ancien chef de l'administration fiscale Roman Nasirov, suspendu pour corruption, mais dont le procès s'enlise.

Réseaux parallèles

SOUÇIEUX d'assurer la sécurité juridique de leurs investissements, les États-Unis et leurs alliés mettent Kiev à l'épreuve. « La lutte de l'Ukraine contre la corruption n'est pas moins essentielle que le combat contre l'agression russe », déclarait M. John Sullivan, secrétaire d'État adjoint, lors de son dernier déplacement dans la capitale ukrainienne, le 21 février, avant de prôner la création d'une cour spéciale anticorruption – une mesure pour laquelle militent également des associations locales. Le projet de loi, actuellement en discussion au Parlement, ne garantit pas l'indépendance de cette cour, selon le FMI, qui a suspendu le versement de la prochaine tranche d'aide. Le rôle des experts internationaux, estime l'institution financière, devrait être « crucial et pas seulement consultatif ». M. Porochenko a répliqué début mars, dans un entretien accordé au *Financial Times* : « Imaginer que des donateurs étrangers forment des tribunaux ukrainiens est contraire à la Constitution, car seul le peuple ukrainien peut y jouer un rôle décisif » (3). La pression occidentale n'ira certainement pas jusqu'à déstabiliser un gouvernement auquel Washington a promis en décembre dernier une livraison d'armes.

À un an de l'élection présidentielle, « Arsen Avakov contrôle aujourd'hui l'un des plus puissants ministères de

l'intérieur depuis l'indépendance ukrainienne », constate le député Serhiy Leshchenko, élu sur une liste du Bloc Petro Porochenko, mais désormais très critique à l'égard du président. « Il s'impose comme l'une des figures incontournables de la verticale du pouvoir, allié mais aussi rival potentiel [du président]. » Car, pour se différencier, M. Avakov entretiendrait aussi, selon lui, une « horizontale du pouvoir » (4), en coordonnant des démonstrations de force de bataillons nationalistes – comme celles des Escouades nationales issues du régiment Azov, une unité paramilitaire d'extrême droite active sur le front du Donbass – ou des provocations violentes de groupes radicaux, telle l'attaque contre la chaîne de télévision d'opposition Inter, en septembre 2016 ; c'est-à-dire en soutenant des réseaux parallèles aux forces de l'ordre à des fins politiques. Des groupes qui peuvent compter sur la passivité, voire sur la bienveillance, de la « police selfie ».

(1) Site du ministère de l'intérieur ukrainien, 11 novembre 2017.

(2) Viktor Betchatniy, « Analyse criminologique du niveau de criminalité en Ukraine », *État et droit*, 2017 (en ukrainien).

(3) « Transcript of interview with Petro Poroshenko », 6 mars 2018, www.ft.com

(4) Selon l'expression de l'éditorialiste Serhiy Lyamets.

* Journaliste, cofondateur du collectif Daleko-Blisko.

Bataille pour la paix au Pays basque

Après un demi-siècle de lutte armée marqué par de nombreux attentats et par plusieurs tentatives de résolution pacifique du conflit, l'organisation basque Euskadi ta Askatasuna (ETA) a annoncé début mai sa dissolution. Le gouvernement conservateur espagnol parie sur une défaite totale des indépendantistes, mais son refus de tout geste de conciliation pourrait empêcher les plaies de se refermer.

PAR LAURENT PERPIGNA IBAN *

LE MOMENT est solennel. Ce 4 mai 2018, des personnalités du monde entier se pressent à la villa Arnaga de Cambo-les-Bains, dans les Pyrénées-Atlantiques, à l'occasion de la rencontre internationale pour avancer dans la résolution du conflit au Pays basque (1). Elles sont accueillies par M. Jean-René Etcheagaray, président de la communauté d'agglomération Pays basque, et par l'avocat sud-africain Brian Currin (2). M. Gerry Adams, l'ancien chef du parti nationaliste irlandais Sinn Féin, se tient aux côtés de M. Jonathan Powell, directeur de cabinet du premier ministre britannique Anthony Blair lors des négociations avec l'Armée républicaine irlandaise (IRA) à la fin des années 1990, et de M. Michel Camdessus, ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI). Tous sont venus renouveler leur soutien au processus d'abandon de la lutte armée entamé en

octobre 2011 au palais d'Aiete, à Saint-Sébastien. Ils mesurent le chemin parcouru depuis par Euskadi ta Askatasuna (Pays basque et liberté, ETA), qui vient d'annoncer sa dissolution.

Cette décision a été prise à l'issue d'un long débat interne. Sur 1077 militants ayant participé à la consultation, 997 se sont prononcés en faveur de la dissolution : «*ETA veut mettre un terme à un cycle dans le conflit qui oppose le Pays basque aux États, caractérisé par l'usage de la violence politique (...). ETA est née du peuple et, à présent, elle se dissout en lui*», affirme son ultime communiqué, le 3 mai 2018. Quelques jours plus tôt, l'«*organisation socialiste révolutionnaire basque de libération nationale*» avait reconnu sa «*responsabilité directe*» dans la «*souffrance démesurée*», et les «*dommages irréparables*» causés au cours du conflit (3).

De multiples médiateurs

«*FAIRE LA PAIX, c'est tout un chemin*», rappelait M. Adams à la villa Arnaga. Depuis près de trente ans, plusieurs tentatives de conciliation ont échoué : négociations bilatérales entre des émissaires du gouvernement de M. Felipe González et des membres d'ETA à Alger en 1989 ; accords de Lizarraga-Garazi impliquant en 1998 de nombreux syndicats, partis et associations des deux côtés de la frontière ; et enfin les négociations entamées en 2005 entre ETA et le gouvernement de M. José Luis Rodríguez Zapatero. Si le

contexte de ces échecs diffère, ETA s'est chaque fois réfugiée derrière l'immobilisme des autorités espagnoles pour justifier la reprise des attentats.

Dans un contexte international d'abandon de la lutte armée, en particulier en Irlande du Nord, la gauche abertzale («*patriote*») a entrepris une profonde réflexion stratégique depuis les années 1980. En s'engageant pleinement dans le jeu démocratique et en récusant la violence, Euskal Herria Bildu (Réunir le Pays basque, EH Bildu) est ainsi devenue la deuxième force politique au Parlement

basque d'Espagne. Dans le même temps, plusieurs organisations pacifistes, comme le Centre Henry Dunant pour le dialogue humanitaire (Suisse) et la Fondation Berghof (Allemagne), ont joué les entremetteuses entre les protagonistes du conflit.

Le 17 octobre 2011, six personnalités de renom se retrouvent à Saint-Sébastien pour décortiquer les échecs précédents, afin de proposer un nouveau scénario. Cette conférence d'Aiete réunit l'ancien secrétaire général des Nations unies et Prix Nobel de la paix Kofi Annan, M. Adams, M. Powell, les anciens premiers ministres Bertie Ahern (Irlande) et Gro Harlem Brundtland (Norvège), ainsi que le Français Pierre Joxe. Ils présentent une liste de cinq recommandations pour «*impulser un processus de paix*» et proposent leur médiation. La première recommandation, négociée en amont, invite ETA «*à déclarer publiquement l'arrêt définitif de toute action armée et à solliciter le dialogue avec les gouvernements d'Espagne et de France*». Trois jours plus tard, ETA annonce la fin de ses actions armées.

Dans le plus grand secret, une délégation de l'organisation se rend à Oslo. Elle y attendra pendant plus d'un an un dialogue avec des émissaires espagnols. Le nouveau chef du gouvernement, le conservateur Mariano Rajoy, et son Parti populaire (PP) n'entendent rien négocier : alors qu'ETA apparaît plus affaiblie que jamais, Madrid concentre ses efforts sur la répression en proclamant sa «*victoire sur le terrorisme*».

Malgré tout, la Commission internationale de vérification du cessez-le-feu au Pays basque (CIV), créée en septembre 2011 à l'initiative de M. Currin, fait état dès le printemps 2012 de la ferme volonté d'ETA de désarmer. Grincements de dents du côté du gouvernement espagnol, qui déclare par la voix du ministre de l'intérieur Jorge Fernández Díaz, en mai 2012, «*ne pas avoir besoin de vérificateurs internationaux*». La lutte contre ETA s'est en effet révélée un précieux levier pour souder le pays derrière ses institutions. Côté français, l'arrivée de M. Manuel Valls au ministère de l'intérieur, en 2012, puis à Matignon, en 2014, conforte Madrid dans son intransigeance.

Face au refus des deux États d'organiser ou de faciliter cette initiative, des acteurs de la société civile prennent les choses en main en France. Une scène de comédie se joue le 16 décembre 2016 à Louhossoa, dans les Pyrénées-Atlantiques. À l'issue d'une vaste opération policière, le ministre de l'intérieur Bruno Le Roux évoque dans un communiqué «*un nouveau coup dur porté à ETA*». Un viticulteur, un journaliste, un ancien président de la chambre d'agriculture, un vidéaste, un militant écologiste : les cinq personnes arrêtées sont en fait des «*artisans de la paix*» venus procéder à la neutralisation et à la remise d'une partie du stock d'armes d'ETA. Le président d'honneur de la Ligue des droits

de l'homme Michel Tubiana – qui devait être avec eux – dénonce «*un grand mensonge*» : «*Visiblement, ni les autorités françaises ni les autorités espagnoles n'ont voulu que les choses apparaissent pour ce qu'elles sont.*»

Dès le lendemain, des milliers de personnes descendent dans les rues de Bayonne. «*Ce que nous avons fait était tellement légitime que cette situation absurde posait un problème à l'État français : nous avions une organisation armée qui souhaitait se désarmer, et deux États qui l'en empêchaient*», commente l'un des cinq militants, l'altermondialiste basque Jean-Noël «*Txetx*» Etcheverry.

Une attitude revancharde

DÉBUTE alors une discorde entre Paris et Madrid, qui éclate à l'abri des regards lors du sommet franco-espagnol de Málaga, le 20 février 2017. «*Paris a fait passer le message que, à compter de cette date, la France ne poserait plus d'obstacles à la remise des armes par ETA*», résume l'historien basque Iñaki Egaña. La crédibilité du désarmement unilatéral d'ETA est ensuite assurée par diverses institutions, dont le groupe de résolution des conflits du Vatican, avec en point d'orgue, le 8 avril 2017, la remise de près de trois tonnes et demie d'armes aux autorités françaises, au terme d'une journée historique et singulière : des civils venaient de procéder au désarmement d'ETA.

Depuis, la fin de parcours d'ETA s'est transformée en enjeu politique. Les plaies non suturées d'une société espagnole polarisée compliquent la réconciliation. Des associations telles que le Collectif des victimes du terrorisme au Pays basque (Covite) et l'Association des victimes du terrorisme (AVT) exercent une pression de tous les instants sur Madrid. Une large partie de la société espagnole accuse ETA de réécrire l'histoire et de mettre en scène sa sortie. Pour M. Rajoy, c'est la pression policière qui a précipité la fin de l'organisation : «*Aujourd'hui, les protagonistes ne doivent pas être les assassins, mais les victimes. Les enquêtes sur les crimes d'ETA continueront ; ses délits continueront à être jugés, et les condamnations à être exécutées*», a déclaré le chef du gouvernement espagnol tandis que se tenait la rencontre de Cambo-les-Bains.

À la villa Arnaga, ceux qui participent à la réunion insistent sur le sort des dizaines de personnes toujours en fuite et des 279 prisonniers soumis à une politique pénitentiaire d'exception : «*La dispersion et l'éloignement compliquent les visites. C'est une manière de couper les prisonniers de leurs attaches, ce qui viole le droit au respect de la vie privée et familiale*», déclare Maritxu Paulus Basurco. Cette avocate défend depuis plusieurs années des prisonniers gravement malades, qui ne sont selon elle que «*rarement libérés*».

Âgé de 24 ans, M. Unai Arkauz n'a jamais vu son père ailleurs que derrière les barreaux : «*Le coût humain et financier est énorme pour ma famille. Sans parler des obstacles rencontrés, comme quand nous apprenions, après avoir parcouru un millier de kilomètres, que mon père avait été transféré à l'autre bout de l'Espagne*». Le Mouvement pour l'amnistie et contre la répression (Amnistia ta Askatasuna, ATA), créé en 2014, s'est enraciné dans ce contexte. Bien que minoritaire, ATA juge difficile de «*faire la paix tandis que des prisonniers de guerre meurent en détention, comme l'explique un de ses porte-parole, M. Sendoa Jurado. Si le problème de fond de l'Espagne ne se résout pas, cette situation sera amenée à se reproduire. L'exemple catalan est révélateur : des gens sont encore incarcérés pour délit d'opinion. Face à toute résistance, qu'elle soit violente ou pacifique, l'État espagnol répond par la répression*». Considéré actuellement comme le mouvement le plus radical, ATA porte un regard très critique sur les partis abertzale, qui auraient «*abandonné*

la revendication historique de l'amnistie des prisonniers au profit du rapprochement».

Peu disert sur le sujet, l'État français a toutefois procédé à un léger assouplissement de sa politique en transférant une dizaine de prisonniers dans des établissements plus proches de leurs familles. La sénatrice Frédérique Espagnac insiste : «*Ce travail de négociation sur le rapprochement a commencé sous le gouvernement socialiste, et je suis heureuse que le gouvernement actuel ait pris le relais*». M. Rajoy, lui, reste inflexible et déclarait encore début mai : «*Les terroristes n'ont rien obtenu en tuant, ni en arrêtant de tuer il y a quelques années, et ils n'obtiendront rien en annonçant leur dissolution*».

«*Toute partie qui recherche à obtenir une victoire totale risque de voir le conflit réapparaître, comme nous en avons été témoins dans bien d'autres situations*», affirme la déclaration finale de Cambo-les-Bains. En l'absence de justice transitionnelle, la position espagnole risque fort de compliquer le travail de vérité et de réconciliation. ETA a tué 837 personnes, dont 358 dans des circonstances encore inexpliquées, selon l'association Covite. Ce sont autant de familles qui attendent des éclaircissements. Beaucoup de questions restent également sans réponse sur les 4 113 cas de torture recensés entre 1960 et 2014 (4), ainsi que sur les assassinats non élucidés, en particulier durant la période où sévissaient les Groupes antiterroristes de libération (GAL). De 1983 à 1987, ces commandos paramilitaires pilotés par Madrid ont éliminé plusieurs dizaines de militants basques. Ils ont cessé leurs activités en contrepartie de la collaboration antiterroriste des deux pays mise en place par Charles Pasqua, alors ministre de l'intérieur.

Figure historique de la gauche abertzale, M. Arnaldo Otegi prévient : «*Le conflit politique basque est antérieur à la création d'ETA et ne s'arrêtera donc pas à sa dissolution. Notre pays a droit à la paix autant qu'à la liberté*». M. Etcheverry abonde : «*La capacité de mobilisation et d'organisation de la jeunesse et de la population basques est assez exceptionnelle en Europe. Elle peut constituer demain une force de rupture, municipaliste, solidaire et féministe de premier plan*».

«*Construire la paix est bien plus difficile que faire la guerre*», témoignait M. Adams à la villa Arnaga. Le chemin sera d'autant plus long que plusieurs des raisons qui ont mené une partie du peuple basque à s'engager dans le combat pour le droit à l'autodétermination persistent. L'État espagnol, qui n'a eu de cesse d'instrumentaliser la lutte armée afin de dépolitiser la question basque, prend le risque de voir apparaître un second processus souverainiste, en plus de la Catalogne.

(1) Organisée par le Groupe international de contact (GIC), le Forum social permanent et la plate-forme Bake Bidea (Le chemin de la paix).

(2) Initiateur de la Commission vérité et réconciliation dans son pays. Lire Brian Currin, «*Choisir la paix au Pays basque*», *Le Monde diplomatique*, juin 2011.

(3) Lire la chronologie sur notre site : www.monde-diplomatique.fr/58713

(4) Selon le département des droits de l'homme et du vivre-ensemble du gouvernement basque.

“J'ESPÈRE QU'ILS VONT VITE FAIT CREVER DE FAIM ET QU'ON ARRÊTERAS DE NOUS EMMERDER AVEC DES PUBS DE MERDE.”

@Sofian sur les réseaux sociaux (le prénom a été modifié)

Depuis 1980, nous intervenons dans le monde entier pour fournir de l'eau potable et porter secours aux personnes dont la santé et la vie sont menacées par les conflits, les épidémies et les catastrophes naturelles. Une aide digne et vitale apportée en mains propres, sans autre considération que celle des besoins vitaux. Et dans un seul souci d'humanité. Alors à celles et ceux qui nous adressent des messages de haine sur les réseaux sociaux, soyez bien sûrs d'une chose : si vous vous retrouvez un jour à la place des gens que nous aidons, nous ferons tout notre possible pour vous venir en aide. **Parce que la première réponse à la souffrance humaine doit être la solidarité.**



SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

Aider plus loin.

www.solidarites.org

DE GAUCHE À DROITE, CÉLÉBRATIONS DE L'IDENTITÉ

Le terroir ne ment pas

L'aspiration à la transformation du monde passe parfois par un retour à des valeurs qu'on croyait périmées. Ainsi, le terroir, auquel on prête une capacité à nourrir l'identité individuelle et collective, une authenticité qu'on oppose à la mondialisation capitaliste, sinon au progrès, est à nouveau tendance. Des conservateurs comme des révolutionnaires font son éloge.

PAR EVELYNE PIEILLER

CÉLÉBRER le terroir est longtemps passé pour réactionnaire. Les chantages de la tradition, de l'irréductible spécificité d'un coin de terre, se montraient hostiles aussi bien à l'État centralisateur et à son nivellement des différences régionales qu'à la conception du citoyen abstrait, dépouillé de ses caractéristiques d'individu singulier, riche de ses attaches à son histoire. Les provinces avaient, pour leurs défenseurs, une authenticité que la modernité ne pouvait effacer – cette modernité que symbolisaient la Révolution française et la République « jacobine », coupée des racines multiples qui auraient fait l'identité d'une patrie constituée de petites patries. Contre un État hors sol, le sens charnel de l'appartenance à une terre s'affirmait comme le garant d'une vérité humaine, liée à la mémoire, porteuse de valeurs ancestrales, sensible et vibrante. Ce à quoi faisait écho le maréchal Philippe Pétain, dans son discours du 25 juin 1940, quand il affirmait : « La terre, elle, ne ment pas. »

Ces points de vue, Charles Maurras (1) (1868-1952), fondateur de la Ligue d'action française et soutien ardent de la « révolution nationale » contre les valeurs de la révolution de 1789, et Maurice Barrès (1862-1923), romancier lyrique et fiévreux par ailleurs, les avaient, chacun à sa manière, théorisés, pour aboutir à un nationalisme xénophobe et antisémite. Mais, avant de dénoncer la toxicité de l'étranger ou du cosmopolite, une part de cet éloge du terroir renvoyait, notamment chez Barrès, à « refus de la décadence, de la société industrielle et des valeurs bourgeoises », et à la quête

des « sentiments qui donnent un prix à la vie » (2). Aujourd'hui, c'est précisément au nom du refus d'une nouvelle « décadence », suscitée par les conséquences du capitalisme financiarisé et de ses auxiliaires politiques, destructeurs de la diversité de la vie, condamnant au nihilisme faute de donner sens à l'existence, réduisant chacun à une solitude impuissante, que surgissent de nouvelles versions du retour au local, censées s'opposer aux forces mortifères du libéralisme mondialisé. Reste à savoir si ce néorégionalisme antisystème est exempt de toute vieille ambiguïté.

Ils sont nombreux, et de tous bords, à s'en réclamer. Ainsi, Patrick Buisson, ancien conseiller de M. Nicolas Sarkozy et journaliste à l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute* dans les années 1980, salue avec bonheur le retour, né de la « grande mutation du capitalisme », du « village coutumier contre le village planétaire » et des « vertus de la solidarité communautaire », naturelle, à l'opposé des « sociabilités contractuelles » (3). Dans la mouvance de la Manif pour tous (opposée au mariage homosexuel), la revue *Limite*, animée par des chrétiens

« écolos » branchés, et qui, selon son texte de présentation, refuse « le double empire de la technique sans âme et du marché sans loi », se montre favorable à la défense et à la « préservation des modes de vie traditionnels, de l'ancrage local, de l'enracinement et quelque part de la décroissance » (4)... ce qui la conduit à soutenir les zadistes (5).

« L'enracinement contre l'anéantissement »

PROCHE de M. Julien Coupat et du groupe de Tarnac (6), le Comité invisible l'affirme : « Il n'y a pas moi et le monde, moi et les autres, il y a moi, avec les miens, à même ce petit morceau de monde que j'aime, irrédiblement » ; c'est « ici, maintenant, dans cette ville familière, devant ce vieux Sequoia sempervirens » (7), que se vit l'expérience de la communauté. En écho, les contri-

butions du recueil *Constellations* (8), récits d'expériences cherchant à réinventer les outils d'un possible mouvement révolutionnaire, proposent des histoires « de transmission contre la dépossession, d'enracinement et de voyage contre l'anéantissement des territoires ». Il y a bien d'autres tenants du local, de Jean-Claude Michéa à Michel Onfray, et les horizons sont divers. Mais,

ce qui ressort chez tous, c'est l'importance de retrouver les « racines » ; ce qui pose alors, entre autres, la question de l'identité. Question intrinsèque à la droite réactionnaire. Question plus surprenante à l'autre bout du spectre.

Cette identité, ce sera, sous le parrainage plus ou moins discret de Martin Heidegger – revendiqué par Buisson comme par les auteurs de *Constellations* –, celle de la communauté, où « appartenir aux lieux autant qu'ils nous appartiennent », où bruit le passé, où il est clair que « ce qu'il y a dans la vie, ce sont des attachements, des agencements, des êtres situés qui se meuvent dans tout un ensemble de liens » (9). Cette identité liée à une communauté sensible est revendiquée contre la nation abstraite, et engage à soutenir les identités concrètes : celles des régions, ou des tribus affinitaires, par exemple. Mais,

plus largement, elle incarne l'offensive contre « l'idée du détachement de tout lien », attribuée traditionnellement par l'extrême droite à l'universalisme, et que retrouve ainsi une certaine gauche radicale.

L'« anthropologie du monde occidental », qui inventa « la vision d'un sujet libre de tout attachement, d'un sujet raisonnable et indépendant, mais qui finalement est un sujet amputé du monde », est vigoureusement dénoncée (10). C'est là confondre la raison, l'universalisme, et le capitalisme, sur fond d'essentialisme anti-« occidental » ; c'est là postuler qu'il n'est d'identité que du groupe, d'authenticité que dans la proximité avec un environnement, de vérité que dans les affects (11) : la désaffiliation de toute appartenance est peut-être bien d'ailleurs « la base des maladies qu'on dit de civilisation » (12). Allons bon. Voilà donc la solution à la décadence. Voilà où peut se dissoudre enfin la question sociale, dans un bel élan mystique, rassemblant ceux qui se ressemblent... Le terroir ne ment pas ?

(1) L'inscription de l'antisémite Charles Maurras (dont une anthologie, *L'Avenir de l'intelligence et autres textes*, vient de paraître chez Robert Laffont) au Livre des commémorations nationales 2018, signe d'une certaine décomplexion, est aujourd'hui effacée, à la suite d'une vague de protestations. Celle du romancier Jacques Chardonne, également antisémite notoire et amoureux des provinces, tant apprécié de François Mitterrand, est restée.

(2) Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Pluriel, Paris, 2016 (1^{re} éd. : 1972).

(3) Patrick Buisson, *La Cause du peuple. L'histoire interdite de la présidence Sarkozy*, Perrin, Paris, 2016.

(4) Louis Gibory, « Aéroport de Notre-Dame-des-Landes, un enjeu de société », 27 janvier 2016, <http://revueulimit.fr>

(5) Militants en faveur de la « zone à défendre » (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes et contre le projet d'aéroport.

(6) Groupe de jeunes gens poursuivis pour participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un acte de terrorisme après que des caténaires de chemin de fer ont été endommagées à l'automne 2008. Ils ont été relaxés en avril 2018.

(7) Comité invisible, *Maintenant*, La Fabrique, Paris, 2017.

(8) Collectif Mauvaise troupe, *Constellations. Trajectoires révolutionnaires du jeune XXI^e siècle*, L'Éclat, coll. « Poche », Paris, 2017 (1^{re} éd. : 2014).

(9) Comité invisible, *Maintenant*, op. cit.

(10) Collectif Mauvaise troupe, *Constellations*, op. cit.

(11) Cf. Jean-Luc Chappey, « Constellations : Radicalités irrationnelles », *Agone*, n° 61, Marseille, 2017.

(12) Collectif Mauvaise troupe, *Constellations*, op. cit.



JEAN DUBUFFET. – « Le Géographi », 1955

© ADAGP PARIS, 2018 - PHOTOGRAPHIE : SASA FUJIS, COLOGNE - COLLECTION PRIVÉE, COURTESY GALERIE KARSTEN GREVE



Premier « Café-Diplo étudiants » Paris Sciences et Lettres

Le 6 juin, à 18h30, salle L 109, Mines ParisTech, 60, boulevard Saint-Michel : rencontre avec Sylvain Leder et Hélène Richard autour du *Manuel d'économie critique*.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

CHAMBÉRY. Le 27 juin, à 18h30, à l'Atelier 137, 137, faubourg Montmélan : « L'éducation populaire ». (tuclin@orange.fr)

VALENCE. Le 7 juin, à 19 heures, au Causse toujours, 8, rue Gaston-Rey : « café-Diplo » sur la guerre d'Algérie. (suzanne.dejours@wanadoo.fr)

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

NORD FRANCHE-COMTÉ. Le 22 juin, à 20h30, au cinéma Espace Méliès à Lure : projection du film de Jean-Luc Magneron *Mai 68, la belle ouvrage*, suivie d'un débat avec Gérard Deneux. (odile-mangeot@wanadoo.fr)

BRETAGNE

RENNES. Le 7 juin, à 19 heures, au Knock, 48, rue de Saint-Briec : « café-Diplo » autour de l'article de Bernard Friot « En finir avec les luttes défensives » (novembre 2017). (amd.rennes@gmail.com)

CENTRE-VAL DE LOIRE

ORLÉANS. Le 7 juin, à 20 heures, à la Maison des associations, rue Sainte-Catherine : « École, éducation : quelles conséquences inégalitaires ? » (lesamdorleans@outlook.fr)

TOURS. Du 2 juin à 18 heures au 3 juin à 6 heures : Nuit des Studio. Le 15 juin, à 20h30, au Foyer des jeunes travailleurs, 16, rue Bernard-Palissy : « La faillite de la maison France ? Histoire économique de Vichy », avec Cédric Perrin. Le 21 juin à 19 heures et le 25 juin à 11 heures sur Radio Béton (93.6), présentation du numéro du mois. (pjc.arnaud@orange.fr)

GRAND EST

METZ. Le 8 juin, à 19h30, au cinéma Caméo Ariel, 24, rue du Palais : projection du documentaire de Gilles Balbastre *Vérités et mensonges sur la SNCF*, suivie d'un débat. Le 14 juin, à 18h30, petite salle des Coquelicots, 1, rue Saint-Clément, « café-Diplo » : « La présidence Trump : révolte de «petits Blancs» humiliés, sursaut d'un empire menacé ». (pollmann@univ-metz.fr)

STRASBOURG. Le 9 juin, à partir de 15 heures, au Centre de la rencontre, 20, rue de la Charité : lancement de la Plate-forme alsacienne pour la Palestine, avec débats et concerts : programme détaillé sur le site de l'association. (flament@evc.net)

GUADELOUPE

Le 6 juin, à 19h30, au cinéma Robert-Loyson au Moule, « Cash diplomatique » : projection du film de Gaël Morel *Prendre le large*. Dans le cadre de la 4^e édition du prix des marins-pêcheurs guadeloupéens (6-10 juin) : le 7 juin, à 19h30, au ciné-théâtre du Lamentin :

projection du film de Rune Denstad Langlo *Bienvenue !*, suivie d'un débat avec Patrick Chamoiseau et Guy Gabon. A l'occasion de la remise du 3^e prix Charles-Henry Salin : le 8 juin, à 15 heures, au lycée de Port-Louis, projection du documentaire de Jean-Pascal Bublex *Les Naufragés de l'île Jean-Charles*. (danimaginaire@yahoo.fr)

ÎLE-DE-FRANCE

PARIS. Le 5 juin, à 20 heures, au Tarmac, scène internationale francophone, 159, avenue Gambetta : « Tarmac diplomatique », avec la lecture publique de l'article de François Misser « L'Église congolaise contre Kabila » (avril), suivie d'un débat avec l'auteur. Le 26 juin, à 19 heures, au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier : « café-Diplo » autour du dernier numéro de *Manière de voir*, « La nouvelle guerre froide », avec Hélène Richard et Jean-Robert Raviot. (amis.diplo.75@gmail.com)

SEINE-SAINT-DENIS. Le 7 juin, à 19 heures, à La Belle Étoile, 14, rue Saint-Just à La Plaine Saint-Denis : projection du documentaire de Manue Mosset *Dis-leur que j'existe. Une histoire sahraouie*, suivie d'un débat avec Claude Mangin-Asfari, Oubi Bouchraya Bachir et Lise Tréglouze sur le Sahara occidental. (amis.diplo.93@gmail.com)

VAL-D'OISE. Le 7 juin, à 20 heures, au cinéma Le Palace, 6, avenue Anatole-France à Beaumont-sur-Oise : projection du film d'Apostolos Karakasis *Prochain arrêt : Utopia*, suivie d'un débat avec Benoît Borrits. (amd95@orange.fr)

YVELINES. Le 2 juin, à 17 heures, salle Montgolfier, hôtel de ville de Versailles : rencontre avec Richard Monvoisin et Nicolas Pinsault pour leur livre *La Sécu, les vautours et moi*.

Assemblée générale

L'assemblée générale de l'association aura lieu samedi 30 juin, de 9 heures à 13 heures, à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, à Paris.

Les enjeux de la protection sociale (Éditions du détour). (eveleveque@wanadoo.fr)

NORMANDIE

CAEN. Le 28 juin, à 19 heures, émission des AMD14 à écouter sur www.zonesdondes.org et <http://radio-toucaen.fr>. (duboisbo@yahoo.fr)

NOUVELLE-AQUITAINE

GIRONDE. Le 7 juin, à 20 heures, salle Aragon à Port-Sainte-Foy : « café-Diplo » sur l'Iran, précédé d'un repas partagé à 19 heures. Le 15 juin, à 20h30, au cinéma Utopia, place Camille-Jullian à Bordeaux : projection du film consacré à Noam Chomsky *Requiem pour le rêve américain*, suivie d'un débat avec Kelly Nyks, coréalisateur. Le 27 juin, à 18 heures, à la librairie Ombres blanches, rencontre avec Benoît Borrits pour son livre *Au-delà de la propriété. Pour une économie des communs* (La Découverte). (amdtoul@gmail.com)

LA ROCHELLE. Le 5 juin, à 20 heures, à la librairie Les Rebelles ordinaires, rue des Trois-Fuseaux, « café-Diplo » autour d'articles du numéro de mai. (jose.dacunha5@free.fr)

POITIERS. Le 5 juin, à 18h30, à la librairie La Belle Aventure, 12-15, rue des Grandes-Écoles : « Énergie, rail... la privatisation est-elle inévitable ? », rencontre avec Aurélien Bernier. (dominique.leblanc@wanadoo.fr)

OCCITANIE

MONTPELLIER. Le 6 juin, à 20 heures, salon du Belvédère au Corum : rencontre avec Julien Baldassarra autour de son article « À Bure, la fabrique du consentement » (janvier). Rencontre organisée avec ADN 34 (Arrêt du nucléaire). (amis-diplo34@orange.fr)

PERPIGNAN. Les AMD66 se réunissent chaque troisième jeudi du mois, à 19 heures, résidence Habitat Jeunes Roger-Sidou, 5, place Alain-Gerbault. (am.bordas@laposte.net)

TOULOUSE. Le 3 juin, à 11 heures, à l'American Cosmograph, projection-débat

avec Linda Lompret autour du film de Pierre Pezerat *Les Sentinelles*. Le 7 juin, à 20h30, salle du Sénéchal, rencontre avec Sarah Mazouz pour son livre *La République et ses autres. Politiques de l'altérité dans la France des années 2000* (ENS Éditions). Le 14 juin, à 20h30, à l'American Cosmograph, projection du film consacré à Noam Chomsky *Requiem pour le rêve américain*, suivie d'un débat avec Kelly Nyks, coréalisateur. Le 27 juin, à 18 heures, à la librairie Ombres blanches, rencontre avec Benoît Borrits pour son livre *Au-delà de la propriété. Pour une économie des communs* (La Découverte). (amdtoul@gmail.com)

PAYS DE LA LOIRE

NANTES. Le 7 juin, à 19 heures, à l'Altercafé, 21, quai des Antilles, « café-Diplo » autour des articles « Épineuse indépendance syndicale », de Michel Pigenet, et « L'Afrique dépouillée de ses poissons », de Kyle G. Brown (mai). (claudie.desfosses@wanadoo.fr)

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

AIX-EN-PROVENCE. Le 9 juin, au parc Saint-Mitre, journée de lancement des Rencontres économiques 2018. À 18 heures : « Les médias dominants font-ils de la propagande antisociale ? », avec Thomas Guénolé. Le 14 juin, à 18 heures, à la Cité du livre, salle Armand-Lunel : rencontre avec Daniel Mermet, et, à 20h30, projection de son film *Howard Zinn. Une histoire populaire américaine*. (d.bruiet@orange.fr)

HORS DE FRANCE

GENÈVE. Le 11 juin, à 18h30, à la Maison internationale des associations, 15, rue des Savoises : « café-Diplo » autour de l'article de Frank Pasquale « Mettre fin au trafic des données personnelles » (mai). (claudie.sumi@gmail.com)

LUXEMBOURG. Le 14 juin, à 18h30, au Citim, 55, avenue de la Liberté : « Les jeudis du Diplo » : discussion autour de l'article de Frank Pasquale « Mettre fin au trafic des données personnelles » (mai). (amdiluxembourg@gmail.com)

Déjouer la résignation,

Il y a un an, les élections législatives françaises offraient à M. Emmanuel Macron une très large majorité parlementaire. Pourtant, dans la Somme, un candidat de gauche, M. François Ruffin, parvenait contre toute attente à battre le candidat du parti du président et celui du Front national. La chronique de sa victoire locale livre des leçons plus générales sur le militantisme de terrain et sur les coalitions sociales.

PAR FRANÇOIS RUFFIN *

«**L**E CHOC», titre *Le Figaro* du 7 décembre 2015, au lendemain du premier tour des élections régionales. «*Le Front national est arrivé en tête (...) dans six régions, avec plus de 30 % des voix sur l'ensemble de la France.*» Juste à côté, dans le kiosque, même «une» pour *L'Humanité* : «Le choc».

«*Mais quel choc ?*, me suis-je aussitôt demandé. *Pour qui, le choc ?*»

Depuis des semaines, ça montait : «*À Oisemont, hier, il y avait des centaines de personnes pour accueillir Marine Le Pen...*» À Oisemont, 1 175 habitants. La dirigeante du Front national (FN) parvenait à soulever les campagnes, à Condé-Folie, à Soissons, à la Fête du haricot. Des colleurs se dressaient à sa suite, jusqu'à Daours, Bussy-lès-Daours, Querrieu. Un peuple des campagnes sortait de terre, se mêlait des affaires publiques. Malheureusement, c'était pour M^{me} Le Pen.

Une scène, aussi, dont je me souviens, dans le train Paris-Amiens : «*Hier soir, j'ai collé jusqu'à minuit. Je me les caillais, je suis restée des heures à convaincre les gens. Ils n'avaient pas reçu de tract, on avait oublié mon secteur !*» Ma voisine de banquette crie presque, assez énervée, à un autre passager. Pour qui milite-t-elle ? Je m'en doute : elle est

* Député (La France insoumise) de la première circonscription de la Somme.

habitée par une fougue et une foi qui ne sont plus des nôtres... «*On croise les doigts pour dimanche !*», conclut-elle. Là, c'est signé : elle espère un changement, elle y croit, c'est donc qu'elle est frontiste. Dans la Somme, M^{me} Le Pen engrangea 41 % des suffrages au premier tour des élections régionales, et 45 % dans la municipalité ouvrière de Flixecourt.

Il faut partir de là, je crois. De notre désarroi dans ce train. «La gauche» était alors représentée, à l'Élysée, par un président socialiste qui avait signé sans renâcler le pacte d'austérité, allouait 20 milliards d'euros de crédit d'impôt annuel aux entreprises, flexibilisait le marché du travail avec l'accord national interprofessionnel (ANI), optait pour une «réforme

Complicité des diplômés et des cadres

«**M**AIS ÇA, ce n'est pas la gauche !, dira-t-on. Ce n'est pas notre gauche !» Soit, que proposait «notre gauche» ? Des divisions infinies, des appareils qui se chamaillent entre PC, PG, EELV, avec LO et le NPA à côté (1) ? Et qui constituent des listes séparées, avec la garantie de scores ridicules ?

Notre implantation locale, également, nous condamnait. Dans des municipalités un peu bourgeoises, comme Amiens, sans doute pourrait-on regagner du ter-



CORNEILLE. – «L'Heure du réveil. Le chat», 1975

rain, à Lille aussi, peut-être. Mais, dans les bourgs alentour, les petites communes, les zones périurbaines devenues le refuge des classes populaires, les leçons antifascistes données en ville n'auraient aucun effet. Ou un effet contre-productif.

De Goodyear à Flodor, de Magneti Marelli à Honeywell, de Parisot à Abélia Décors, j'avais assisté comme reporter à des fermetures en cadence, à un séisme social vécu, sinon dans l'indifférence, du

moins dans l'impuissance. Un cataclysme muet. Derrière ces noms d'entreprises, des travailleurs licenciés, mais surtout, de façon moins visible, leurs enfants qui galèrent de stages en intérim.

Cette mondialisation, ce libre-échange se sont installés grâce à la complicité des diplômés, des cadres, des enseignants. Ces classes intermédiaires les ont acceptés, ne se sont pas révoltés contre eux : elles ont encore voté majoritairement «oui», en 2005, au traité constitutionnel européen. En revanche, le taux de chômage des non-qualifiés, cinq fois supérieur à celui des cadres, les incline assez peu à attendre la «mondialisation heureuse», ou même l'«altermondialisation heureuse». Maintenant, à leur chute économique et sociale il faudrait ajouter une autre condamnation : politique et morale. Qu'ils votent FN, se reconnaissent dans un parti ostracisé, et leur exclusion en sera légitimée. La double peine.

La théorie, je la connais : le «divorce des deux cœurs sociologiques de la gauche» cher à Emmanuel Todd, les «périphéries atones» de Christophe Guilluy, le «populisme de gauche» de Chantal Mouffe, les «passions populaires» d'Antonio Gramsci, etc. Mais, en pratique, saurons-nous être «populaires», justement ?

D'abord, animer le «premier cercle».

J'étais peu connu dans la circonscription, moins qu'un maire ou un conseiller départemental. Certes, je publiais depuis une quinzaine d'années un journal, *Fakir*, mais «Fâché avec tout le monde», son slogan de «une», ne se révélait guère un atout : combien de susceptibilités froissées, y compris dans les médias locaux, jusqu'à essayer des procès en série ? Je comptais sur des sympathisants, des partisans, qui, appréciaient mon travail à la radio, sur France Inter, ou dans *Fakir*... C'est ce premier cercle qu'il me fallait rassembler, enthousiasmer, galvaniser, étendre. Ce fut un travail souterrain. Des soirées à projeter *Merci patron !* (2) dans un coin de salon, dans une salle des fêtes, devant dix personnes, parfois moins, mais qu'importe. Certains me disent que mon «baratin» les indiffère, que «les élections, on s'en fout», que «mieux vaut cultiver des carottes bio dans son jardin». Ils rejoindront néanmoins le premier cercle après une projection.

Cependant, ce premier cercle reste largement composé de diplômés du

(1) Respectivement : Parti communiste, Parti de gauche, Europe Écologie - Les Verts, Lutte ouvrière et Nouveau Parti anticapitaliste.

(2) Lire Frédéric Lordon, «Un film d'action directe», *Le Monde diplomatique*, février 2016.

Pour les socialistes en déroute,

Confrontés à un désastre électoral, la plupart des responsables politiques remettent en question les choix qu'ils ont faits. Mais les socialistes français semblent incapables d'imaginer une autre stratégie que celle qui les a condamnés.

PAR SERGE HALIMI

IL Y A DOUZE ANS, M. François Hollande, alors premier secrétaire du Parti socialiste (PS), tirait les leçons de l'éviction de M. Lionel Jospin au premier tour de l'élection présidentielle de 2002. Et il adjurait tous les éléments situés à la gauche du PS de «ne pas laisser la social-démocratie seule avec elle-même». Faute de quoi, il redoutait que les «deux fleuves» de la gauche, le sien et le plus radical, «ne se rejoignent plus, y compris à l'occasion des confluences électorales (1)». Ce n'était pas si mal vu... Pendant cinq ans, M. Hollande, élu président de la République en 2012 grâce à la puissance du rejet suscité par son prédécesseur, a gouverné seul, et il a disposé de tous les leviers politiques. Au bout de cette route, il a tellement «déçu» qu'en avril 2017 M. Benoît Hamon, le candidat officiel de son parti, n'a récolté – avec

l'appui des écologistes – que 6,3 % des voix. La plupart des électeurs de M. Hollande en 2012 lui ont en effet préféré soit M. Emmanuel Macron, soit M. Jean-Luc Mélenchon (2). Depuis cinquante ans, la distance entre les «deux fleuves» n'a jamais été aussi immense.

Dès lors que quelques-uns des principaux acteurs du quinquennat écoulé ont pris la plume pour en livrer sans délai la chronique – l'ancien premier ministre Bernard Cazeneuve (3) – ou en tirer «les leçons» – l'ancien président Hollande (4) –, on aurait pu attendre de leurs ouvrages quelques autocritiques de fond. On les cherche en vain.

Dans ses Mémoires, M. Cazeneuve ne livre presque rien de ses «cent cinquante jours sous tension à Matignon», excepté son observation des «résultats spectaculaires du régime alimentaire» de M. Martin Schulz, alors président du Parlement européen. Ou le détail de ses sensations olfactives lorsque, dans une forêt, il hume «les parfums de terre mouillée et riche qui sont comme des promesses pour les jeunes pousses du prochain printemps». Nulle trace dans son témoignage d'une espérance (autre que botanique), d'une grande ambition. Ni, à vrai dire, d'un projet quelconque. M. Cazeneuve gouverne, voilà tout. Il préside des réunions, inaugure des locaux, débite des discours. Et, quand rien ne va, ce qui fut souvent le cas, il attribue son impopularité à la division de ses «amis», à leurs «petites haines recuites», au «gauchisme» des frondeurs du PS.

À l'époque, les socialistes identifiaient pourtant leur ennemi ailleurs que dans leurs rangs. À leur gauche, pour être pré-

cis. Ainsi, M. Cazeneuve nous confie que, onze jours avant le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, «François Hollande se montre préoccupé de la montée dans les sondages de Jean-Luc Mélenchon». «Je n'ai aucune difficulté à concevoir qu'il faille le combattre», opine alors son premier ministre, dont on aurait pu imaginer qu'il se réjouisse plutôt du tassement de l'extrême droite. Dans le couple exécutif, l'aversion pour ce qu'il appelle «la gauche radicale» l'emporte cependant sur le reste. Pour l'ancien président, celle-ci «ne forge aucun système alternatif, n'a ni propositions crédibles ni alliés. Elle est l'adversaire rêvé du capitalisme».

Mais s'opposer au capitalisme conserve-t-il un sens quand on est social-démocrate ? Lire les ouvrages de MM. Hollande et Cazeneuve, ou celui de M. Pierre Moscovici – qui, lors du quinquennat écoulé, précéda M. Macron au ministère de l'économie (5) –, dissipe le moindre doute, au moins sur ce point. Les trois auteurs ne voient jamais dans leur résultat électoral – ou social – la sanction de leur adhésion au néolibéralisme. Tout juste concèdent-ils des maladresses de méthode, des erreurs de rythme ou un défaut de «pédagogie». Les objections de fond à leur «politique de l'offre» ou à leur soumission aux préférences de M^{me} Angela Merkel sont traitées par le mépris («discours», «incantations», «invectives») plutôt que discutées. M. Moscovici dévoile même implicitement l'enfermement intellectuel – la sclérose ? – de ses amis politiques : «Certains nous le reprocheront, mais nous n'avons pas même eu ce débat [sur la priorité accordée à la réduction des déficits], et avons d'emblée fait le

choix de l'Europe.» La chose le navre, mais pas pour la raison qu'on pourrait imaginer : «Personne ne nous en crédite, et c'est une injustice.» Terrible injustice assurément que de n'être pas «crédité» d'un choix stratégique effectué sans débat. Et à rebours des engagements électoraux pris devant le pays.

M. Hollande avait en effet annoncé ceci dans son discours du Bourget (22 janvier 2012) : «Sur le plan européen, si les Français m'en donnent mandat, mon premier déplacement sera pour rencontrer la chancelière d'Allemagne et pour lui dire

que nous devons ensemble changer l'orientation de l'Europe vers la croissance et dans le lancement de grands travaux.» Bilan : néant. Dans un livre-réquisitoire, son ancien conseiller Aquilino Morelle dévoile à ce propos que, «dès février 2012, juste après son discours du Bourget, Hollande envoyait, dans le plus grand secret, Emmanuel Macron à Berlin afin d'y rencontrer Nikolaus Meyer-Landrut, le conseiller d'Angela Merkel pour les affaires européennes, et, par son truchement, rassurer la chancelière sur la réalité de ses intentions (6)». Elle n'eut plus jamais motif à s'inquiéter.

Le chantage de Bernard Arnault

OR, sur ce plan aussi, M. Hollande ne regrette rien : «Jusque-là, on se réfugiait derrière l'idée d'une "autre Europe" qui satisfait aux critères du socialisme. Mais avec qui la construire ? (...) Mon expérience m'a confirmé dans cette certitude : il ne s'agit plus de rêver d'une Europe nouvelle (...). Il s'agit de savoir s'il faut partir ou rester. Il n'y a plus de demi-mesure.» Actuel commissaire européen aux affaires économiques, M. Moscovici appuie cette théorisation de l'impuissance : «Quitte à décevoir, je ne veux bercer personne d'illusion (...). L'Europe sociale – autre serpent de mer – restera une belle intention tant que l'on n'aura pas rompu (...) avec la logique de l'unanimité.» Mais, pour cela, il faudrait renégocier les traités, une option qu'il écarte résolument...

Et ce n'est pas le seul verrou, ou le seul prétexte, autorisant à ne rien faire. «La domination des marchés avec laquelle nous avons dû composer», pour

reprendre les termes de l'ancien président, a également trouvé des relais insistants au cœur de l'appareil d'État. La description glaçante que livre M. Moscovici de l'administration qu'il a dirigée permet de le comprendre. Détaillant la toute-puissance de Bercy (le ministère de l'économie et des finances), ses «160 000 fonctionnaires (...), plus de

(1) Lire «Quand la gauche de gouvernement raconte son histoire», *Le Monde diplomatique*, avril 2007.

(2) Selon le politologue Jérôme Fourquet, M. Hamon n'a rassemblé que 16 % des électeurs de M. Hollande du premier tour de 2012. M. Macron 48 %, M. Mélenchon 26 % («Sur la gauche radicale : le vote Mélenchon», *Commentaire*, n° 159, Paris, automne 2017).

(3) Bernard Cazeneuve, *Chaque jour compte. 150 jours sous tension à Matignon*, Stock, Paris, 2017.

(4) François Hollande, *Les Leçons du pouvoir*, Stock, 2018.

(5) Pierre Moscovici, *Dans ce clair-obscur surgissent les monstres. Choses vues au cœur du pouvoir*, Plon, Paris, 2018.

(6) Aquilino Morelle, *L'Abdication*, Grasset, Paris, 2017.

OU LA SOUMISSION

retour sur une victoire électorale

supérieur, de militants aguerris. Or ces militants ne savent plus toujours parler aux non-militants. Ils voudraient, par exemple, qu'on insiste sur l'unité réalisée entre La France insoumise, le Parti communiste, les Verts, Ensemble. C'est oublier que, pour les gens, l'unité devrait aller de soi. Divisés, on a simplement l'assurance de perdre.

Ou encore, on me réclame un programme. J'accepte ceux de La France insoumise, du Parti communiste, des Verts... Je prends tout. Je redoute que ce premier cercle, intellectuel, passe trop de temps à rédiger des textes sur l'éducation ou le théâtre, ou, pis, à faire des ateliers constituants, à se disputer sur le nucléaire, à claquer la porte pour un smic à 1 500 euros au lieu de 1 800, plutôt que d'aller convaincre, dans les rues d'Amiens, de Bertheaucourt, de Pont-Rémy.

Des camarades auraient également souhaité que je mène une « campagne pédagogique sur la réduction du temps de travail ». Mais la Confédération générale du travail (CGT) s'y était employée, et elle avait échoué, se heurtant au fatalisme. Nous ne disposons que d'une poignée de semaines, pas assez pour parvenir à renverser l'idéologie du pays. La

pédagogie, c'est le réflexe d'organisations habituées aux « candidatures de témoignage », qui visent à « faire avancer des idées », pas à gagner du pouvoir. Il nous fallait plutôt repérer, parmi nos thèmes, ceux qui font d'ores et déjà écho chez les électeurs. Et sans nécessité de pédagogie.

À défaut d'un programme, je défendais une ligne binaire : nous contre eux, nous, les petits, les travailleurs, le bas, contre eux, les gros, les actionnaires, le haut. C'est ce canevas que j'ai répété mille fois en faisant du porte-à-porte : « Bonjour. Vous savez qu'on vit dans un monde où 1 % de l'humanité détient plus de richesses que les 99 % restants ? [La dame approuve, entre dans le jeu : je marque un point.] Peut-être que vous appartenez aux 1 % les plus riches et que pour vous tout va très bien... [La dame rigole : deux points.] Sinon, il y a un moyen de se défendre, ce n'est pas le seul, ce n'est pas le meilleur, mais ça reste la politique, le bulletin de vote, c'est quand même avec ça qu'on a obtenu les congés payés, la Sécurité sociale, le congé maternité... Parce que les riches, eux, ils n'oublient pas d'aller voter et de défendre leurs intérêts ! » Et là, souvent, la dame concluait : « C'est bien vrai, ça. » [Trois points.]

Ouvrir une autre voie

À CETTE LIGNE se mêlait une attitude. Comme bannière, nous avions ainsi choisi « Picardie debout ! ». Comme emblème, une marionnette locale, Lafleur. Nous adoptions des accents régionalistes, car, comme si le marasme industriel ne suffisait pas, la réforme territoriale de 2015 avait rayé la Picardie de la carte : absorbée dans les Hauts-de-France, vassalisée par Lille, méprisée par Paris. Notre devoir était, et demeure, de rendre un peu de fierté à ses habitants.

Dans ma profession de foi aux électeurs, j'écrivais donc : « Demain, comme député, je ne vous promets pas la lune. (...) En revanche, je m'engage à ça : devant les ministres, devant les PDG, je

ne me dégonflerai pas. Je ne courberai pas l'échine. Je ne serai le petit soldat ni d'un gouvernement ni d'un parti. Je ferai entendre votre voix. (...) Si vous m'accordez l'écharpe tricolore, ma voix sera alors forte de vos milliers de voix. Pour les secouer, ma légimité sera renforcée. Devant eux, grâce à vous, je tremblerai moins. Je serai fier de vous représenter. »

L'occasion, malheureusement, ne va pas tarder. Fin janvier 2017, Whirlpool annonce la délocalisation de son usine d'Amiens. L'entreprise ne se situe pas dans ma circonscription, plutôt à la lisière, mais je mesure l'enjeu : Whirlpool devenait le symbole d'un monde

ouvrier écrasé, et une lutte se livrait, qu'on ne devait pas laisser au FN. Aussitôt, je publie une vidéo mettant en cause l'Union européenne, la libre circulation des marchandises, et réclamant « une surtaxe spéciale, de plus 50 % ». Mais M^{me} Le Pen aussi, et elle trouve nettement plus d'écoute. Quand nous arrivons sur le site, l'accueil est mitigé. Cependant, M. Frédéric Chantrelle, le délégué de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), se souvient de mon reportage à l'usine, il y a quinze ans déjà, en 2002, pour le dossier de *Fakir* sur la délocalisation des lave-linge en Slovaquie. Et notre camion punk séduit, toute l'équipe syndicale se fait photographe devant notre fresque : Lafleur bottant le cul d'un patron à hauteur de forme. Au fil des semaines, on va resserrer ces liens, inviter les salariés de Whirlpool à nos meetings, répéter que « l'adversaire, c'est l'actionnaire, pas l'étranger ». On les conseille, une complicité se noue.

En février, décrochant un César, salle Pleyel à Paris, pour *Merci patron !*, je leur adresse une spéciale dédicace : « Pourquoi ça dure comme ça depuis trente ans ? Parce que ce sont des ouvriers qui sont touchés, et donc on n'en a rien à faire. (...) Imaginons qu'on dise : "Les députés ne sont pas assez compétitifs, il faut délocaliser l'Hémicycle à Varsovie", eh bien, immédiatement, il y aurait des débats à l'Assemblée nationale et il y aurait un projet de loi. Là, parce que ce sont des ouvriers, il n'y a pas de débat et pas de projet de loi. »

« Populaire », je le deviens un peu ce soir-là, avec cette vidéo qui tourne sur les réseaux sociaux. Puis, lors de mes deux confrontations avec M. Macron, notamment lorsqu'il se rend devant l'usine Whirlpool et que je le salue d'un : « Vous êtes ici parmi les vaincus de la mondialisation... » C'est au fond le seul que j'aie pris pour adversaire. Le FN, je l'attaquais peu. Comment des gens qui vont mal, socialement, économiquement, croiraient-ils que M^{me} Le Pen ou son père, qui n'ont jamais gouverné le pays, sont responsables de leurs malheurs ? Le FN se combat

en ouvrant une autre voie aux colères, à l'espoir. En offrant un autre conflit que celui entre Français et immigrés.

Et l'autre cœur sociologique de la gauche : les instruits ? Je fais le pari que convaincre la classe intermédiaire exige moins d'efforts : elle m'est plus proche socialement. Et, pour elle, ma récompense artistique vaut reconnaissance. Ensuite, nous tenons des « réunions labo-

atoires » : sur l'éducation, la santé, le social, les transports, l'écologie. Nous élaborons des tracts spécifiques, diffusés à l'entrée des écoles, des collèges, des lycées, des hôpitaux. Et, pour conforter notre capital culturel, et ouvrir notre horizon au-delà de l'industrie menacée, nous faisons venir des intellectuels à nos meetings : Hervé Kempf, Patrick Pelloux, Denis Robert, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot...

Fanfare, tambours et casseroles

CES RENCONTRES constituent surtout une gratification pour nos militants acharnés, leurs semaines entières à tracter, à faire du porte-à-porte. Ce sont eux qui, immeuble après immeuble, rue après rue, zone après zone, vont secouer la résignation, réveiller l'espérance. Nos réunions publiques, les concerts ont pour vocation de redonner un sens à leurs efforts. Offrir de la joie, comme un avant-goût du monde que nous préparons...

Au soir du premier tour de la présidentielle, M^{me} Le Pen obtient 29 % des voix dans la circonscription ; M. Macron, 23 %. M. Jean-Luc Mélenchon arrive juste derrière, à 22 %, en tête dans les quartiers populaires, loin derrière dans les campagnes. Un pour cent d'écart, ça se rattrape ! Il nous faudrait simplement vaincre l'« abstention différentielle » des pauvres, des ouvriers, des jeunes, qui délaissent les premiers les urnes. Vaincre, surtout, l'inertie qui, toujours, fait des législatives une vague donnant une vaste majorité au président, à base de « Il faut bien lui donner sa chance... ».

À l'issue du premier tour, nous laminons le FN : 16 % pour lui, 24 % pour nous. À Flixecourt, une municipalité communiste où M^{me} Le Pen avait triomphé quelques semaines plus tôt, nous obtenons 41 % des voix. Dans la circonscription, le candidat macroniste caracole loin devant nous, à 34 %. Nous avons 4 000 voix de retard. Mais c'est déjà une victoire : c'est démontré, les classes populaires, même celles des campagnes, peuvent revenir à gauche.

Les ouvriers ne sont pas condamnés au vote d'extrême droite.

La nuit même, nous imprimons à 70 000 exemplaires un tract de quatre pages : « Dites non à Macron ! Dimanche, faites barrage à la finance ! » Durant la journée, nous faisons du porte-à-porte, grimpons les cages d'escalier, avec frénésie. Et le soir, chaque soir, nous organisons une manifestation festive. Aucune minute ne sera perdue. Le lundi, nous serons quatre-vingts, avec fanfare, tambours, casseroles et sono, à Saint-Maurice. Le lendemain, nous manifestons à la fois à Abbeville et à Amiens. Et puis à Longueau, à Flixecourt, à la Salamandre, à Rouvroy, au Soleil-Levant. La veille du scrutin, nous distribuons des poèmes, et affichons « Laissez parler votre cœur » sur la banderole.

Dimanche 18 juin, nous l'emportons avec 56 % des voix, 74 % à Flixecourt. En une semaine, nous avons gagné 10 000 bulletins. D'où sortaient-ils ? Comment sommes-nous parvenus à motiver notre camp, malgré une puissante abstention ? Qu'est-ce qui les a convaincus ? Dans notre débauche d'initiatives, laquelle s'est révélée efficace ? Et, surtout, que pourrait-on reproduire ailleurs ?

« On ne gagne pas une élection avec des casseroles », se moquaient, durant la campagne, les fins politiques. Qui sait ? Qui connaît la recette pour donner foi et fougue aux gens ? Et pour sortir un peuple du sentiment d'impuissance ?

FRANÇOIS RUFFIN.

l'échec, c'est les autres...

cinq fois les effectifs de la Commission européenne, ou l'équivalent d'une ville comme Nîmes », l'ancien ministre relève d'emblée (dans un style assurément perfectible) : cette administration est « la plus convaincue que la France a le plus à gagner de l'intégration européenne. »

Une telle conviction s'accompagne de quelques autres, au moins aussi problématiques pour un éventuel gouvernement réellement de gauche : « L'administration des finances peut paraître arrogante, dure, rigide, voire hostile aux projets politiques progressistes. Son inclination spontanée la pousse plutôt au conservatisme. Ainsi en va-t-il des arbitrages budgétaires, qui ont tendance à cibler prioritairement toutes les politiques publiques à finalité sociale, environnementale ou éducative, et de beaucoup de notes du Trésor, qui vont toujours, au nom de l'exigence des réformes structurelles, dans le sens du libéralisme économique et de la dérégulation. »

Un État confié à de telles mains n'est pas enclin, on le conçoit, à imposer les choix du suffrage universel à de grands industriels étrangers. En conserve-t-il d'ailleurs les moyens ? Le récit par lequel M. Hollande s'exonère de ne pas avoir tenu sa promesse électorale de rouvrir les hauts-fourneaux lorrains fermés par ArcelorMittal permet d'en douter : « Je juge nécessaire d'établir avec lui [M. Lakshmi Mittal] un rapport de fermeté. Je lui demande de chercher un repreneur et, en cas d'échec, je laisse entendre que l'État est prêt à nationaliser les activités de Florange, obligeant ainsi Mittal à s'en séparer. De sa voix onctueuse, Lakshmi Mittal répond que nous devrions en ce cas acquiescer

aussi l'ensemble des sites français du groupe, dans lesquels sont employés quelque 20 000 salariés. Car il se retirera du pays. » L'onctuosité l'emporta sur la « fermeté » : Florange ne fut pas nationalisée.

L'épisode de la taxe à 75 % sur les très hauts revenus est encore plus éclairant. Début 2012, alors que sa campagne patine et qu'il redoute d'être rattrapé par M. Mélenchon, M. Hollande décide de gauchir sa ligne. Pour donner consistance à la dénonciation de son « véritable adversaire, (...) la finance », il entérine la proposition, avancée par un de ses conseillers (7), d'une imposition

exceptionnelle des revenus supérieurs à 1 million d'euros par an. M. Moscovici analyse la manœuvre : « François Hollande, en bon tacticien, a voulu éviter que ne se produise, en 2012, ce qui s'est passé en 2017. C'est-à-dire l'envolée d'une gauche nationaliste, aux accents populistes. »

L'élection remportée, il entreprend de mettre en œuvre une idée dont il présentait pourtant « qu'elle serait un peu radioactive ». Et, cette fois, ce n'est pas M. Mittal, mais M. Bernard Arnault qui se dresse sur ses ergots. L'homme le plus riche de France morigène le nouveau ministre de l'économie. « Le patron de

LVMH, raconte M. Moscovici, me dit en substance : "Si vous taxez à 75 % tous les revenus à plus de 1 million d'euros, eh bien, je délocaliserai tous mes cadres. Parce que (...), si je veux attirer des créateurs en France, je ne peux pas les rémunérer correctement avec vos 75 %." (...) Tout le monde partira. Donc il faut absolument que cette mesure ne soit pas appliquée. » M. Moscovici commente : « Y renoncer sur instruction de Bernard Arnault ? Inimaginable ! C'était l'une des mesures – il y en avait peu – qui avaient créé un électrochoc dans la campagne, et elle avait sans doute été néces-

saire pour... remporter l'élection. » Inimaginable ? Pas tout à fait, puisque l'ancien ministre ajoute aussitôt : « Nous étions pressés d'enterrer cette ficelle électoraliste. (...) Autant dire que nous n'avons pas été fâchés que le Conseil constitutionnel la censure. » La Commission européenne, l'Allemagne, le ministère des finances, le Conseil constitutionnel : les intérêts du capital ne semblent jamais manquer de puissants avocats. D'autant plus assurés de l'emporter que face à eux se tiennent des socialistes pleins de prévenance à leur endroit...

Congédiés par ceux qu'on a servis

L'ANCIEN président a intitulé ses Mémoires *Les Leçons du pouvoir*. On peut en tirer d'autres que les siennes (8). Dans leur histoire, les socialistes ont rarement autant déferé aux exigences des industriels et de la finance que lors du quinquennat écoulé. Ils ont emboîté de ruineux abattements fiscaux au profit des chefs d'entreprise (« pacte de responsabilité ») avec une loi travail qui a détricoté les droits des salariés. Aucune de ces deux mesures essentielles ne figurerait pourtant dans le programme du candidat élu. Malgré ces genuflexions, les classes supérieures que le PS espérait ainsi séduire l'ont congédié au profit de M. Macron, qui, lui, ne dissimule ni son jeu ni la clientèle qu'il sert. On sent qu'une telle ingratitude accable parfois les dirigeants socialistes. « Je ne me souviens pas, après des décisions pourtant exceptionnellement favorables, d'un seul communiqué, d'une seule expression positive, sans réserve, de la part du Medef ou de la CGPME (9), se désolé

ainsi M. Moscovici. Cette hostilité des milieux économiques restera constante et sans réserve, pendant tout le quinquennat. (...) Ces milieux-là n'ont jamais laissé aucune chance au nouveau gouvernement ! »

Même si ce n'est certainement pas l'intention des auteurs de ces ouvrages, leur lecture confirmera à ceux qui espèrent une véritable politique de gauche la nécessité d'identifier au préalable ses véritables adversaires. Non pas pour les convaincre, mais pour les combattre.

SERGE HALIMI.

(7) M. Morelle, qui confirme par ailleurs dans son ouvrage qu'elle lui fut inspirée par un article du *Monde diplomatique* sur le plafonnement des fortunes.

(8) Cf. *Quand la gauche essayait. Les leçons du pouvoir* (1924, 1936, 1944, 1981), Agone, Marseille, 2018 (1^{re} éd. : 2000).

(9) Deux organisations patronales, le Mouvement des entreprises de France et la Confédération générale des petites et moyennes entreprises.

« Armé d'un crayon et d'une gomme »

Dans ses Mémoires (1), l'ancien président François Hollande, souvent velléitaire ou impuissant sur les grands dossiers européens, raconte comment, lorsqu'il fallut procéder au redécoupage des régions françaises, il décida en majesté.

JE PROCÈDE aux consultations indispensables, j'associe le premier ministre et les principaux ministres à cet exercice. Mais, à la fin des fins, je dois rendre moi-même l'arbitrage ultime. J'étale la carte de France sur la grande table de mon bureau et, armé d'un crayon et d'une gomme, après avoir écouté les avis les plus divergents, je propose au Parlement un nouveau découpage administratif de la nation. La Bretagne ne voulait pas se fondre avec les Pays de la Loire, le Languedoc-Roussillon refusait de se marier avec Midi-Pyrénées, l'Alsace voulait rester seule, la Picardie préférait rejoindre le Nord-Pas-de-Calais. Je prends en compte certaines demandes. J'en écarte d'autres. L'opposition fustige « l'arbitraire », la « logique obscure » de certains rattachements, la restriction des responsabilités du département, et la mise en cause de la commune. Mais très vite le débat s'arrête de lui-même. (...) C'est ainsi que la plus grande réforme territoriale depuis les lois de décentralisation de 1982 fut décidée et mise en œuvre.

(1) François Hollande, *Les Leçons du pouvoir*, Stock, Paris, 2018.



LITTÉRATURES

AFRIQUE

HISTOIRE DES RÉVOLTES PANAFRICAINES. – Cyril Lionel Robert James
Éditions Amsterdam, Paris, 2018, 160 pages, 15 euros.

Cette première traduction française d'un ouvrage publié en 1938, enrichi d'un épilogue écrit en 1969, s'inscrit dans l'air du temps d'un nouveau panafricanisme transcontinental. Elle révèle aux lecteurs francophones un courant révolutionnaire à la fois marxiste, antillais et africain. Il s'agit ici, au fil d'une histoire transatlantique, de « s'attaquer au mythe du "Noir docile" »... Cyril Lionel Robert James (C. L. R. James, selon l'appellation usuelle), né dans la colonie britannique de Trinidad en 1901 et mort à Londres en 1989, avait conscience de mener dans le champ de l'histoire mondiale un « combat à mort » contre les chercheurs dominants, dont le travail portait principalement sur les empires coloniaux. Sa grande originalité est de relier les « cent cinquante révoltes noires aux États-Unis » à l'insurrection des esclaves durant la guerre de Sécession, aux mouvements insurrectionnels des Antilles et à « quatre siècles » de révoltes en Afrique. Même programmation, la recherche de James se fait ici fondatrice. Il est également l'auteur de l'ouvrage *Les Jacobins noirs* (Éditions Amsterdam, 2017), qui relate l'épopée de Toussaint Louverture à Saint-Domingue.

MICHEL GALY

HISTOIRE ET CULTURES DE LA DIASPORA AFRICAINE. – Patrick Manning
Présence africaine, Paris, 2018, 450 pages, 24 euros.

La synthèse monumentale de l'historien américain Patrick Manning, issue des études afro-américaines menées aux États-Unis, couvre six siècles, trois continents, et propose des centaines de références universitaires. Elle concerne surtout les nations anglophones, sans toutefois oublier les Antilles, tendant ainsi un miroir au monde francophone. Cette recherche fonctionnaliste minimise parfois les luttes ou les mouvements de résistance : le chapitre succinct sur les Black Panthers, par exemple, fait l'impasse sur le rôle des services de renseignement dans leur liquidation. Son caractère novateur réside dans l'attention portée aux représentations et aux interactions entre les sociétés. L'ouvrage est centré sur l'esclavage atlantique, au détriment de la traite arabo-musulmane. Le combat pour la citoyenneté jusqu'en 1960 mêle habilement la question noire aux États-Unis et le mouvement de décolonisation en Afrique. Une dernière partie sur l'égalité permet de discerner des évolutions récentes et encore inédites sur les droits culturels et les injustices sociales.

M. G.

DOWNFALL OF AN EMPEROR. Haile Selassie of Ethiopia and the Derg's Creeping Coup. – Michael Ghebrenegus Haile
Africa World Press, Trenton (New Jersey), 2018, 350 pages, 34,95 dollars.

Ce livre étonnant sur la chute de la monarchie éthiopienne n'est pas une nouvelle étude érudite, mais plutôt un recueil de « choses vues », au sens de Victor Hugo, qui en donne une vision très réaliste. Michael Ghebrenegus Haile fut membre du Derg, le comité révolutionnaire qui renversa Haile Sélassié en 1974 et instaura un régime républicain. Érythréen, marginalement militaire et social-démocrate modéré, il avait tout pour déplaire dans une assemblée partagée entre aristocrates réactionnaires et militaires se réclamant du marxisme-léninisme. Inconfortablement coincé entre celui qui deviendra le président du pays, Mengistu Haile Mariam (dont il dresse paradoxalement un portrait plutôt sympathique), et des nobles qui voudraient sauver l'Empire, il observe, éberlué, une montée aux extrêmes qui culmine avec l'assassinat de soixante dignitaires de l'ancien régime et du chef du Derg, le général Aman Andom, dont la seule erreur était de tenter de faire la paix en Érythrie. Le « bolchevisme militaire » éthiopien entre dans la spirale sanglante dont il ne sortira plus jusqu'à sa chute, en 1991.

GÉRARD PRUNIER

MAGHREB

ŒUVRES. Écrits politiques, théâtre, poésie et nouvelles. – Mohamed Boudia
Premiers matins de novembre Éditions, Toulouse, 2017, 310 pages, 17 euros.

Le 28 juin 1973, à Paris, Mohamed Boudia monte dans sa voiture. Elle explose ; il n'en réchappera pas. L'attentat, non revendiqué, est vraisemblablement l'œuvre des services secrets israéliens. Ancien membre des groupes d'action de la Fédération de France du Front de libération nationale (FLN), militant impliqué dans l'action et la théorie révolutionnaires, il était rentré en Algérie dès l'indépendance, en 1962, et avait été l'un des fondateurs du Théâtre national algérien. Outre ses écrits politiques, ses pièces, sa poésie et ses nouvelles, on trouvera ici une tentative de reconstitution de son parcours. Comme ses camarades de la gauche du FLN, ce journaliste pugnace s'opposa au putsch du colonel Houari Boumediène en juin 1965, qu'il considéra comme réactionnaire. Exilé à Paris, il travailla pour le Théâtre de l'Ouest parisien le jour, et la nuit pour le Rassemblement unitaire des révolutionnaires, un groupe d'opposition à Boumediène. Son militantisme internationaliste, et en particulier palestinien, le mènera à rejoindre les rangs du groupe Septembre noir en Europe.

AREZKI METREF

ASIE

LA CHINE DANS LE MONDE. – Sous la direction d'Alice Ekman
CNRS Éditions, Paris, 2018, 272 pages, 23 euros.

Huit spécialistes pour cet ouvrage, extrêmement documenté, sur l'évolution tant de la position de la Chine dans le monde que de son action depuis la réforme et l'ouverture engagées par Deng Xiaoping en 1979. Si, comme le montre Alice Ekman, les « facteurs domestiques » [notamment les besoins en énergie et en matières premières] occupent une place prépondérante dans sa politique étrangère, les facteurs régionaux demeurent déterminants. De plus, investissant dans des régions politiquement instables, Pékin se dote des moyens de protéger ses intérêts économiques et d'assurer la sécurité de ses cinq millions de ressortissants hors de Chine, ainsi que le souligne Agatha Kratz. De son côté, Jean-Pierre Cabestan analyse « l'activisme diplomatique de Xi Jinping », et sa concentration du pouvoir par la mise en concurrence des divers courants. Un suspense : M. Xi pourra-t-il réussir sa nouvelle « route de la soie » en imposant sa vision de l'organisation du monde ?

ZHANG ZHULIN

EUROPE

LE DESTIN DE L'EUROPE. – Ivan Krastev
Premier Parallèle, Paris, 2017, 160 pages, 16 euros.

À quoi tient la montée des populismes en Europe ? À plusieurs faits concomitants, selon le politiste bulgare Ivan Krastev, et notamment à la sécession des élites nationales, prophétisée par l'Américain Christopher Lasch. De moins en moins solidaires de leurs sociétés d'origine mais très solidaires entre elles, les catégories privilégiées susciteraient aujourd'hui une défiance généralisée, qui conduirait les citoyens à leur préférer des dirigeants d'un nouveau genre, considérés comme plus loyaux car promettant « non pas de sauver le peuple mais de rester à ses côtés ». Le discours de réhabilitation – voire d'exaltation – de l'échelon national serait l'un des facteurs de leur succès, les citoyens désirant « nationaliser leurs élites ». Le but ? Les contraindre à assumer leurs responsabilités et à rendre à la collectivité une part au moins de ce qu'elles en ont reçu. Krastev fait œuvre originale en présentant les caractéristiques propres aux pays d'Europe centrale et orientale. Quelques intuitions auraient toutefois mérité d'être développées.

CORALIE DELAUME

UN CONTINENT DERRIÈRE POUTINE? – Anne Nivat
Seuil, Paris, 2018, 192 pages, 18 euros.

Si la Russie soutient le président Vladimir Poutine, elle ne se résume pas à lui. Ce livre propose une salubre « dépoutinisation » et raconte une autre Russie : celle des gens ordinaires, dans un récit qui entraîne le lecteur français au loin. Il lui fait visiter ces villes et ces villages éloignés de plusieurs fuseaux horaires, entre Vladivostok et Saint-Petersbourg, et qui pourtant partagent la même culture, la même histoire et la même langue. Une institutrice, un entrepreneur, une étudiante ou un retraité : la journaliste Anne Nivat nous invite dans le salon ou sur le lieu de travail de Russes ordinaires, en les interrogeant sur leur rapport au pouvoir, à leur président et à la politique en général. Entre les inconditionnels de M. Poutine et les opposants farouches, on découvre tout un nuancier de positions, de l'abstention bienveillante au conformisme électoral sans passion. « Qui étions-nous pour donner des leçons de démocratie ? », s'interroge l'auteure, qui, cas rare, s'interdit tout jugement de valeur.

CHRISTOPHE TRONTIN

GÉOPOLITIQUE

THE IMPROBABLE WAR. China, the United States and the Logic of Great Power Conflict. – Christopher Coker
Hurst & Company, Londres, 2017, 240 pages, 12,99 livres sterling.

Pour analyser les relations actuelles entre la Chine et les États-Unis, Christopher Coker plonge dans l'histoire. Dans cette version actualisée de son essai de 2015, il analyse les rapports de forces à la veille de la première guerre mondiale – d'où il conclut que l'interdépendance économique, comme celle qui existait alors entre l'Allemagne et le Royaume-Uni, ne suffit pas à préserver la paix. Il revient sur la guerre du Péloponnèse (431-404 avant notre ère) entre Athènes et Sparte, afin de nuancer le fameux « piège de Thucydide » censé conduire inéluctablement à l'affrontement entre la puissance dominante (aujourd'hui, les États-Unis) et la puissance montante (la Chine) – les va-t-en-guerre se trouvant en fait du côté des alliés de chaque camp. « La Chine, interroge Coker, peut-elle accepter et continuer de négocier avec un pays qui veut changer son régime ? Les États-Unis peuvent-ils traiter de manière constructive avec une Chine profondément rancunière ? » Les chances d'éviter un conflit armé seraient minces.

MARTINE BULARD

LE SIÈCLE BALFOUR. 1917-2017. – Philippe Simonnot
Éditions Pierre-Guillaume de Roux, Paris, 2018, 250 pages, 24,50 euros.

Ce livre explore le malentendu sur lequel s'appuya le mouvement sioniste, très minoritaire à ses débuts au sein des communautés juives européennes, pour obtenir le soutien britannique à un foyer national juif en Palestine : quelques lignes dans la déclaration de lord Arthur Balfour, ministre des affaires étrangères, dont les conséquences furent, et demeurent, incalculables. Les autorités britanniques, écrit l'auteur, poursuivaient en effet des objectifs sans grand rapport avec le sort des Juifs d'Europe : sécuriser la route des Indes (canal de Suez) ; renforcer leur présence au Proche-Orient, en y contrariant la France ; assurer l'approvisionnement de leur pays en pétrole grâce au gisement de Mossoul ; et, enfin, satisfaire les protestants sionistes, pour qui l'établissement des Juifs en Palestine répondait à un commandement divin. « Ce chef-d'œuvre de la diplomatie », écrit Simonnot, a été la cause de plusieurs centaines de milliers de morts et en causera probablement bien d'autres... »

CLAIRE BRISSET

POLITIQUE

LES JEUNES GENS. – Mathieu Larnaudie
Grasset, Paris, 2018, 208 pages, 18 euros.

La trentaine de portraits d'énarques de la promotion Senghor (2002-2004) valait bien un titre romanesque, sinon le label « promotion Macron » sur le bandeau du livre. La plume est habile : les « jeunes gens », désormais quadragénaires, sont généralement bien nés, toujours intelligents, sympathiques, accueillis et simples. Ils sont souvent fils et petits-fils d'énarques (bien nés...), en tout cas de milieux très aisés, même s'il y a quelques promus de milieux populaires. Tous ont la capacité de penser la phrase suivante avant d'avoir fini celle en cours. Ils ont même dressé un bilan à charge de leur scolarité à l'École nationale d'administration (ENA), accusée de ne rien apprendre à ses étudiants. Impertinence sans conséquence. Reproduction sociale, concentration des positions dominantes, inanité des études ne suscitent cependant aucune critique, car l'ENA apprendrait en réalité l'essentiel : un style ; une « scène de parole », risque l'auteur, conquis.

ALAIN GARRIGOU

Tribulations d'octogénaires rajeunis par la colère

Défense de nourrir les vieux
d'Adam Biles

Traduit de l'anglais par Bernard Turle, Grasset, Paris, 2018, 528 pages, 23 euros.

JOLI NOM, Les Chênes verts, voilà qui respire le calme. Cette maison de retraite de la campagne anglaise devrait être un havre pour ses pensionnaires. Mais elle appartient à un conglomérat privé, West Church, dont la priorité est de faire des économies. Le personnel est aussi réduit que dépassé. Les familles et les visiteurs ne sont pas autorisés à apporter la moindre nourriture. En bref, la résidence ne correspond en rien au prospectus qui la vantait. Résultat : d'un côté, des personnes âgées qui deviennent des enragées, livrées à elles-mêmes, contraintes de se battre contre la société et la sénilité, et, de l'autre, des aides-soignants – ou plutôt des « amis-soignants », comme il convient de les appeler – qui ont ordre de mater les rebelles.



C'est dans cette sorte de guerre du troisième âge qu'arrive Dorothy, 74 ans, « alias Dotty pour les intimes, la plupart déçédés ». Pas vraiment la gentille grand-mère, « une vieille matrone enfumée et pugnace, avec un humour acerbe, deux mesures Oscar Wilde, trois mesures London Gin ». Elle vient rejoindre son mari, Leonard, sans illusion – au chauffeur de taxi qui l'emmène aux Chênes verts et qui a le mauvais goût de sortir le cliché « La vie continue, non ? », elle rétorque : « Ferme ta gueule et conduis ! »... Mais l'époux n'est pas là.

Entre disparitions inexplicables et brimades incessantes, la seule issue possible devient l'évasion. Car nos énergumènes sont peut-être retraités, mais on aurait tort de les croire retirés de l'existence pour autant. On les pense quasi morts ? « Attendez voir : » Ils retrouvent le goût de la révolte même à 80 ans, emmenés par l'un d'eux, le fantasque Dylan Prometheus Ruggles, qui s'autoproclame « Capitaine ». Défense de nourrir les vieux racontera donc les turpitudes d'octogénaires aux idées claires, mais néanmoins confrontés à leurs corps, qui ne suivent plus leurs envies à la lettre.

Entre nos énervés se trament de nombreuses et étranges choses. Si bien que, progressivement, le roman digresse vers des récits parallèles. Comme celui de Leonard, justement, ou de Ruggles, persuadé d'être retenu en otage dans une prison nazie. Le Capitaine se pose en général des lieux et va mener son petit groupe à la reconquête de sa dignité perdue. Il raconte sa version de la présente escapade sous la forme... d'un roman-feuilleton immiscé dans le présent livre. Intitulé *Air Souls*, c'est un véritable *pulp*, un de ces récits bon marché à gros tirage avec illustrations et publicités factices. Qui s'imbrique efficacement dans la trame principale et nous balade entre démenace et rébellion.

Le huis clos campagnard mute en un objet pop savamment ficelé, mais c'est aussi un pétaradant récit social sur les dérives de la privatisation et un concentré d'humour (très) noir sans tabou sur les espoirs, les frustrations, la solidarité et les désirs des « aînés ». Parfois trop expérimental, mais toujours rusé, épatant, et grinçant. Ah oui, la vie continue !

Une réussite d'autant plus remarquable qu'il s'agit là d'un premier roman, dont l'auteur est un Britannique vivant à Paris. Adam Biles travaille pour Shakespeare & Company, la grande librairie anglophone de la capitale française. Insuffler un vent frais avec une histoire de vieux est un sacré défi, relevé de plume de maître dans ce roman aussi littéraire que picaresque, aussi riche que détonnant.

HUBERT ARTUS.

HISTOIRE

Révolution allemande, une trahison meurtrière

AVEC l'*Histoire d'un Allemand* (1), Sebastian Haffner (1907-1999) évoquait une période cruciale de l'histoire de son pays à travers les souvenirs d'un « petit individu anonyme et inconnu » : l'enfant puis l'étudiant en droit qu'il était à l'époque. Écrit en 1939 au Royaume-Uni, où il venait de s'exiler, ce témoignage incomparable sur la montée du nazisme, dont la guerre empêcha la parution, fut retrouvé dans ses archives après sa mort et publié en Allemagne en 2000. Haffner y dépeint notamment avec une acuité saisissante les méthodes insidieuses de la propagande nazie et le « délabrement moral et nerveux » de citoyens ordinaires soumis à des conflits intérieurs « déconcertants et pervers », exhortés jour après jour à trahir leurs convictions les plus profondes et cherchant refuge dans l'aveuglement, le déni.

De retour à Berlin en 1954, Haffner devint un journaliste et un historien reconnu. En 1969, il publiait *Allemagne, 1918 : une révolution trahie*, qui paraît aujourd'hui en France (2). Il entendait y dénoncer un certain nombre de mensonges. Selon lui, la révolution de 1918, désignée à tort comme « spartakiste » – c'est-à-dire issue de la ligue fondée par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, qui devint en 1918 le Parti communiste d'Allemagne –, n'était pas d'essence communiste, mais principalement sociale-démocrate. Or elle fut écrasée par les dirigeants sociaux-démocrates eux-mêmes, avec

à leur tête Friedrich Ebert, futur premier président de la république de Weimar, pour qui il n'a pas de mots assez durs. « Même si la social-démocratie ne désirait plus l'enfant qu'elle avait "si longtemps attendu", c'était son enfant. Elle était sa mère et elle l'a tué. Cela s'appelle un infanticide. » L'accusation est rude et le livre suscita un tollé. Lors d'une réédition, dix ans plus tard, Haffner s'excusa de son « attitude narrative trop passionnée », mais sans revenir sur l'essentiel.

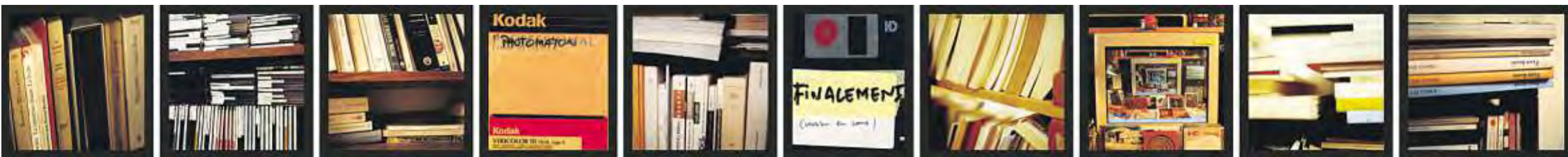
Si le régime parlementaire est décrété en Allemagne en septembre 1918, et si la social-démocratie accède ainsi au pouvoir après cinquante ans d'attente, c'est par la volonté du commandement militaire, en la personne du quasi-dictateur Erich Ludendorff : transmettre le pouvoir à l'opposition, c'est lui faire assumer politiquement une capitulation devenue inéluctable et sauver ainsi l'honneur de l'armée. La révolution qui se déclenche ensuite, avec la constitution de conseils d'ouvriers et de soldats, résulte d'un soulèvement spontané, sans meneurs – Liebknecht et Luxemburg ne feront, selon Haffner, que prendre le train en marche. Elle ne s'oppose nullement au nouveau gouvernement, mais au pouvoir militaire, qui continue à s'exercer dans l'ombre, avec sa censure, ses violences et ses arrestations. Ebert, devenu chancelier après la fuite et l'abdication de l'empereur en novembre, s'alliera pourtant aux forces contre-révolutionnaires. Son ministre Gustav Noske fera appel aux

corps francs, ces milices formées par d'anciens officiers démobilisés, marquées politiquement à droite, pour écraser des masses qui, affirme Haffner, ne souhaitaient que l'application du programme traditionnel de la social-démocratie. Là se situe la trahison fondamentale qu'il dénonce et qui, selon lui, a éteint la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière allemande et généré une « haine inextinguible entre communistes et sociaux-démocrates ».

Si les faits n'ont pas confirmé toutes les thèses de Haffner, ni ses sombres pronostics sur l'absence d'avenir de la social-démocratie en Allemagne, il n'en reste pas moins que son travail a contribué à la réflexion des Allemands sur leur histoire. À la fin des années 1990, l'implication de Noske dans l'assassinat de Liebknecht et Luxemburg, en janvier 1919, a été officiellement reconnue par le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD). Aussi, la phrase qui clôt le livre reste à méditer : « Ce ne sont pas les révolutions victorieuses, mais les révolutions étouffées et réprimées, les révolutions trahies et reniées, qui rendent un peuple malade. »

DOMINIQUE AUTRAND.

(1) Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand. Souvenirs, 1914-1933*, Actes Sud, coll. « Un endroit où aller », Arles, 2003.
(2) Sebastian Haffner, *Allemagne, 1918 : une révolution trahie*, Agone, coll. « Éléments », Marseille, 2018, 280 pages, 12 euros (1^{re} éd. : 2001).



DU MONDE

Le poète et la vie immense

Christs pulvérisés
de Luigi Di Ruscio

Traduit de l'italien par Muriel Morelli,
Anacharsis, Toulouse, 2017,
352 pages, 23 euros.

LUIGI DI RUSCIO (1930-2011) ressemble à ces musiciens punks qui proclamaient : « Si tu ne sais pas jouer, aucune importance, vas-y. » Il y va : la rage de vivre, la rage d'écrire, c'est tout un. Il naît dans les Marches, d'un père ouvrier maçon et d'une mère lingère. Enfant, il se fait insulter par l'instituteur fasciste parce qu'il est pauvre et ignorant. À la sortie de l'école primaire, il vivote de petits boulots. Mais lui, l'autodidacte total, va recevoir l'appui du grand poète sicilien Salvatore Quasimodo, qui saluera en lui « un homme d'avant-garde », et il verra son premier volume de poésie publié à 23 ans, l'année de la mort de Joseph Staline, qu'il pleure. Il est communiste depuis l'âge de 15 ans – un extrémiste, pour les réformistes qui ne vont pas tarder à enterrer le Parti communiste italien. À 27 ans, il émigre à Oslo et, pendant presque quarante ans, il travaille comme ouvrier dans une usine qui fabrique des clous. Toute son existence, il sera pauvre et en butte au mépris de classe de ceux qui savent, qui possèdent. Il a laissé dix recueils de poésie et cinq ouvrages en prose, dont *Christs pulvérisés* (2009), deuxième volume d'une trilogie autobiographique parue dans le désordre (1). Poète prolétaire, néoréaliste militant, il n'écrit pas : il « inscrit » ce que lui dicte la vie.

La masse des pages, denses, sans chapitres, sans guère d'alinéas, où la ponctuation épouse l'élan, se clôt sur un « résumé avec épilogue » : « *Le roman commence avec un soussigné coincé sur la place du Peuple d'un village de trente mille âmes durant la décennie qui suit la première guerre mondiale. Non sans difficultés, le soussigné parvient*



à se libérer et prend le train Lecce-Milan où il rencontre Moscatritata, vendeur ambulante et à domicile de crucifix plus ou moins pulvérisés... » Ce pourrait être le point de départ d'un film du jeune Federico Fellini ou de Charlie Chaplin.

Il s'agit de « décrire en entier » le monde de son enfance et de sa jeunesse, que Di Ruscio se remémore dans les moindres détails. Qu'il imagine, tout autant, dans

son italien souvent dialectal plein de fautes d'orthographe revendiquées, dans ses « écritures labyrinthiques » qui poussent de tous côtés, dont le centre se déplace constamment, « mode d'écriture automatique, volontairement non contrôlée », selon l'expression d'Angelo Ferracuti, le préfacier de *La Neige noire d'Oslo*. Le sens s'aventure là où on ne l'attend pas, au fur et à mesure de cette croissance organique et du jeu des digressions. Sans aucun souci de plaire au lecteur, qui n'a qu'à se débrouiller. Dans un mépris profond de toute perfection académique et de toute maîtrise, parce qu'il s'agit ici de dérouler le fleuve des pensées et des rêves en prenant le risque de s'égarer dans des bras sans issue, peu importe... Et cependant ce magma possède un style éblouissant, une forme à soi, surprenante, d'une liberté et d'une invention sans limites, pour décliner des thèmes qui hantent tout le récit comme ils ont hanté toute la vie de l'auteur : Dieu, la violence sociale, la lutte des classes et la foi inébranlable en la révolution, la vitalité sexuelle, l'art poétique enfin, dont la tâche est « de clouer le réel comme on a cloué le Christ sur la Croix ».

MARIE-NOËL RIO.

(1) Les deux autres « romans » de Di Ruscio, *Palmiro* et *La Neige noire d'Oslo*, sont, comme *Christs pulvérisés*, traduits magnifiquement par Muriel Morelli et publiés par Anacharsis.

IDÉES

ANDRÉ GORZ. Une philosophie de l'émancipation. – Françoise Gollain

*L'Harmattan, coll. « Ouverture philosophique », Paris, 2018,
336 pages, 34,50 euros.*

Cet essai de haute tenue entend reconstituer le fil conducteur de la pensée de Gérard Horst, alias André Gorz, alias Michel Bosquet, brillant journaliste et essayiste visionnaire. Après des premiers travaux philosophiques d'inspiration sartrienne et de nombreuses publications marxistes sur la stratégie du mouvement ouvrier, Gorz opère au cours des années 1970 un premier tournant vers l'écologie politique, ce qui va l'éloigner de la centralité marxiste de la classe ouvrière (*Adieux au prolétariat*). Mais il reste proche de Marx dans sa critique impitoyable de l'aliénation marchande et de la barbarie capitaliste. Et il s'intéresse, dans ses dernières années, à la théorie critique de la valeur. Son socialisme écologique et libertaire, qui vise à établir un nouveau rapport à la collectivité et à l'environnement naturel, peut être considéré comme une première version de l'écocapitalisme.

MICHAEL LÖWY

ÉCOLOGIE

ÊTRE FORÊTS. Habiter des territoires en lutte. – Jean-Baptiste Vidalou

*La Découverte, coll. « Zones », Paris,
2017, 144 pages, 14 euros.*

Saluant les Cévennes, marquées par l'insurrection camarde en 1701, qui ont su protester contre l'exploitation des gaz de schiste ou contre la multinationale E.On, Jean-Baptiste Vidalou se range parmi les partisans des « zones à défendre » et de la forêt, espace de liberté et de résistance à l'aménagement. Il rappelle la naissance du premier parc national, celui de la Vanoise, en 1963, année de création de la délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (Datar). Philippe Lamour, haut fonctionnaire à la planification de 1955 à 1974, proche des fascistes dans les années 1930, fut un précurseur de l'aménagement des campagnes... Les prospectivistes de la Datar entendaient « produire du paysage » : « Le dispositif "parc" apparaît dès lors (...) comme un gouvernement d'experts, un despotisme de managers ». Un regret : parler de « castramétation » (pour l'emplacement d'un camp) ou de « nomos » (pour la prise de terres) ne facilite pas la lecture.

CÉDRIC GOUVERNEUR

SOCIÉTÉ

HOMME AUGMENTÉ, HUMANITÉ DIMINUÉE. D'Alzheimer au transhumanisme, la science au service d'une idéologie hégémonique et mercantile. – Philippe Baqué

*Agone, coll. « Contre-feux », Marseille,
2017, 312 pages, 20 euros.*

Philippe Baqué se retrouve propulsé dans l'univers de la maladie d'Alzheimer le jour où il accompagne sa mère dans l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) où elle vivra de 2003 à 2008. Choqué par le manque de moyens de ces structures au prix exorbitant et par la surconsommation de médicaments qui y est pratiquée, il enquête sur ce nouveau « marché de la vieillesse ». Selon lui, la maladie d'Alzheimer, présentée comme la « catastrophe du siècle », est d'abord une fabrique de la frayeur, avec des chiffres biaisés – 226 000 nouveaux cas chaque année – reposant sur l'hypothèse qu'une personne sur deux ne serait pas diagnostiquée. Il déplore le rôle et l'omniprésence des laboratoires pharmaceutiques dans la recherche – où la quasi-totalité des essais sont des échecs –, dénonce les neurologues et les faiseurs d'opinions de connivence. Il s'intéresse aussi aux thérapies alternatives, aux antipodes de la médecine « préventive » fondée sur le séquençage génomique que sponsorisent Google, Apple, Facebook et Amazon. Et de son horizon transhumaniste, avec implants et puces.

MARINA DA SILVA

BIOGRAPHIE

HENRI GUILLEMIN TEL QUEL. – Patrick Berthier

Utopie, Lacajunte, 2017, 328 pages, 28 euros.

À la fin des années 1970, l'universitaire Patrick Berthier avait interrogé l'historien et critique Henri Guillemin (1903-1992). Revus et corrigés par l'interviewé, ces entretiens avaient fait la substance d'un livre, *Le Cas Guillemin*. Aujourd'hui, alors que Guillemin gagne un nouveau public grâce à la mise en ligne de ses conférences, Berthier republie ces entretiens dans leur version originale non expurgée, en y ajoutant une étude érudite sur la réception de l'œuvre et un essai subtil sur l'homme et sa démarche critique. Cette somme constitue sans doute le meilleur moyen de (re)découvrir Guillemin, qui évoque les grands épisodes de sa vie et quelques « contemporains capitaux », fait le compte de ses sympathies (passionnées) et de ses aversions (féroces). Ses réponses, éclairées par les commentaires de Berthier, redonnent corps à cet historien franc-tireur, ennemi des vérités officielles, dont l'œuvre pointilleuse et vigoureuse mérite encore le détour.

ANTONY BURLAUD

POÉSIE

DES CHOSES M'ONT ÉCHAPPÉ. – Iman Mersal

*Sindbad-Actes Sud, Arles, 2018,
128 pages, 16,80 euros.*

Née en 1966, l'Égyptienne Iman Mersal a quitté son pays en 1998 pour le Canada, où elle enseigne. Les titres des recueils à l'origine de cette anthologie, établie et traduite par Richard Jacquemond, forment ainsi une histoire qui commence au Caire – *Une allée obscure où apprendre à danser* (1995), *Marcher le plus longtemps possible* (1997) – et se poursuit dans une *Géographie alternative* (2006), celle de l'expérience de l'émigration, où il s'agit de vivre en répétant comme un mantra *Pour que j'en finisse avec l'idée des maisons* (2013). La voix d'Iman Mersal nous entraîne dans une épopée de la mémoire, aux images qui la rendent et tragique et comique : « *Le jour où mon amie a obtenu un visa pour aller mettre son corps à l'épreuve sur un autre continent, (...) / j'ai acquis la certitude que fumer est nécessaire.* » Au-delà du sens de la dérision surgissent des questions cruciales : comment vivre avec nos lieux et sans eux ? Avec nos morts ? Où chercher « le fil de l'histoire (...) tombé par terre » ? La beauté simple du langage donne, sinon une réponse, du moins le désir de les affronter.

ÈVE DE DAMPIERRE-NOIRAY

ARTS

LAST NIGHT A DJ SAVED MY LIFE. Un siècle de musique aux platines. – Bill Brewster et Frank Broughton

*Le Castor astral, Le Pré-Saint-Gervais,
2017, 700 pages, 28 euros.*

« Vous pouvez hocher la tête tant que vous voulez, sourire, vous moquer ou l'ignorer, mais cette folie de la danse n'en prouve pas moins que l'homme de l'âge des machines (...) a tout autant besoin de la danse que l'homme primitif. Pour lui aussi, la danse, c'est la vie », disait en 1937 déjà l'ethnomusicologue Curt Sachs dans *Histoire de la danse*. Bill Brewster et Frank Broughton, journalistes, DJ occasionnels, ont enquêté ensemble sur la figure du disc-jockey (DJ). Depuis ses tout débuts, en 1906, le DJ est passé du statut de pousse-disque à celui de musicien à part entière, parfois starifié. Les auteurs décrivent l'ère du « DJing » à la radio puis dans les clubs, son influence dans l'histoire du reggae, du disco et bien sûr du hip-hop, de la house et de la techno, ces trois derniers styles étant littéralement composés par lui aux platines. L'enquête, étayée par de nombreuses interviews des acteurs de ces scènes musicales, offre en conclusion les playlists des clubs cités et une importante bibliographie.

CATHERINE DUFOUR

PROCHE-ORIENT

Au carrefour des histoires

ON PEUT CONTER de cent manières les mille histoires qui façonnent le Proche-Orient. L'écrivain peut partir d'une idée et confronter son ingénuité au réel qu'il explore ou aux conteurs qu'il croise : il ne manquera pas alors de tomber très vite sur sa première histoire. En voici une, captée à l'avant d'une Porsche Cayenne : celle d'une femme libérée (ou presque) de la bienveillance de ses frères et mariée (ou presque) à 30 ans, mais toujours vierge à 45 ans, et finalement croqueuse d'hommes à l'aube de ses 60 printemps. Et en voici une autre, celle de la famille Kassar, dont l'un des membres proclame qu'elle est à l'origine de la ville libanaise de Baalbek. « *C'est la première famille qui est arrivée là et qui a pris comme maison la citadelle, dans le temple de Jupiter*, assure-t-il. *Un soir, mes ancêtres ont organisé un festin et la famille Harfouche était leurs serviteurs, ils se tenaient derrière les convives, chacun*

muni d'une épée. Un signal a été donné et les Harfouche ont tranché les têtes de la famille. » « *Pardonne-moi, répond l'un de ses amis, concernant ton histoire, j'ai une version légèrement différente. Pour moi, c'est la famille Harfouche qui avait invité la famille Kassar chez elle et qui avait posté derrière chaque invité un serveur pour le tuer.* »

Qui ment ? Où est la vérité ? Peu importe : par ces 77 « histoires vraies », l'écrivain François Beaune retranscrit ces voix qui font le Liban et ses mondes parallèles, qui pourtant s'entrechoquent. Inaugurant la collection « Histoires vraies en Méditerranée », portée par l'auteur, *L'Esprit de famille. 77 positions libanaises* (1) est un saisissant petit portrait national par le biais du thème de la famille, de la manière dont les Libanais la perçoivent et dont il se perçoivent à travers elle. Des notes, des

histoires, des fragments et des personnages peuplent également le livre épique de l'historien et écrivain Fawwaz Traboulsi, professeur à l'Université libano-américaine, à Beyrouth, cofondateur en 1970 de l'Organisation d'action communiste au Liban, traducteur d'Edward Said et de Fredric Jameson. Son essai percutant nous emmène par des chemins de traverse au cœur des relations tumultueuses entre l'Europe et le Proche-Orient tout au long du XIX^e siècle (2). Une itinérance historique enlevée, parfois drôle et manifestement hérétique, du Mont-Liban au canal de Suez, scandée par une quinzaine de figures étonnantes, comme lady Esther Stanhope ou le père Barthélemy Prosper Enfantin.

Un fragment de l'histoire contemporaine : c'est ce que propose *L'Ombre du soleil*, le roman du Koweïtien Taleb Alrefai, plongée éperdue dans le sillage des migrations au sein du monde arabe (3). Hilmi (« le rêveur ») quitte sa bourgade de Haute-Égypte pour tenter sa chance dans le Golfe. « *Professeur de grande renommée !* », mais pour un salaire de 130 livres (environ 13 euros) – « *en réalité, je n'étais qu'un pauvre enseignant d'arabe perdu dans un misérable époque (...). Je ne resterai pas au Koweït plus de deux ans.* » Hilmi connaît le désespoir de quitter sa famille, se trouve confronté aux contraintes administratives et aux fonctionnaires corrompus, finit par obtenir un permis de travail et se fait embaucher sur un chantier. Son histoire koweïtienne ne fait que débiter... L'auteur évoque remarquablement l'intimité – introuvable –, le quotidien – insupportable. « *Une chambre qui a l'odeur nauséabonde de l'exil. Une odeur d'hommes, repoussante. L'odeur de la fatigue et de la sueur mélangée à celle de la cuisine, de l'ail et de l'oignon, à l'odeur puante du poulet et de la viande, tout cela tournant avec le ventilateur, mêlé à l'étrange odeur de la poussière. Quatre lits, formant, deux à deux, un angle droit.* » Où est le réel ? Où est la fiction ? Peu importe : aux recueils de ce livre se nichent les trajectoires de plusieurs générations d'hommes venus bâtir des États sortis du sable, des tonnes de sable sous lesquelles gisent bien des destins.

PIERRE PUCHOT.



rend un hommage espiègle et émouvant à la puissance du collectif, à ceux qui, de marches en rassemblements, de façon banale ou étonnante, ne calent pas.

BORIS SÉMÉNIAKO.

(1) Mathieu Colloghan, *Manif*, Éditions Adespot, Paris, 2017, 190 pages, 19,90 euros.

BANDE DESSINÉE

L'invention des cortèges

D'ACCORD, il y a les déprimants « Tous ensemble ! » sous la pluie, les parcours connus par cœur – du genre République-Bastille-Nation pour les Parisiens – ; et il y a parfois aussi des cortèges coléreux et joyeux qui vous soulèvent et vous marquent à vie. Toutes ces scènes, Mathieu Colloghan les a vécues, et il les raconte avec humour et lucidité dans un roman graphique (1). Depuis plus de vingt ans, il dessine des affiches, des autocollants et des papillons pour des partis et des associations situés sur le nuancier politique à l'intersection du rouge et du vert. Ses images ont sûrement laissé des traces de colle sur votre veste.

De ses expériences militantes, il tire le fil des petites histoires qui éclairent la grande. Il évoque notamment les Forums sociaux du début des années 2000 à Porto Alegre, première capitale régionale conquise par le Parti des travailleurs brésilien, en 1988 ; il se montre ironique et mordant face à l'attitude « Club Med » de certains altermondialistes occidentaux, et témoigne aussi des espoirs suscités par ces rassemblements. Comme au forum de Nairobi, au Kenya, en 2007, qui mit en lumière le combat des associations LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et trans) locales, habituées à la clandestinité. Cette traversée



HISTOIRE

LES GODILLOTS. Manifeste pour une histoire marchée. – Antoine de Baecque

Anamosa, Paris, 2017, 256 pages, 18,50 euros.

Lancée au pas de charge sous le Second Empire par Alexis Godillot, la chaussure militaire qui porte son nom consacre la première fabrication industrielle de masse, dix ans avant les célèbres chaînes d'abattage de Chicago. L'usine et sa cité ouvrière (une première) sont sises à Paris 9^e; rue de Rochechouart. Sa production est telle (1,1 million de paires en 1867) que Godillot devient un nom commun. Si l'on ne part plus à la guerre sans godillots, la paix revenue, les plus infortunés ne s'en départent pas pour autant : ne sont-ils pas inusables ? L'imaginaire prend la relève. La série industrielle inspire à Vincent Van Gogh sa série picturale, qu'analysent Martin Heidegger et Jacques Derrida. Le godillot devient allégorique. Il est à la misère ce qu'un crâne est à la vanité. L'image de Charlot errant semelles aux vents n'est plus loin. Le brodequin utilitariste se transforme en croqueton idéaliste, bientôt happé par la chaussure de randonnée, avec ses semelles en caoutchouc, puis en Gore-Tex, propices à de nouvelles analyses historiographiques et socio-économiques.

PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER

L'ÂGE D'OR DE LA CORRUPTION PARLEMENTAIRE, 1930-1980. – Jean-Yves Mollier

Perrin, Paris, 2018, 400 pages, 24 euros.

Cet ouvrage sur la Librairie Hachette, « trust vert » ou « pieuvre verte », résume très bien le statu quo socio-économique et politique des années 1930 à la décennie 1960. Préparant brutalement, pendant la crise, l'ère vichyste contre ses salariés indociles, Hachette fut un acteur majeur de la collaboration, économique et politique, rêvant de créer un groupe franco-allemand à l'échelle mondiale. Protégé en haut lieu dès la Libération, il pulvérisa le programme du Conseil national de la Résistance, qui préconisait la mort de la « presse pourrie ». L'auteur, optimiste, pense que les résistants de tous les partis étaient d'accord sur ce point, mais il montre clairement comment Hachette, appuyé sur un personnel politique à sa main, anéantit entre 1946 et 1947 les Messageries françaises de la presse de l'après-Libération : « l'anticommunisme et le besoin d'argent frais » firent miracle, et le groupe compléta ainsi son hégémonie sur l'édition par la tutelle sur la presse. Dans les années 1960, son responsable, Robert Meunier du Houssoy, désignant le Palais-Bourbon à ses invités du haut de sa terrasse du boulevard Saint-Germain, disait : « C'est mon zoo personnel. »

ANNIE LACROIX-RIZ

VOYAGE EN OUTRE-GAUCHE. Paroles de francs-tireurs des années 68. – Lola Miessleroff

Libertalia, Paris, 2018, 280 pages, 10 euros.

Des entretiens avec une trentaine de témoins anonymes appartenant à « l'outre-gauche » dessinent les contours de cette mouvance qui allait des anarchistes non fédérés aux situationnistes, en passant par les communistes de conseil, entre 1966 et 1972. Inspirés par le surréalisme et viscéralement antistalinien, ils lisent Voline sur la révolution russe, Ida Mett sur la répression de Cronstadt en 1921, *Socialisme ou barbarie* sur la nature de l'Union soviétique, Simon Leys... Critiques du tiers-mondisme, ils s'opposent aux marxistes-léninistes, maoïstes ou trotskistes, dont l'objectif selon eux est de « prendre la direction de la révolution », et qui persévéraient dans leur être « pour devenir (...) des serviteurs de tous les pouvoirs en place ». Loin du Quartier latin, ce voyage rappelle les grèves dures ou l'agitation étudiante en province les années précédentes et en mai 1968 – à Nantes s'effectue la jonction entre étudiants radicaux, ouvriers et paysans. On retrouve dans ces pages l'esprit de Mai, y compris dans ce qu'il a pu avoir de moins bon, de l'« idéologie de l'alcool comme élément de la "panoplie" révolutionnaire » à la « dénegation de la maladie mentale ».

CHARLES JACQUIER

SPORT

UNE HISTOIRE POPULAIRE DU FOOTBALL. – Mickaël Correia

La Découverte, coll. « Cahiers libres », Paris, 2018, 416 pages, 21 euros.

Mickaël Correia, du kop (cette partie de la tribune où se regroupent les partisans les plus fervents d'un club) *QCFD*, mensuel marseillais de critique et d'expérimentation sociales, entreprend un ambitieux projet, dans le sillage de l'historien américain Howard Zinn (*Une histoire populaire des États-Unis*). Alors que le football fut longtemps déconsidéré aux yeux de la gauche critique, qui y voyait uniquement un mastodonte économique, supporteur géant du capitalisme mondialisé, charriant nationalisme et sexisme, il rend compte d'une tout autre dimension de cette passion plébéienne, espace important de la contre-culture et de la résistance politique des milieux populaires – avec ses contradictions, comme en témoigne le culte ambivalent autour de Diego Maradona. Le lecteur rencontre les ultras égyptiens, aux avant-postes place Tahrir; il retrouve l'international brésilien Socrates dans les vestiaires de son club, les Corinthians, à São Paulo, où il avait lancé une expérience unique d'autogestion au cœur de la contestation de la dictature militaire. Il découvre Rino Della Negra, jeune joueur du Red Star de Saint-Ouen, qui, membre du groupe Manouchian, sera fusillé en 1944, ou les inventeurs libertaires d'un football à sept autoabrité dans les usines occupées de Mai 68. Les héros du peuple sont immortels, surtout quand ils portent le bon maillot...

NICOLAS KSSIS-MARTOV

CINÉMA

« Black Panther » et afrofuturisme

LE WAKANDA, un royaume africain à la technologie hyperdéveloppée fondée sur un matériau miraculeux d'origine extraterrestre, le vibranium – qui n'est pas sans rappeler la kryptonite d'antan –, a su échapper à l'esclavage et a choisi de s'isoler du monde en se faisant passer pour un petit pays rural et sans intérêt. Son jeune roi T'Challa doit affronter un puissant rival, Erik Killmonger, né à Oakland, enfant du ghetto, qui ne supporte pas que le Wakanda ne choisisse pas d'aider les opprimés. Il s'allie à un représentant de la Central Intelligence Agency (CIA) et aux forces spéciales de son pays, les Dora Milaje, afin d'éviter un conflit mondial.

Très lointainement adapté d'un *comic book* de 1966, *Black Panther* (1) est le dix-huitième film de super-héros de l'écurie Marvel; mais, ici, les super-héros sont noirs. Son succès est considérable : sorti fin janvier aux États-Unis, il avait engrangé plus de 1 milliard de dollars de recettes à travers le monde dès la fin mars. Alors, grosse production pour adolescents ou emblème d'une fierté noire à saluer ? Le politologue camerounais Achille Mbembe n'hésite pas à qualifier le film du réalisateur afro-américain Ryan Coogler d'« extraordinaire synthèse de toutes les idées et des concepts qui (...) auront accompagné les luttes nègres en vue de la montée en humanité (2) ».

C'est l'avenir des cultures noires qui est sans doute le sujet implicite du film; son inconscient, peut-être. Cela se traduit par une esthétique recherchée, parfois extravagante. D'une part, il mélange les styles : des amazones, les Dora Milaje, reprennent des attributs des Masaïs du Kenya; la reine Ramonda porte une coiffe inspirée de celle des femmes zouloues et s'habille, comme les héros masculins, de caftans dorés à la nigériane; tout le monde parle, ou bredouille, le xhosa, une des langues les plus difficiles d'Afrique du Sud, avec des « clics » inimitables. Mais le film participe surtout de façon spectaculaire du mouvement afrofuturiste, qui mêle science-fiction, utopies et cosmogonies noires (3). Il invente une esthétique baroque, entre délire coloré de la culture populaire et technoculture proche des jeux vidéo. Sorte de revanche idéologique exaltant une fierté noire transcontinentale, l'afrofuturisme, ici splendidement activé, a été défini par l'écrivain antillais Anthony Joseph comme « un courant qui choisit de se tourner vers le futur afin de corriger les erreurs du passé ».

Pourtant, le film offre un paradoxe troublant. Car le duel entre le roi T'Challa et son adversaire Killmonger

assigne à l'échec ce dernier, l'homme de la revanche violente sur le pouvoir blanc, alors que la victoire revient au souverain d'une Afrique plus avancée technologiquement et plus « universaliste ». Les héritiers du mouvement révolutionnaire afro-américain n'hésitent d'ailleurs pas à qualifier le film de « contre-révolutionnaire », le jugeant porteur d'un « nationalisme conservateur ».

Huey Newton et Stokely Carmichael pourraient effectivement se retourner dans leurs tombes, tant l'idéologie de *Black Panther* est à l'opposé du mouvement des années 1970. Mais, si le film marque l'apogée séduisante d'un « politiquement correct » en vogue dans les universités américaines, avec le rôle-clé de femmes puissantes, à la vision onusienne et consensuelle d'un avenir partagé – ce que n'ont pas osé attaquer les partisans du président Donald Trump, à qui la fierté identitaire n'est pas pour déplaire totalement –, on ne peut l'y réduire.

La jeunesse de la diaspora, américaine ou européenne, ne s'y est d'ailleurs pas trompée : dans l'apparence et la coiffure, c'est bien le « méchant » Killmonger qui l'inspire. Dégaine et parler des voyous de banlieue lui tiennent aussi le langage de la révolte, de l'insurrection, et pourquoi pas d'une révolution mondiale de couleur. La société du spectacle récupère ainsi des segments du récit des minorités vaincues. Et des scènes, rendues saisissantes par l'esthétique nouvelle, entre fierté noire transcontinentale et débauche technologique, marqueront les mémoires.

Mais c'est bien le salut du Wakanda, bras croisés sur la poitrine, qui remplace déjà le poing levé du black power. Au lieu de rêver à une « Égypte nègre », selon le mythe contemporain créé par Cheikh Anta Diop, le grand récit noir se tourne vers l'avenir – puissant retour-nement, mais sur fond de melting-pot des cultures noires et de dévalorisation des luttes révolutionnaires. S'il y a peut-être là la naissance d'un nouveau mythe, il s'appuie sur une idéologie plus proche de M. Barack Obama que de Malcolm X.

MICHEL GALY.

(1) Ryan Coogler, *Black Panther*, Marvel, 2018, 135 minutes.
(2) Achille Mbembe, « *Black Panther* : une "nation nègre" debout », *Le Point*, Paris, 27 février 2018.
(3) Lire Alain Vicky, « Afrique, présence des futurs », *Le Monde diplomatique*, juin 2013.

SCIENCES

Intelligence artificielle ou collective ?

ENIVRÉS par l'hubris technologique, les futurologues ne cessent de vanter les bienfaits du développement inexorable de l'intelligence artificielle. Jean-Gabriel Ganascia met en garde, dans *Le Mythe de la singularité* (1), contre les tentations démiurgiques qui accompagnent la recherche d'une technologie destinée à dépasser l'humanité. La « singularité » désigne – chez les tenants de l'intelligence artificielle, comme Vernor Vinge, informaticien et romancier qui en a popularisé la notion (2), ou Raymond Kurzweil, informaticien aux convictions transhumanistes responsable de l'ingénierie chez Google – ce moment où les machines développeront des capacités cognitives supérieures à celles des êtres humains et où ces derniers seront connectés à des artefacts qui augmentent leurs facultés. L'humanité sera alors ontologiquement transformée.

Ce qui s'apparente à un cauchemar technophile bute encore sur des limites bien réelles : les techniques algorithmiques d'apprentissage autonome par les machines n'ont pour l'heure fourni aucune conceptualisation inédite. Les « *technoprophètes* » auraient donc, selon Ganascia, reconduit les principes mythologiques d'un récit gnostique reposant sur l'idée d'une nature imparfaite à améliorer. L'hypothèse de la singularité s'apparente à une croyance religieuse dogmatique qui confond notamment les capacités de calcul avec la prévisibilité absolue du futur.

Derrière le propos affirmé, Ganascia discerne un projet simultanément politique et économique : certes, les grands groupes du numérique popularisent la singularité afin de renforcer leur image, mais l'on ne peut totalement écarter l'idée que leurs dirigeants finissent par croire à la démesure délirante de ce mythe. Or, dans les domaines de la biométrie, de l'état civil, du cadastre ou de l'impôt, par exemple, ils envisagent de supplanter les structures publiques par l'imposition de leurs propres cadres technologiques – ils ont pour ambition de se substituer aux États.

Contrairement à ce que l'on prétend souvent, il n'existe pas de fatalité technique qui contraindrait les choix politiques. C'est ce qu'illustre le projet socialiste de Salvador Allende pour le Chili. Appuyé sur les

techniques cybernétiques, il souligne précisément l'importance d'une stratégie d'action publique capable de mettre les machines à son service. Eden Medina montre comment le projet Cybersyn, développé de 1970 à 1973, a esquissé une technologie socialiste (3). Porté par le chercheur britannique Stafford Beer, le système cybernétique chilien visait à réussir la transition économique grâce à une infrastructure capable de renseigner en temps réel sur l'état de la production. En s'appuyant sur la théorie de Norbert Wiener, Beer propose un instrument pour coordonner la nationalisation des industries importantes de l'économie chilienne, et il imagine un système à niveaux qui retrace les flux d'activité et de production à partir de chaque usine. Une série d'indicateurs alimentent les canaux d'information, et des alertes permettent de situer rapidement les difficultés dans la chaîne économique. Grâce à un processeur central Burroughs 3500 et au réseau télex, une première trame donne corps au projet Cybersyn, qui comprenait même une salle de supervision démocratique, l'Opsoom, où l'ensemble des informations auraient été rassemblées et projetées.

L'engagement socialiste de Beer et le marxisme décentralisateur d'Allende ont jeté les bases d'une technologie souple, émancipatrice dans ses principes mais toujours susceptible de résister aux assauts des forces réactionnaires. Cependant, Beer n'était pas naïf; il savait que sa technologie aurait pu être absorbée par une économie capitaliste. Avec le coup d'État du 11 septembre 1973, c'est une autre infrastructure, celle, néolibérale, des « Chicago Boys » de Milton Friedman, qui se mettra en place, sur fond de dictature militaire...

JÉRÔME LAMY.

(1) Jean-Gabriel Ganascia, *Le Mythe de la singularité. Faut-il craindre l'intelligence artificielle ?*, Seuil, coll. « Science ouverte », Paris, 2017, 144 pages, 18 euros.
(2) Vernor Vinge, « The coming technological singularity : How to survive in the post-human era », département de sciences mathématiques, université d'État de San Diego, 1993, <https://cdoras.sdsu.edu>
(3) Eden Medina, *Le Projet Cybersyn. La cybernétique socialiste dans le Chili de Salvador Allende*, Éditions B2, coll. « Design », Paris, 2017, 144 pages, 14 euros. Lire Philippe Rivière, « Allende, l'informatique et la révolution », *Le Monde diplomatique*, juillet 2010.

DANS LES REVUES

□ **SURVIVAL.** Le continent africain, longtemps jaloux d'une souveraineté chèrement acquise, se voit contraint d'accepter des interventions militaires étrangères sur son sol. Comment organiser un ordre politique proprement africain capable de garantir la sécurité et le développement ? (Vol. 60, n° 2, avril-mai, bimestriel, 187 euros par an. – Washington, DC, États-Unis.)

□ **JACOBIN.** Dans un dossier sur le système d'assurance-maladie aux États-Unis, un entretien avec M. Bernie Sanders et une étude de cas sur le caractère dispensable des laboratoires pharmaceutiques privés. (N° 28, hiver, trimestriel, 12,95 dollars. – New York, États-Unis.)

□ **MONTHLY REVIEW.** Pourquoi le « précaire » du secteur des services doit bien être considéré comme une fraction du prolétariat. (Vol. 69, n° 11, avril, mensuel, 4,50 euros. – New York, États-Unis.)

□ **SOCIALIST REVIEW.** Comment expliquer l'accroissement des attaques au couteau à Londres ? La chasse aux sorcières « antisémites », ou comment tenter d'affaiblir le Parti travailliste dès lors qu'il redevient de gauche. (N° 435, mai, mensuel, 3 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

□ **MONDE CHINOIS.** Onze contributions de chercheurs sur la situation de la péninsule coréenne, alors que « le nucléaire a acquis [pour la Corée du Nord] une dimension stratégique et politique difficilement négociable quelles que soient les discussions envisageables à son sujet dans un cadre intercoréen ou américain-nord-coréen ». (N° 53, avril, trimestriel, 20 euros. – Éditions Eska, Paris.)

□ **NUEVA SOCIEDAD.** Dossier Venezuela, avec notamment une analyse de l'économiste Manuel Sutherland balayant l'idée selon laquelle la crise économique résulterait du projet socialiste et révolutionnaire chaviste. (N° 274, mars-avril, bimestriel, abonnement un an : 107 dollars. – Buenos Aires, Argentine.)

□ **PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE.** Une livraison consacrée à l'enfance : droits, violence, émancipation. (N° 108, 2018/1, mars, trimestriel, 30 euros. – Éditions Eska, Paris.)

□ **FALMAG.** Un riche dossier sur l'épineuse question de l'exploitation des ressources naturelles en Amérique latine. (N° 136, mars, trimestriel, sur abonnement. – Paris.)

□ **SEPT.** Plusieurs articles sur l'Irak, pays confronté à nombre de malédictions et de maux, symbolisés par la disparition des marais du sud du pays et du mode de vie ancestral qu'ils abritaient. (N° 22, printemps, trimestriel, 19 euros. – Villars-sur-Glâne, Suisse.)

□ **LES AUTRES VOIX DE LA PLANÈTE.** Les banques nous détroussent ? Socialisons les banques ! Dossier complet et mode d'emploi... (N° 75, 2^e trimestre, 5 euros. – Liège, Belgique.)

□ **LAVA.** En 1968, les travailleurs immigrés sortent de la nuit; entretien avec Serge Halimi sur l'histoire de la gauche française; division sexuelle du travail et domination masculine; une interprétation politique du personnage de Don Quichotte. (N° 4, trimestre, 14 euros. – Bruxelles, Belgique.)

□ **REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.** Un dossier sur les nouveaux visages des relations professionnelles, un autre sur l'emploi et le chômage des jeunes et des seniors. (Vol. 156, n° 3-4, décembre 2017, quatre numéros par an, sur abonnement. – Bureau international du travail, Genève, Suisse.)

□ **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE.** Deux articles pour comprendre les discriminations dont sont victimes certains travailleurs étrangers ou de jeunes migrants; la recombinaison des mobilisations patronales en Italie. (Vol. 68, n° 1, février, bimestriel, 25 euros. – Paris.)

□ **JAGONE.** Dossier : « Patronat, syndicats ou salariés : qui servent les experts ? » Également au sommaire, la crise catalane; critique de la religion de la technologie. (N° 62, mai, quadrimestriel, 20 euros. – Marseille.)

□ **LA CHRONIQUE D'AMNESTY.** La grande déssiliation des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro et Serbie), tandis que la démocratie s'enlise et que les perspectives d'intégration européenne s'éloignent. (N° 378, mai, mensuel, abonnement : 36 euros par an. – Paris.)

□ **FUTURIBLES.** Le point sur l'« industrie 4.0 », ce programme de numérisation des chaînes de production lancé en 2011 par l'Allemagne pour sauvegarder sa place de leader dans le secteur des biens d'équipement. (N° 424, mai-juin, bimestriel, 22 euros. – Paris.)

□ **CARTO.** Une mise en cartes des circuits longs du commerce international de l'alimentation. Entre 1990 et 2005, les échanges mondiaux de produits agricoles ont doublé tant en volume qu'en valeur. Au début des années 2000, un habitant de la planète sur six en dépendait pour sa sécurité alimentaire. (N° 47, mai-juin, bimestriel, 10,95 euros. – Paris.)

□ **MOUVEMENTS.** Dans un dossier sur l'impasse des politiques migratoires : analyse de l'accord passé entre l'Union européenne et la Turquie; la santé des immigrés; criminalisation de la solidarité à la frontière franco-italienne... (N° 93, 2018/1, printemps, trimestriel, 16 euros. – La Découverte, Paris.)

CULTURE

Bonne sieste à la bibliothèque

Créées dans le sillage de la Révolution française, les bibliothèques ont longtemps été considérées comme de précieux lieux d'éducation populaire. Désormais, elles sont incitées à prouver leur rentabilité sociale en promouvant le « vivre-ensemble », censé garantir une plus grande démocratisation culturelle.

PAR ÉRIC DUSSERT
ET CRISTINA ION*

LE DOCUMENTARISTE Frederick Wiseman a récemment consacré un film, *Ex Libris* (1), à la New York Public Library, vaste réseau de 92 bibliothèques disséminées dans New York, aussi bien sur la Cinquième Avenue que dans le Bronx. Comme pour illustrer la phrase de Toni Morrison, Prix Nobel de littérature, citée dans le film, « *Les bibliothèques sont les piliers de notre démocratie* », l'institution est montrée en lieu d'éducation populaire, où, à côté de la communication de livres, de films ou de musique, on trouve des leçons de danse, des spectacles, des conférences et toutes sortes de services, tels que l'aide à l'intégration, à la recherche d'emploi ou à la création d'entreprise. Très présent, le souci des minorités se traduit par des cours de soutien, d'alphabetisation, des groupes de parole – minorités ethniques, handicap, genre, etc. Une dimension importante, qui contribue à légitimer les demandes de financement. Car les bibliothèques américaines ne sont pas seulement subventionnées par les collectivités publiques : le mécénat joue un rôle déterminant, et la concurrence entre institutions culturelles est rude.

S'il existe des différences notables entre le système américain et le système français, il n'en demeure pas moins que, dans les deux cas, les accents portés sur les diverses activités censées relever des bibliothèques sont toujours politiques. La bibliothèque publique (nommée ainsi par opposition à la bibliothèque privée) à la française a une longue histoire. Dès le début du XVII^e siècle, Gabriel Naudé souligne dans son *Advis pour dresser une bibliothèque* (1627) qu'elle doit être ouverte à chacun, préfiguration de la « république des lettres » qu'elle contribuera à faire advenir. À partir du XVIII^e siècle, la Bibliothèque royale s'ouvre effectivement de plus en plus aux savants et aux profanes. Ayant mis à la disposition de la nation les bibliothèques ecclésiastiques, puis celles des nobles ayant fui le pays, la Révolution en entreprend l'inventaire, la conservation, et salarie un corps de professionnels. En 1803 sont créées les bibliothèques municipales. Il faudra en revanche attendre 1879 pour que soit institué le diplôme de bibliothécaire (pour les bibliothèques universitaires). Le décret du 19 août 1945, enfin, fonde la direction des bibliothèques et de la lecture publique ; il s'agit de développer une véritable politique de lecture auprès de l'ensemble de la population, et l'adjectif renvoie à l'enseignement public. En 2009, elle est remplacée par le service du livre et de la lecture. Si la tutelle d'État définit toujours le cadre législatif et les conditions de soutien aux établissements, il n'est pas certain en revanche que les objectifs n'aient pas changé.

Car ce qui est aujourd'hui plus ou moins discrètement remis en question, c'est la rentabilité sociale de la bibliothèque, même ouverte – et depuis longtemps – à d'autres médias, et devenue médiatique. En d'autres termes, la légitimité des dépenses est questionnée en France, tout comme elle l'est à la New York Public Library... Les bibliothécaires, dans la volonté de faciliter l'accès à la culture, ont toujours interrogé l'équilibre à trouver entre les ouvrages savants, ou peu consultés, ou peu connus, et ceux qui sont plus familiers ; de surcroît, ils ont toujours pratiqué le conseil, l'orientation du lecteur, qui peut alors être conduit à découvrir ce vers quoi il ne se serait pas spontanément tourné. D'où, notamment, l'importance du fichier, organisant le savoir, en multipliant les facettes et permettant de répondre, par toutes sortes d'entrées, aux questions les plus diverses.

Aujourd'hui, cette mission ne semble plus aller de soi. Suspect d'élitisme, ne répondant que de façon (évidemment) insatisfaisante aux objectifs de la fameuse démocratisation culturelle, le modèle est mis en doute, y compris au sein de la profession. À quoi bon des livres qui ne sont pas populaires ? Internet n'implique-t-il pas de tout changer ? En résonance supposée avec les transformations actuelles de la société, une nouvelle conception de la bibliothèque s'impose depuis une dizaine d'années : celle du « troisième lieu », propre à la faire entrer dans la modernité.

* Respectivement écrivain, auteur d'*Une forêt cachée. 156 portraits d'écrivains oubliés*, La Table ronde, Paris, 2013 ; et auteure, avec Yves Charles Zarka, de *Machiavel : le pouvoir et le peuple*, Éditions Mimésis, Paris, 2015.



VIKRAM KUSHWAH. – « Emily Falling in the Library » (Emily tombant dans la bibliothèque), 2012

Ce concept est dû à l'Américain Ray Oldenburg, professeur de sociologie urbaine à l'université de Pensacola, en Floride. En 1989, il proposait une étude sur « *the great good place* » (« l'endroit formidable ») (2), ce troisième lieu qui se distingue du premier, le foyer, et du deuxième, celui où l'on travaille. Fait pour la vie collective et régi de manière informelle, entre l'agora antique et le grand café de Vienne, ce troisième lieu était, selon lui, en déclin depuis la fin de la seconde guerre mondiale, en raison notamment de l'urbanisme et des « *automobile suburbs* » américaines, ces banlieues sans véritable centre. Espace neutre et vivant, à l'abri des intempéries, accueillant des habitués, comme à la maison, dans une ambiance d'occuménisme social et propice au débat, il offrait pour lui la possibilité de lutter contre l'effritement du lien social en s'opposant à l'hégémonie du mode de vie individualiste induit par la culture consumériste.

Sans surprise, le concept a été vite intégré par le marketing et le commerce – Starbucks (3), par exemple, avec ses canapés en cuir et ses prises pour brancher son ordinateur, se définit comme un « *troisième lieu, entre la maison et le travail* ». Mais l'écho rencontré par son essai dans le monde des bibliothèques, aux États-Unis d'abord, puis, quelques lustres plus tard, en Europe, aura probablement surpris Ray Oldenburg... Le troisième lieu paraît bien devenir en effet une évidence, symbolisant un moment de transformation du rapport au savoir (jugé discriminant ?), une ouverture vers une politique tournée sereinement vers la demande plutôt que basée sur l'offre d'une connaissance, même s'il n'est pas certain que tous les personnels soient favorables à cette évolution.

« Afin d'attirer en leurs murs des publics habituellement peu réceptifs, elles procèdent à une redéfinition de leur sémantique architecturale, scellant définitivement la rupture avec les bibliothèques temples du savoir. Le passage du sacré au profane est consommé (4). » Si l'on en croit la présentation de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (Enssib) (5), qui forme les conservateurs, les bibliothèques deviennent alors les lieux de rencontres informelles, au plus près des usages des « *fréquentants* », développant le fonctionnement participatif et entreprenant de « *favoriser la construction d'une société inclusive* » – anglicisme qui semble signifier « ouvert à tous ». La relation entre les bibliothécaires, ces regrettables « *sachants* », et les « *usagers* » se doit d'être transformée pour toujours plus de « *proximité* ».

COMMANDÉ par la ministre de la culture, le récent rapport de l'inspecteur général des affaires culturelles Noël Corbin et de l'écrivain Erik Orsenna, « *Voyage au pays des bibliothèques* » (6), confirme la progression de ces idées dans la doxa française, même si la notion n'y figure qu'implicitement. Ses dix-neuf propositions ont certes pour but affiché de répondre à l'engagement de campagne du président Emmanuel Macron : « *ouvrir mieux, et donc plus, les bibliothèques* ». C'est simple : il suffira d'ouvrir en soirée et le week-end, ce qui avait déjà été traité dans un rapport remis à la ministre Fleur Pellerin en 2015 (7) et envisagé dans la loi de finances pour 2018, qui prévoit de soutenir – à hauteur de 8 millions d'euros – deux cents projets de ce type. « *Une première pierre de ce plan, c'est la connaissance précise, dans chaque bassin de vie, de l'existant et des besoins* », écrivent les rapporteurs. « *Quels que soient les usages des bibliothèques, il faut que leurs horaires d'ouverture concordent avec les temps réels de la cité*. » En clair, les bibliothèques doivent avoir des amplitudes d'ouverture similaires à celles des commerces, sinon plus grandes : vingt-quatre

heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, c'est ce que souhaitent les auteurs.

Mais leur projet ne s'arrête pas là. S'ils soulignent flatteusement « *l'envie, ce désir de faire et ce plaisir de l'action qui ont soulevé [leur] admiration* » chez le personnel des bibliothèques françaises, ils ne s'attardent pas sur les contenus. C'est logique, puisqu'il s'agit en fait de « *renouveler* » l'idée même de bibliothèque en la transformant en centre d'activité publique indifférenciée : un point poste (réception des colis du commerce en ligne), Pôle emploi, des services municipaux, des salles de travail en commun, une zone de restauration rapide, une autre de repos et de somnolence protégées par la collectivité, mais aussi des prises électriques pour les appareils téléphoniques et informatiques, etc. : il y aura tout, ou presque, dans la « *maison de service public culturel de proximité* » – ainsi que la désigne le site du ministère de la culture.

La bibliothèque, ses livres, son organisation scientifique du savoir s'éclipsent au profit d'espaces conviviaux et utilitaires, tout comme le lecteur disparaît au profit du « *fréquentant* », plus banalement nommé « *usager* ». Comme le soulignent les auteurs, quoi de mieux que l'expérience menée en Seine-Saint-Denis, où sont installés des distributeurs automatiques de livres ? Mais sans obligation de consommer : comme quoi, c'est encore plus sympa que le café.

AINSI, « *le "culturel", tel un grand fleuve en crue, sort de son lit et se mêle de "social"* » ; les « *lieux du livre* » deviennent aussi « *lieux du vivre* », où activer « *tout ce qui facilite les mobilités et permet d'échapper aux déterminismes de tous ordres* ». Lire n'est plus exactement une priorité, et, quand on évoque le « *partage des savoirs* », il s'agit de ceux des « *designers, entrepreneurs, bricoleurs* » rencontrés sur le « *lieu du vivre* ».

À l'heure du « *dégraissage* » de la fonction publique, l'extension des horaires peut sembler lourde de complications à venir. À vrai dire, même sans extension, les bibliothèques souffrent déjà : en 2014, sept bibliothèques fédérales ont fermé au Canada, dispersant ou mettant au pilon des milliers d'ouvrages scientifiques ; depuis 2011, grâce aux politiques d'austérité, 441 bibliothèques municipales ont dû fermer au Royaume-Uni... Pour animer le troisième lieu, il va falloir pratiquer un « *nouveau métier* », et compter sur les « *bénévoles* ». La nécessité de faire appel à des fonctionnaires spécifiquement formés risque d'être jugée nettement moins pressante. Étonnante régression ; sacré symbole. Hier, la bibliothèque traduisait la volonté publique de contribuer à l'émancipation de chacun. Désormais, elle doit aider à « *tisser du lien social* », et à ce que « *chacun puisse vivre sa culture* ». Triomphe du client roi sous couvert de pseudodémocratisation ?

(1) Frederick Wiseman, *Ex Libris : The New York Public Library*, DVD, Bلاق Out, 2018, 197 minutes, 18,90 euros.

(2) Ray Oldenburg, *The Great Good Place : Cafés, Coffee Shops, Bookstores, Bars, Hair Salons, and Other Hangouts at the Heart of a Community*, Da Capo Press, New York, 1989.

(3) Lire Benoît Bréville, « Starbucks et Subway, l'illusion des fast-foods nouvelle génération », *Le Monde diplomatique*, août 2015.

(4) Agnès Camus, Jean-Michel Cretin et Christophe Evans, *Les Habitués. Le microcosme d'une grande bibliothèque*, Bibliothèque publique d'information - Centre Georges-Pompidou, coll. « Études et recherche », Paris, 2000.

(5) « Bibliothèque troisième lieu », 26 novembre 2015, www.enssib.fr. Cf. aussi Mathilde Servet, « Les bibliothèques troisième lieu », mémoire d'étude, Enssib, Villeurbanne, janvier 2009, www.enssib.fr

(6) Erik Orsenna et Noël Corbin, « Voyage au pays des bibliothèques. Lire aujourd'hui, lire demain... », ministère de la culture, Paris, février 2018, www.ladocumentationfrancaise.fr

(7) Sylvie Robert, « L'adaptation et l'extension des horaires d'ouverture des bibliothèques publiques », ministère de la culture et de la communication, novembre 2015, www.ladocumentationfrancaise.fr

DANS LES REVUES

□ **RECHERCHES FÉMINISTES.** Un numéro structuré autour des rapports complexes entre travail domestique non rémunéré et travail rémunéré des femmes, alors que le premier redevient un enjeu incontournable de théorisation, de débats et de combativité féministes. (Vol. 30, n° 2/2017, semestriel, 25 dollars canadiens. – Québec, Canada.)

□ **LA REVUE NOUVELLE.** Un dossier sur « *les féminismes en lutte* », d'où transparaît l'idée qu'« *une certaine radicalité pourrait bien s'avérer indispensable pour contrer l'ordre masculin* ». (N° 2/2018, huit numéros par an, 12 euros. – Bruxelles, Belgique.)

□ **LIGNES.** Consacré à Miguel Abensour (1939-2017), ce numéro salue la pensée de ce philosophe qui fut le passeur de Theodor Adorno et de Max Horkheimer, s'attacha à l'interprétation du marxisme utopique et pensa la politique comme résistance à la domination. (N° 55, mai, quadrimestriel, 22 euros. – Paris.)

□ **LES TEMPS MODERNES.** Doit-on resituer les droits humains dans une perspective historique, politique et sociale ? Le néochamanisme est-il autre chose qu'un support touristique pour le développement personnel ? (N° 698, avril-juin, trimestriel, 22,50 euros. – Paris.)

□ **ESPACE DE LIBERTÉS.** Le mensuel du Centre d'action laïque de Bruxelles consacre un dossier aux droits environnementaux et analyse les contradictions de la politique agricole, le défi démocratique et énergétique de la sortie du nucléaire, le nouveau militantisme écologique radical, etc. (N° 469, mai, dix numéros par an, 2 euros. – Bruxelles, Belgique.)

□ **SILENCE.** Le syndicalisme peut-il faire bon ménage avec l'écologie ? Un dossier pour dépasser les clichés selon lesquels les syndicats sont des défenseurs acharnés du productivisme, et les mouvements écologistes dénués d'ambitions sociales. (N° 467, mai, mensuel, 4,70 euros. – Lyon.)

□ **L'ÂGE DE FAIRE.** Un reportage dans les universités françaises montre comment les étudiants tentent d'imaginer un système éducatif sans sélection. Leurs réflexions font écho à celles de leurs aînés en 1968. (N° 130, mai, mensuel, 1,50 euro. – Peipin.)

□ **PAYSAGEUR.** Pour son premier numéro, la « *revue qui pense avec les pieds* » emmène ses « *lecteurs-arpenteurs* » dans la plaine du Yar rongée par les chantiers, et à travers Istanbul en pleine transformation en vue du centenaire de la République turque. (N° 1, printemps, semestriel, 20 euros. – Paris.)

□ **URBANISME.** Publié à l'occasion de la 38^e Rencontre des agences d'urbanisme, ce hors-série propose de « *construire l'Europe des lieux et des liens* », grâce à « *l'individu, créateur d'Europe, aux "migrants, créateurs de ville", et à des "valeurs urbaines partagées"* ». (Hors-série, n° 63, 20 euros. – Paris.)

□ **MÉDIACRITIQUES(S).** En marge d'un dossier sur la médiatisation des « *réformes* », un article décortique une émission d'économie sur France Info. Verdict : treize fois plus de cadres et de chefs d'entreprise invités que de représentants des salariés entre le 31 août 2017 et le 23 janvier 2018. (N° 27, avril-juin, trimestriel, 4 euros. – Paris.)

□ **REGARDS.** Un portrait de l'animateur de télévision Stéphane Bern, élevé au rang d'expert du patrimoine par M. Emmanuel Macron ; les anciens quartiers hispaniques de Los Angeles frappés par la gentrification ; quelle est la stratégie de M. Donald Trump au Proche-Orient ? (N° 45, hiver, trimestriel, 17 euros. – Paris.)

□ **LUTTE DE CLASSE.** Arabie saoudite, Qatar, Turquie, Iran : éclairantes analyses sur les conflits au Proche-Orient par le prisme du pétrole. (N° 192, mai-juin, mensuel, 2,50 euros. – Pantin.)

□ **GOLIAS HEBDO.** Plusieurs évêques récemment nommés en France affichent leurs convictions conservatrices, voire d'extrême droite. Le « *trombinoscope épiscopal* » proposé par la revue chrétienne est édifiant. (N° 525, semaine du 26 avril, hebdomadaire, 2 euros. – Villeurbanne.)

□ **HUMAINS.** Le magazine chrétien des droits humains dénonce la « *tentation de la torture* » qui guette les démocraties occidentales à la faveur de la lutte contre le terrorisme. Les populations seraient progressivement accoutumées à des pratiques « *inhumaines et dégradantes* », par exemple envers les prisonniers. (N° 5, mai-juin, bimestriel, 5 euros. – Paris.)

□ **POINTS CRITIQUES.** L'Union des progressistes juifs de Belgique publie un numéro consacré à la rue de la Victoire, qui abrite son siège depuis plus de soixante-dix ans. L'occasion de revenir sur plusieurs formes d'engagement et de solidarité. (N° 376, mai-juin, bimestriel, 4 euros. – Bruxelles, Belgique.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

(DÉS)INFORMATION EN CONTINU

Grèves en chaîne

PAR SAMUEL GONTIER *

CE 3 AVRIL 2018, premier jour de la grève des cheminots, la même image tourne depuis des heures sur BFM TV : celle d'un quai de gare bondé, barrée d'une flèche rouge désignant une « passagère poussée sur les voies ». Le présentateur interpelle un représentant de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) : « Vous avez vu les scènes de pagaille qu'on a montrées ! Ça ne pourra pas durer trois mois comme ça ! » Il va y avoir des morts !

Lancé la veille dans une tribune du *Point* intitulée « Recenser les décès liés aux grèves, quelle bonne idée ! », le sujet a gagné le petit écran. « On a répertorié deux blessés, des tonnes de malaises dans les rames », alerte la députée Emmanuelle Ménard, apparentée Front national, dans « 24h Pujadas », sur LCI. « Et ça pourrait durer trente-six jours dans les trois prochains mois ! », renchérit David Pujadas, qui se tourne vers M. Adrien Quatennens, député de La France insoumise : « Quand on voit (...) ce qui s'est passé, les gens qui rentrent par les fenêtres, les deux blessés, vous dites : "On est prêts à faire trente-six jours de cette grève-là" ? » Au risque de provoquer une hécatombe ?

« Cette grève perlée (...), pour les usagers, c'est une sorte de supplice chinois », assure M. Gilles Le Gendre, député de La République en marche. Si au moins les cheminots tuaient leurs victimes sur le coup ; mais ils les torturent d'abord. Le lendemain, ce débat national lancé par les chaînes d'information en continu s'approfondit encore. Invitée sur CNews (« Grève et santé, le lien ? »), la docteure Brigitte Milhaud révèle que la grève engendre « un stress négatif à tous points de vue, mêlé à la peur de rater son train, la peur d'arriver en retard (...). Il y a ce sentiment d'impuissance (...) et ça, c'est très mauvais pour la santé. Ça va avoir des répercussions sur le sommeil, entraîner une baisse de l'immunité, des troubles de l'humeur, jusqu'à des dépressions ». Et il n'y aura même plus de trains pour se jeter dessous...

Ce spectacle conforte l'analyse (1) inspirée au sociologue Pierre Bourdieu par la couverture des grèves de 1995. Il fondait alors son propos sur les journaux de trois chaînes hertziennes, ainsi que sur deux magazines d'actualité, « La France en direct » et « La marche du siècle ». Aujourd'hui, il existe quatre chaînes d'information gratuites : BFM TV, CNews, LCI et Franceinfo (France 24, Euronews, RT et i24news sont plus confidentielles). Le succès de « C dans l'air », talk-show quotidien d'actualité sur France 5 entrecoupé de reportages, de propos d'experts, de bavardages éditorialisants..., a entraîné sa réplique sur les chaînes info (« 24h Pujadas ») comme sur Canal Plus (« L'info du vrai »). Des « Marche du siècle », il y en a désormais douze par jour !

* Journaliste, auteur de *Ma vie au poste. Huit ans d'enquête (immobile) sur la télé du quotidien*, La Découverte, Paris, 2016.

Ainsi, la « circulation circulaire de l'information » diagnostiquée par Bourdieu s'est intensifiée. Il faut remplir cet immense espace, usiner chaque jour des thèmes, des angles, des polémiques. Après la santé, la violence. « On va vous montrer ces dégâts que vous avez vus tout au long de l'après-midi sur BFM TV », plastronne un présentateur après les manifestations du 1^{er}-Mai. Des envoyés spéciaux dépêchés dans maintes gares et universités, ou au contraire concentrés sur deux cents mètres carrés de cortège, recueillent la parole de passagers « exaspérés », d'étudiants « révoltés » (de ne pas pouvoir passer leurs partiels), de commerçants « au bord des larmes » devant leur boutique « dévastée ». Des bribes de leurs propos seront diffusées dans les journaux toutes les demi-heures, accompagnées de bandeaux alarmants : « SNCF : TRAFIC QUASI NUL GARE DE LYON » le matin, « SNCF : LA COHUE SUR LE CHEMIN DU RETOUR » le soir ; bref, « UN MARDI NOIR COMME PRÉVU », pendant que dans les « UNIVERSITÉS : LA FRONDE CONTINUE ». Résultat : « ARCUEIL BLOQUÉ, PARTIELS ANNULÉS » ; pis, des « SCÈNES DE VIOLENCE EN PLEIN PARIS ».

La flèche rouge désignant la passagère victime des cheminots, la vitrine brisée d'un concessionnaire automobile s'intègrent aussi à la boucle vidéo qui occupe la majeure partie de l'écran pendant que, dans un coin, débattent de doctes éditorialistes. En 1995, on ne les appelait pas encore « éditocrates » ; ils restaient confinés aux colonnes de leurs journaux. Aujourd'hui, ils se croisent, s'ébattent, se relaient de plateau en plateau. Le gros des troupes vient de titres aussi subversifs que *Le Figaro*, *Le Journal du dimanche* (aligné sur les positions présidentielles et très prisé sur BFM TV), *Valeurs actuelles*, *Le Point*, *L'Opinion*, *Atlantico*. Pour représenter la « gauche » : Laurent Joffrin (*Libération*), Françoise Fressoz (*Le Monde*), rarement rejoints par Patrick Le Hyaric (*L'Humanité*). Une armée d'experts les seconde, tel l'omniprésent Bernard Vivier, directeur d'un « Institut supérieur du travail » dont l'intitulé académique dissimule un lobby patronal.

Le 3 avril, sur dix-sept heures d'antenne de BFM TV, la grève et ses affaires occupent près de onze heures trente minutes, soit 85 % du temps (hors publicité et météo). De ce flot de paroles émergent les nouveaux concepts destinés à remplacer les anciens, frappés de discrédit. Cette année, la « grévi-culture » a succédé à la « prise d'otages », victime d'une sérieuse avarie. Le 27 février, au lendemain de l'annonce de la réforme du statut de cheminot, Pujadas présente sur LCI la question du jour, « SNCF : a-t-on le droit de bloquer la France ? ». Sur des images de trains à vapeur, une journaliste évoque « un statut qui a plus d'un siècle », conservé « même si les conditions ont changé » – alors que, depuis le début du conflit, la



PHOTOGRAPHIE : WOLFGANG NEEB-BRIDGEMAN IMAGES

FABRIZIO PLESSI. – « Mare di marmo » (Mer de marbre), 1986

ministre des transports n'a pas réussi à avancer des justifications autres qu'idéologiques à sa suppression (2). Le publiciste François de Closets, rendu célèbre par son livre à succès antisindical *Toujours plus !* en... 1982, surjoue son indignation pour la millièmes fois de sa carrière : « Les syndicats menacent de nous prendre en otage dans des conditions scandaleuses ! » En face de lui, M. Bruno Poncet, jeune représentant syndical de SUD-Rail, ne s'en laisse pas conter.

« N'employez jamais le mot "preneur d'otages".
– Ah si, je l'emploie, je me sens pris en otage.
– Moi, j'ai été pris en otage (...).
– Vous faites allusion à... ? », s'enquiert David Pujadas.
– J'étais au Bataclan (...). Les preneurs d'otages, les terroristes, je sais ce que c'est. »

EXIT, donc, la « prise d'otages » (sauf dans les témoignages des usagers). Et bienvenue à la « grévi-culture », tellement plus distinguée. Après qu'un porte-parole de La République en marche a employé ce terme, toutes les chaînes le reprennent – non sans avoir « enquêté », professionnalisme oblige. « On s'interroge sur l'existence ou pas d'une culture de la grève, une grévi-culture », annonce Pujadas le 2 avril, sollicitant une journaliste de LCI : « Vous avez mis la main sur un document, un document qu'on n'a pas l'habitude de voir... » Un rapport secret ? « Un document assez unique, confirme l'intéressée. On a trouvé ces chiffres sur le site de la SNCF. » Ce trophée journalistique « répertorie les jours non travaillés depuis 1947. Et on se rend bien compte qu'il y a une culture de la grève ». Les chiffres (de la direction) ne mentent pas.

« Depuis soixante-dix ans, David, il ne se passe pas une année sans grève dans cette entreprise.
– Pas une année sans grève à la SNCF, répète « David ». Cette grévi-culture, elle existe, alors. »

La France en est atteinte, aussi sûrement que ses compagnies républicaines de sécurité (CRS) souffrent du « syndrome de Sivens », ou du « syndrome Malik Ousssekine » (3), qui les retient d'intervenir quand « des professionnels du terrorisme urbain détruisent tout sur leur passage », au point qu'un expert de BFM TV, « spécialiste de la sécurité », voit « le centre de Paris

saccagé » le 1^{er}-Mai, alors que chacun pouvait constater sur place l'ampleur très limitée des dégâts.

Gages de pluralisme, les représentants contestataires conviés sur les plateaux se retrouvent devant un tribunal dont l'impartialité saute aux yeux, comme en témoignent les titres choisis par Yves Calvi dans « L'info du vrai » les 2 et 19 avril : « GRÈVES : BORDÉL ASSURÉ » ; « UNIVERSITÉS, NOTRE-DAME-DES-LANDES : LE DÉSORDRE RÉPUBLICAIN ». Pour parler au nom des « Français », les chaînes disposent d'un bataillon de professionnels de l'opinion. Sondeur attiré de BFM TV, Bernard Sananès affirme : « Jusqu'à présent, les gens se prononçaient par rapport à l'esprit de la réforme, pour ou contre la réforme. Maintenant, ils vont se prononcer plutôt sur : "Est-ce qu'on est pour ou contre la grève ?" » Seulement si sa société de sondage le décide, puisque c'est elle qui pose la question. Et puis Christophe Barbier, évincé de la direction de *L'Express*, a installé son lit de camp sur le plateau. Le silence du président de la République depuis le début de ce conflit, « c'est une force ou une faiblesse ? », l'interroge la présentatrice (4 avril). « C'est une force !, réplique l'éditorialiste. *Tel Napoléon, il se garde en réserve comme la cavalerie de Murat pour déferler sur le champ de bataille le jour où ça sera nécessaire.* » Ça sera le Waterloo des cheminots.

Ce printemps, la commémoration de Mai 68 a fait entendre d'étranges échos. « Cinq mille étudiants empêchent les six cent mille autres de travailler », regrettait le ministre de l'éducation de l'époque Alain Peyrefitte (4). « *Enfin !*, s'écrie Pascal Praud, animateur de CNews, après l'évacuation de la faculté de Tolbiac. *Quand une poignée d'individus empêche le plus grand nombre de travailler (...). Les insurgés en pyjama ont quitté l'amphi Dodo. En réveillant les étudiants, les CRS ont réveillé notre conscience.* »

(1) Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, suivi de *L'Emprise du journalisme*, Liber - Raisons d'agir, Paris, 1996. Lire aussi Serge Halimi, « Les médias et les gueux », *Le Monde diplomatique*, janvier 1996.

(2) Cf. *Le Canard enchaîné*, Paris, 16 mai 2018.

(3) Référence à deux manifestants tués par les forces de l'ordre, Rémi Fraisse en 2014 à Sivens et Malik Ousssekine en 1986 à Paris.

(4) 68, *sous les pavés... les flics*, documentaire de Laurent Chabrun et David Korn-Brzozza, France 3, 30 avril 2018.

SOMMAIRE

PAGE 2 :
L'escalade. – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.

PAGE 3 :
Karl Marx et l'exploitation de la nature, par JOHN BELLAMY FOSTER.

PAGES 4 ET 5 :
Les paysans mozambicains font reculer l'agro-industrie, par STEFANO LIBERTI.

PAGES 6 ET 7 :
La politique du rayon de soleil, par SUNG IL-KWON ET MARTINE BULARD. – Le diktat iranien de Donald Trump, suite de l'article D'IBRAHIM WARDE.

PAGES 8 ET 9 :
Une libération très calculée pour les Saoudiennes, par FLORENCE BEAUGÉ. – Sortir du « tout pétrole » (F. B.). – Nouveau tour de vis, par AKRAM BELKAÏD.

PAGE 10 :
Comment papa m'a fait entrer à Harvard, par RICHARD D. KAHLBERG.

PAGE 11 :
Au Mexique, la tentation de l'espoir, par RENAUD LAMBERT.

PAGE 12 :
Le second printemps arménien, par TIGRANE YÉGAVIAN.

PAGES 13 À 18 :
DOSSIER : BOULEVERSEMENT DÉMOGRAPHIQUE EN EUROPE. – Paysage après la transition, par PHILIPPE DESCAMPS. – Cet exode qui dépeuple les Balkans, par JEAN-ARNAULT DÉRÈNS ET LAURENT GESLIN. –

PAGE 19 :
Vaine réforme policière à Kiev, par SÉBASTIEN GOBERT.

PAGE 20 :
Bataille pour la paix au Pays basque, par LAURENT PERPIGNA IBAN.

PAGE 21 :
Le terroir ne ment pas, par EVELYNE PIEILLER.

PAGES 22 ET 23 :
Déjouer la résignation, retour sur une victoire électorale, par FRANÇOIS RUFFIN. – Pour les socialistes en déroute, l'échec, c'est les autres..., par SERGE HALIMI.

PAGES 24 À 26 :
LES LIVRES DU MOIS : « Défense de nourrir les vieux », d'Adam Biles, par HUBERT ARTUS. – « Christs pulvérisés », de Luigi Di Ruscio, par MARIE-NOËL RIO. – Révolution allemande, une trahison meurtrière, par DOMINIQUE AUTRAND. – Au carrefour des histoires, par PIERRE PUCHOT. – L'invention des cortèges, par BORIS SÉMÉNIAKO. – « Black Panther » et afrofuturisme, par MICHEL GALY. – Intelligence artificielle ou collective ?, par JÉRÔME LAMY. – Dans les revues.

PAGE 27 :
Bonne sieste à la bibliothèque, par ÉRIC DUSSERT ET CRISTINA ION.

Le Monde diplomatique du mois de mai 2018 a été tiré à 205 397 exemplaires. À ce numéro est joint un encart, destiné aux abonnés : « Cigales Voyages ».

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX